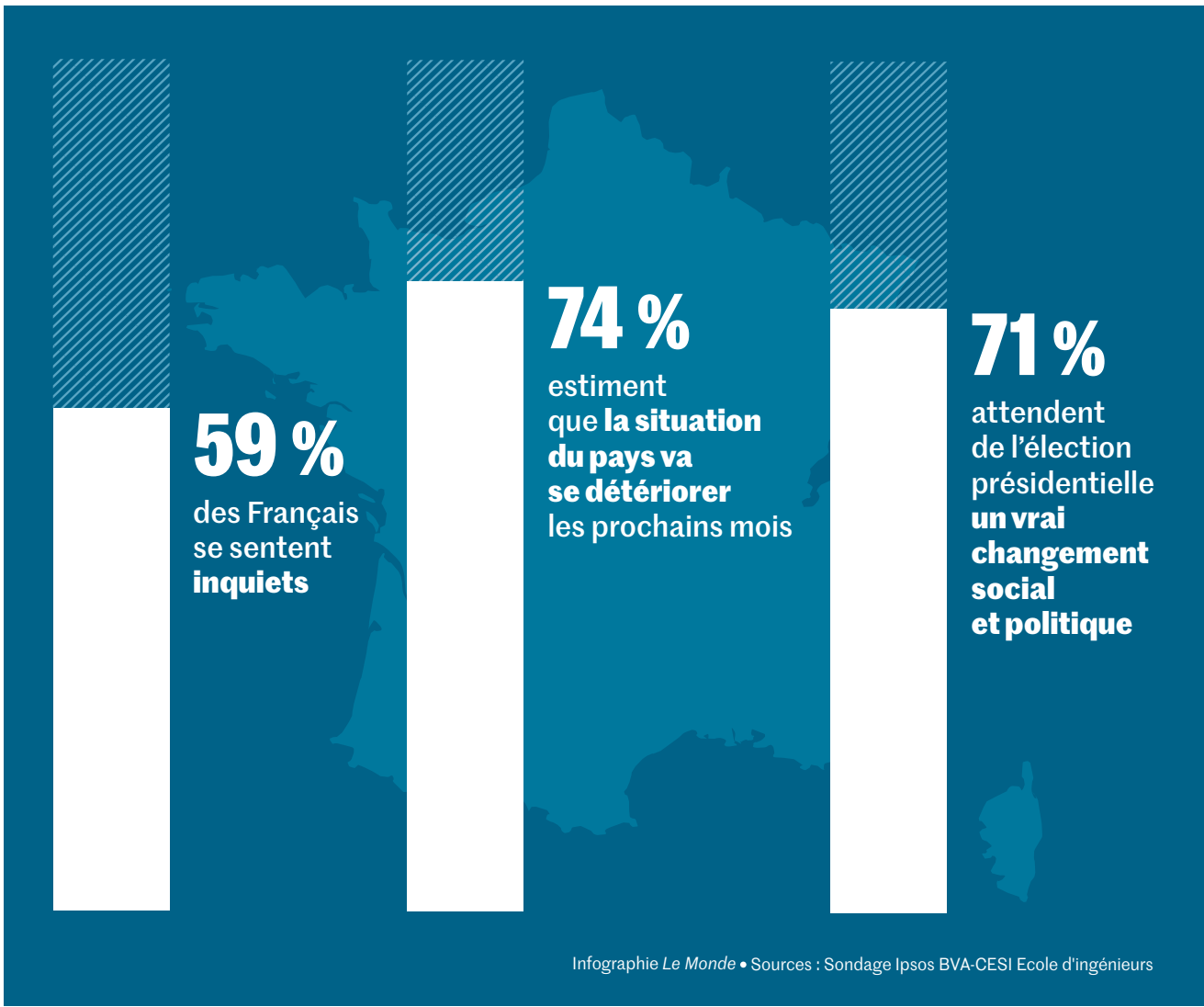


Des électeurs inquiets et en colère avant 2027

- « Le Monde » publie sa première enquête électorale réalisée par Ipsos BVA-CESI Ecole d'ingénieurs en vue de la présidentielle
- Dans un paysage politique très polarisé, les électeurs se disent intéressés par le scrutin, mais aussi très pessimistes quant à la situation de la France
- Ils placent les questions économiques au premier rang de leurs préoccupations, devant les questions sociales, environnementales et identitaires
- Marine Le Pen, la candidate du RN, est créditée d'au moins un tiers des intentions de vote dans toutes les configurations testées
- Si Jean-Luc Mélenchon solidifie lui aussi sa base électorale, le jeu reste très ouvert pour les autres candidats

PAGES 8 À 10



LES AMBIGUÏTÉS DE LA DEMANDE DE RUPTURE

Si la France semble prédisposée à une bascule populiste, celle-ci n'est pas inéluctable, estime Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos BVA

LA GAUCHE N'EST PAS (ENCORE) CONDAMNÉE À LA MARGINALITÉ

Les convergences existent, en particulier sur les questions sociales, analyse Gilles Finchelstein, secrétaire général de la Fondation Jean Jaurès

PAGES 9 ET 10

ÉDITORIAL

UN PROFOND DÉSIR DE CHANGEMENT

PAGE 32

Selon l'ONG B'Tselem, Israël porte un projet d'« élimination » des Palestiniens en Cisjordanie

DANS UNE NOUVELLE enquête, rendue publique lundi 14 septembre, l'ONG israélienne dénonce le climat politique et la terreur dans lesquels vivent trois millions de Palestiniens, sous l'emprise croissante du gouvernement Nétanyahou,

qu'elle accuse de vouloir effacer méthodiquement le passé du territoire. B'Tselem – souvent attaquée par la droite et l'extrême droite en Israël – considère que les violences des colons juifs ne sont que la partie visible, la plus médiatisée, d'un « système poli-

tique ». Aux violences, aux arrestations, aux tortures en prison s'ajoutent les déplacements forcés de populations, les restrictions massives en matière de circulation et l'écrasement des élites politiques.

PAGE 2

Ukraine

Emoi après la frappe d'un drone russe sur un train reliant Kiev à Varsovie

PAGE 4

Planète

Pour protéger les grands tétras, la France les soustrait à la chasse

PAGE 21

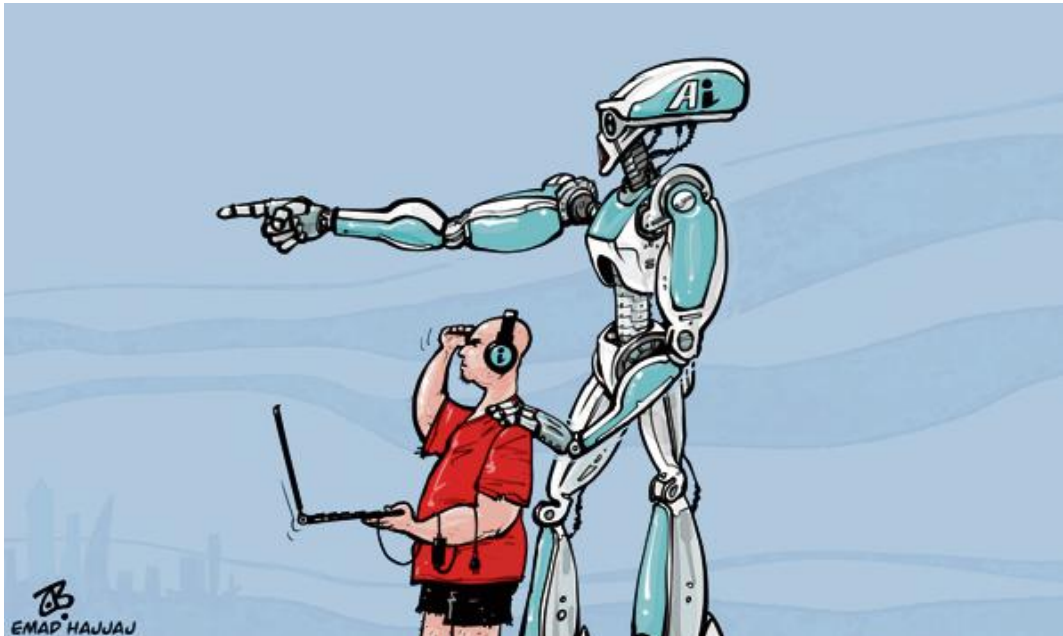
Sécheresse

Crainte d'une hausse des prix des fruits et légumes

PAGE 19

VU PAR EMAD HAJJAJ (JORDANIE)

CARTOONING FOR PEACE



PUBLIÉ DANS ALARABY ALJADEED LE 11 SEPTEMBRE 2026

Enquête

Dans le village martyr d'Andriivka, antre du « boucher de Boutcha »

« Le Monde » a retrouvé la trace du colonel Azatbek Omourbekov dans l'école de ce village ukrainien, d'où il ordonnait des massacres

PAGES 22-23

Moyen-Orient

Yémen : nouvelle menace sur les prix du pétrole

La mainmise houthiste sur le bras de mer situé entre l'Afrique et la péninsule Arabique fait redouter une hausse des cours

PAGE 18

Musique

Les retrouvailles réussies de Céline Dion avec la scène

La star québécoise, très émue, a livré, samedi, à la Plénitude Arena, le premier concert de sa résidence parisienne

PAGE 24

Narcotrafic L'ascension criminelle d'« El Frances » au pays des cartels

Arrêté en juin à Medellin, Soner Akca est l'un des rares Français à être devenu un baron de la drogue en Colombie. Il est soupçonné d'avoir organisé un réseau international

de trafic de cocaïne chimiquement modifiée pour être mélangée à des produits agroalimentaires, avec des complicités en France

PAGES 14-15

CHAQUE SEMAINE
LE MEILLEUR
DE LA PRESSE
ÉTRANGÈRE



ÊTRE PARENT
EN FRANCE,
UNE CHANCE ?

La parentalité à la française a longtemps été vue comme un modèle. Mais désormais, la presse étrangère se montre un peu moins enthousiaste. Décryptage.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'emprise d'Israël en Cisjordanie dénoncée

Selon l'ONG israélienne B'Tselem, un « système politique » cherche à y « effacer la présence palestinienne »

RAMALLAH ET HÉBRON
(CISJORDANIE OCCUPÉE) -
envoyé spécial

La scène est racontée au *Monde*, sous le couvert de l'anonymat, par un Palestinien de Jérusalem-Est ciblé par un raid de la police israélienne qui le suspectait d'incitation au terrorisme. En fouillant ses biens, les policiers sont tombés sur un exemplaire de 1984, le roman de George Orwell racontant la dérive totalitaire d'un pays imaginaire. « *Regardez, ce que j'ai trouvé!* », s'est exclamé un des policiers, convaincu d'avoir mis la main sur une pièce à conviction. « *C'était 1984, il a pensé 1948 et il a cru que c'était un livre sur la Nakba* [l'exode forcé de 750 000 Palestiniens en 1948], *donc une preuve de mon activisme.* » Le trentenaire a passé deux jours en détention puis a été relâché, faute de preuve contre lui.

L'épisode pourrait presque faire sourire. Il est révélateur du climat politique dans lequel vivent plus de 3 millions de Palestiniens en Cisjordanie, territoire sous occupation depuis 1967, soumis aux conséquences de ce qui, ailleurs, serait qualifié de dictature militaire. Depuis quatre ans, le gouvernement israélien y a encore accentué son emprise, utilisant toutes les ressources des forces armées, des services de renseignement, de la police, des milices privées des colonies juives, des tribunaux militaires et des prisons, en plus d'une surveillance technologique massive.

« Israël a considérablement intensifié ses attaques contre l'ensemble des aspects de la vie des Palestiniens en Cisjordanie », constate l'ONG israélienne B'Tselem, dans une enquête rendue publique, lundi 14 septembre. Ce minutieux travail de documentation et d'analyse, qui fera date, conduit B'Tselem à qualifier la situation d'« *apartheid* », de régime d'« *oppression* », à mettre en cause le « *suprémacisme juif* », ainsi que le projet sioniste qui fonde l'Etat hébreu. Surtout, l'ONG de défense des droits humains arrive à la conclusion qu'Israël met en œuvre, en Cisjordanie, un projet d'élimination de la société palestinienne par la destruction systématique de tous ses piliers.

Etranglement économique

B'Tselem considère que les violences des colons juifs, qui se sont fortement intensifiées depuis douze mois, ne sont que la partie visible, la plus médiatisée, d'un « *système politique* ». Aux violences, aux arrestations, aux tortures en prison, toutes documentées par un grand nombre de sources indépendantes, s'ajoutent l'étranglement économique de la Cisjordanie, les déplacements forcés de population, les restrictions massives en matière de circulation et l'écrasement des élites politiques. Autant de politiques publiques assumées : « *Combinés, ces mécanismes font partie d'un projet de colonisation de peuplement ayant pour but d'étendre et d'institutionnaliser une présence juive permanente sur le territoire, tout en évinçant et en effaçant la présence palestinienne de cet espace* », affirme B'Tselem.

L'ONG relie son précédent rap-

« Aucune force politique susceptible de stopper cette détérioration ne se profile à l'horizon », souligne l'ONG



Au bord de la route 60, qui traverse la Cisjordanie occupée, des pancartes publicitaires proposent des logements à des colons, le 1^{er} juillet. LAURENCE GEA/MYOP POUR « LE MONDE »



port sur la situation à Gaza, qu'elle avait intitulé « Our génocide » (« notre génocide »), avec ce qu'il se passe en Cisjordanie : « *Le génocide à Gaza et le projet d'effacement en Cisjordanie constituent deux expressions d'un même projet politique mené par le régime, qui vise à détruire la capacité du peuple palestinien à exister* », écrit-elle. Sur ce point, le constat n'est pas différent de celui porté par d'autres organisations ou agences internationales. « *Jour après jour, des habitations sont incendiées, des routes et des accès sont bloqués, toujours plus de familles sont exposées à la violence, toujours plus de communautés sont dépossédées de leurs terres, tandis que la peur et la terreur ne cessent de gagner du terrain. Cela fait près de trois ans que cette offensive contre la vie palestinienne s'intensifie, s'étend et s'affiche au grand jour. La Cisjordanie est à feu et à sang, et aucune force politique susceptible de stopper cette détérioration ne se profile à l'horizon* », souligne l'ONG.

Mais, ce que décrit B'Tselem est plus explosif sur le plan politique, surtout depuis que le gouvernement israélien assimile toute critique du sionisme à de l'antisémitisme. « *Ce dont il est question, c'est de l'effacement des Palestiniens en tant que collectivité, parallèlement à l'établissement d'une domination juive permanente et absolue sur tout le territoire* », explique Yuli Novak, la directrice exécutive de B'Tselem, dans un entretien au *Monde*. « A

nos yeux, la logique d'effacement était là dès le début, dès la fondation d'Israël. Voilà le cœur du projet sioniste israélien : éliminer la présence des Palestiniens en tant que peuple autochtone, en les décredibilisant, pour construire une nouvelle société », appuie la militante, ancienne directrice de Breaking the Silence, une ONG qui recueille les témoignages de soldats israéliens.

Le développement massif des colonies n'est pas seulement le projet de l'extrême droite actuellement au pouvoir, mais d'une très large partie de l'appareil politique et militaire, soutient l'ONG, y compris dans l'actuelle opposition parlementaire. « *Israël démantèle l'existence palestinienne tout en réorganisant simultanément l'espace, afin d'étendre et d'institutionnaliser la souveraineté et le contrôle juifs. Les terres et les ressources sont transférées sous contrôle juif. Les colonies, avant-postes et fermes s'étendent. Et les systèmes juridiques, d'aménagement du territoire, d'infrastructures et de budgets établissent une présence juive continue et permanente* », souligne B'Tselem.

Mouvement d'annexion

Ces dernières années, les colons ont conquis 100 000 hectares, soit 18 % de la Cisjordanie. « *Les ennemis doivent être combattus, on ne doit pas leur accorder une vie confortable* », avait expliqué Bezalel Smotrich, ministre des finances et des colonies, en septembre 2025, en annonçant viser une souveraineté complète d'Israël sur 82 % de ce que les Israéliens appellent « Judée-Samarie », en référence aux dénominations bibliques. La conséquence de ce mouvement d'annexion est majeure : les colonies juives constituaient, jusque-là, des enclaves dans le territoire palestinien ; les villages et villes moyennes palestiniennes sont en train de devenir des enclaves dans un territoire israélien. « *Israël annexe la Cisjordanie par la colonisation, la violence et la fragmentation de l'espace palestinien, en refoulant la population palestinienne dans de petites enclaves isolées* », a résumé une

autre organisation indépendante, Yesh Din, dans un rapport publié le 9 septembre.

B'Tselem insiste sur l'importance des violences politiques commises en Cisjordanie. « *Dès sa fondation, Israël a eu tendance à percevoir toute structuration politique, sociale ou communautaire palestinienne – surtout lorsqu'elle portait des aspirations collectives et nationales – comme une menace sécuritaire et une remise en cause de l'ordre politique qu'il entend imposer. Dès lors, Israël s'appuie sur une panoplie de mesures pour limiter et déstructurer l'action civile, en brandissant l'argument de la "sécurité" pour légitimer ses interventions* », note l'ONG.

La liberté d'expression et la liberté de manifester ont été systématiquement attaquées, à travers des « *ordres militaires* », promulgués par le commandant en chef de l'armée, pour régir la vie des Palestiniens, alors que les Juifs n'y sont pas soumis. Les arrestations sont incessantes, parfois individuelles, souvent en groupe avec des dizaines d'hommes alignés contre des murs, attachés, puis emmenés les yeux bandés. Plus de 20 000 habitants de Cisjordanie ont été arrêtés, en cumul, depuis les attaques du 7 octobre 2023, dont une majorité retenue pendant des mois sans aucune charge – un régime de détention abusive qui porte le nom de « *détention administrative* » et qui ne vaut que pour les Palestiniens. Même chose pour la peine de mort, entrée en application dans les territoires occupés, en mai, par l'intermédiaire d'un ordre militaire : seuls les Palestiniens sont soumis, de fait, à la peine capitale ; leurs droits pour se défendre ont été drastiquement réduits.

Entre 1967 et 2019, Israël a interdit plus de 400 organisations palestiniennes, dont les principaux partis politiques, des associations, des syndicats ou des mouvements locaux. Ces dernières années, au nom de la lutte contre le terrorisme, la pression s'est encore accentuée avec des dizaines de fermetures d'organisations. « *Dès ses origines, le projet sioniste*

Plus de 20 000 habitants de Cisjordanie ont été arrêtés, en cumul, depuis les attaques du 7 octobre 2023

s'est efforcé de judaïser le territoire avec pour conséquence directe l'effacement méthodique de son passé palestinien. C'est dans ce but qu'Israël mène un assaut perpétuel contre les lieux d'émergence de la conscience politique et sociale palestinienne, qu'il s'agisse des universités, des établissements scolaires ou des centres religieux, culturels et communautaires », relève B'Tselem.

Al-Haq, par exemple, une association de défense des droits humains, est classée organisation terroriste depuis 2021. « *Dès lors que nous avons voulu faire respecter le droit international et demander des comptes aux coupables, nous avons franchi une ligne rouge aux yeux d'Israël. Une intense campagne s'est engagée contre nous, une véritable campagne de dénigrement* », raconte au *Monde* son directeur, Shawan Jabarin. Les autorités israéliennes ont tout fait, ensuite, pour empêcher l'ONG de travailler. « *Sans demander des comptes aux criminels, aucun chemin vers la paix n'est possible. Pas de paix sans justice. Et pas de sécurité sans paix. Telle est la réalité* », prévient le militant, une figure des droits humains depuis des années.

Les universités font, aussi, régulièrement l'objet de raids militaires, comme Birzeit, en janvier, où l'armée a dispersé un rassemblement pacifique en tirant avec des armes de guerre sur la foule, blessant une douzaine de personnes. Depuis trois ans, plusieurs centaines d'étudiants ont été arrêtés dans cet établissement supérieur. Les écoles, elles, subissent de plein fouet les conséquences de l'étranglement financier de l'autorité palestinienne décidé par le gouver-

nement de Benjamin Netanyahu. Une grande partie des enfants n'a, désormais, école que deux ou trois jours par semaine, faute d'enseignants. Même chose pour le système de santé, au bord de l'effondrement. L'économie, elle, est sinistrée.

« Le propre de l'apartheid »

B'Tselem a souvent été attaquée par la droite et l'extrême droite. Sa difficulté actuelle, en Israël, est l'indifférence. Sa dernière enquête, portant sur les enfants tués par l'armée en Cisjordanie, n'a quasiment pas eu d'écho dans le pays, alors que les vidéos de mineurs blessés par balles, volontairement laissés sans soins, ont eu beaucoup d'impact à l'échelle internationale. « *99 % des Israéliens vous diront qu'ils ne vivent pas sous un régime d'apartheid, car c'est précisément le propre de l'apartheid : il masque la réalité de la situation politique, il la rend imperceptible* », souligne Yuli Novak. Ces propos font écho aux déclarations des réalisateurs israéliens du documentaire *Naza*, sur les méthodes de l'armée à Gaza, publié samedi 12 septembre à la Mostra de Venise : « *Tout est fait pour nous inciter à ne pas regarder la réalité en face* », a constaté Yuval Abraham, en recevant le Prix spécial du jury.

Mais la directrice de B'Tselem veut espérer que son pays puisse, un jour, se transformer : « *A travers l'histoire, les exemples ne manquent pas de régimes et de systèmes politiques qui avaient tout mis en œuvre pour endoctriner leur peuple dans le racisme, le militarisme, la violence et le fascisme. Et pourtant, ils ont fini par être changés.* » A condition, dit-elle, que la communauté internationale change radicalement de perspective, comme viennent de le faire les Britanniques en déclarant l'occupation de la Cisjordanie illégale : « *La communauté internationale n'est pas confrontée à une crise temporaire. Elle est confrontée à un régime d'apartheid qui déploie des mécanismes d'élimination accélérés dans le cadre d'un projet colonial.* » ■

LUC BRONNER

En Russie, les hommes en âge de combattre tentés par l'exil

Certains ont déjà acheté un billet d'avion, prêts à partir si une mobilisation générale est déclarée après les élections législatives, du 18 au 20 septembre

En Russie, la rumeur d'une nouvelle vague de mobilisation ravive les craintes des hommes en âge de combattre, tentés par l'exil. Elle est si tenace que le président Vladimir Poutine a dû multiplier les démentis. «A ce jour, il n'existe aucun scénario qui nécessiterait une mobilisation», a assuré le chef du Kremlin, jeudi 3 septembre à Vladivostok, dénonçant «une attaque informationnelle de la part de l'ennemi avant des élections à la Douma, avec une tentative d'influer sur leur résultat».

Vladimir Poutine se veut rassurant à la veille des élections législatives qui se dérouleront du 18 au 20 septembre, les premières depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, en février 2022.

La menace d'une nouvelle mobilisation militaire a miné la campagne, quatre ans après la mobilisation partielle annoncée à l'automne 2022. A l'époque, celle-ci avait provoqué une vague de panique dans les familles russes, et poussé des milliers d'hommes

à fuir le pays ou à se terrer dans leur datcha, à la campagne.

Dans le doute, beaucoup d'hommes préfèrent aujourd'hui prendre leurs précautions. Certains ont déjà acheté un billet d'avion, prêts à partir après les élections, si une mobilisation est déclarée. D'autres ont prévu de «séjourner un mois en Turquie et d'attendre de voir ce qui se passe», témoigne une journaliste à Moscou, qui préfère rester anonyme par précaution.

Chez le notaire

«Il y a une vraie peur de la mobilisation, renchérit un autre journaliste, à Iekaterinbourg, dans l'Oural. De simples citoyens ne veulent pas être envoyés dans une guerre sans fin dont beaucoup, y compris parmi les électeurs de Poutine, ne comprennent plus le sens.» Certains encore vont chez le notaire et mettent leur appartement au nom de leurs parents pour que les recruteurs ne puissent pas les trouver.

La plupart des candidats au dé-

part avaient déjà fui la mobilisation à l'automne 2022, avant de revenir en Russie, selon plusieurs sources interrogées par Le Monde. Trois destinations sont particulièrement prisées : la Géorgie, l'Arménie et la Serbie, accessibles avec un passeport russe, sans visa.

A Tbilissi, la capitale géorgienne, l'association The Ark, qui soutient des Russes, constate une augmentation du nombre de requêtes depuis juin, mais, «en août, on en a eu dix fois plus», affirme sa fondatrice, Anastasia Burakova. La société russe est épu-

La menace d'une nouvelle mobilisation militaire a miné la campagne des législatives, qui auront lieu du 18 au 20 septembre

sée, effrayée par les attaques de drones et la rumeur d'une mobilisation». Ceux qui ont des compétences en médecine cherchent, tout particulièrement, à quitter la Russie, de crainte d'être enrôlés.

«La plupart des gens veulent savoir s'il est possible de s'installer en Géorgie, mais cela ne veut pas dire qu'on va avoir de longues files d'attente à la frontière comme en 2022», nuance Anastasia Burakova. Le 19 août, les autorités géorgiennes ont démenti les affirmations de Moscou selon lesquelles 20 000 citoyens russes étaient entrés en Géorgie en vingt-quatre heures depuis le poste-frontière de Lars. Tbilissi a dénoncé une «désinformation délibérée». Le ministère de l'intérieur russe a ensuite lui-même révisé ses estimations – il chiffre désormais à 7 880 le nombre de personnes quittant la Russie et à 8 406 les retours –, et justifié cet important chassé-croisé par «la fin de la saison touristique».

En Arménie, Oleg Novikov, coordinateur de l'aide aux déserteurs russes au sein d'une association dont il préfère taire le nom, affirme ne pas constater de hausse particulière liée aux rumeurs sur une nouvelle mobilisation, mais «tous les déserteurs qui ont fui en Arménie ne s'adressent pas aux défenseurs des droits humains, avertit-il. Disons que les gens continuent de fuir le front à un rythme régulier. Nous recevons environ quatre ou cinq demandes par semaine». Il reçoit aussi des appels à l'aide de «jeunes qui terminent leurs études et risquent d'être appelés sous les drapeaux dès qu'ils les auront finies. Par précaution, ils partent à l'avance». A Erevan, la capitale, les prix des logements s'envolent déjà.

A la différence de 2022, «les gens fuient vers l'Arménie, non seule-

Trois destinations sont plus prisées : la Géorgie, l'Arménie et la Serbie, accessibles sans visa

ment depuis la Russie, mais aussi depuis la Géorgie, parce qu'une certaine inquiétude s'est installée», constate Oleg Novikov, alors que les autorités géorgiennes se sont rapprochées de Moscou depuis l'invasion de l'Ukraine. L'Arménie, qui a au contraire pris ses distances avec le Kremlin, est perçue comme plus sûre. Malgré les accords qui la lient à la Russie, elle «n'a extradé aucun déserteur depuis le début de la guerre», se réjouit le militant.

«Sans panique»

Cette petite ex-république soviétique du Caucase n'est souvent qu'une étape vers une autre destination en Europe. «Sur les 200 000 Russes arrivés après 2022, environ 50 000 sont restés», estime Areg Kochinyan, analyste politique et directeur du Research Center on Security Policy, à Erevan. Avec des effets positifs sur le plan économique : «L'arrivée des travailleurs dans la tech a généré d'importants revenus.»

Cet été, les autorités arméniennes se sont dites prêtes à accueillir ceux qui voudraient fuir une nouvelle mobilisation. «Aux Russes, je ne peux dire qu'une chose : "Bienvenue en Arménie"», a lancé le secrétaire du Conseil de sécurité d'Arménie, Alen Simonian, lors d'une interview télévisée, le 25 août. Des propos jugés «provo-

cants» par la porte-parole du ministère des affaires étrangères russe, Maria Zakharova.

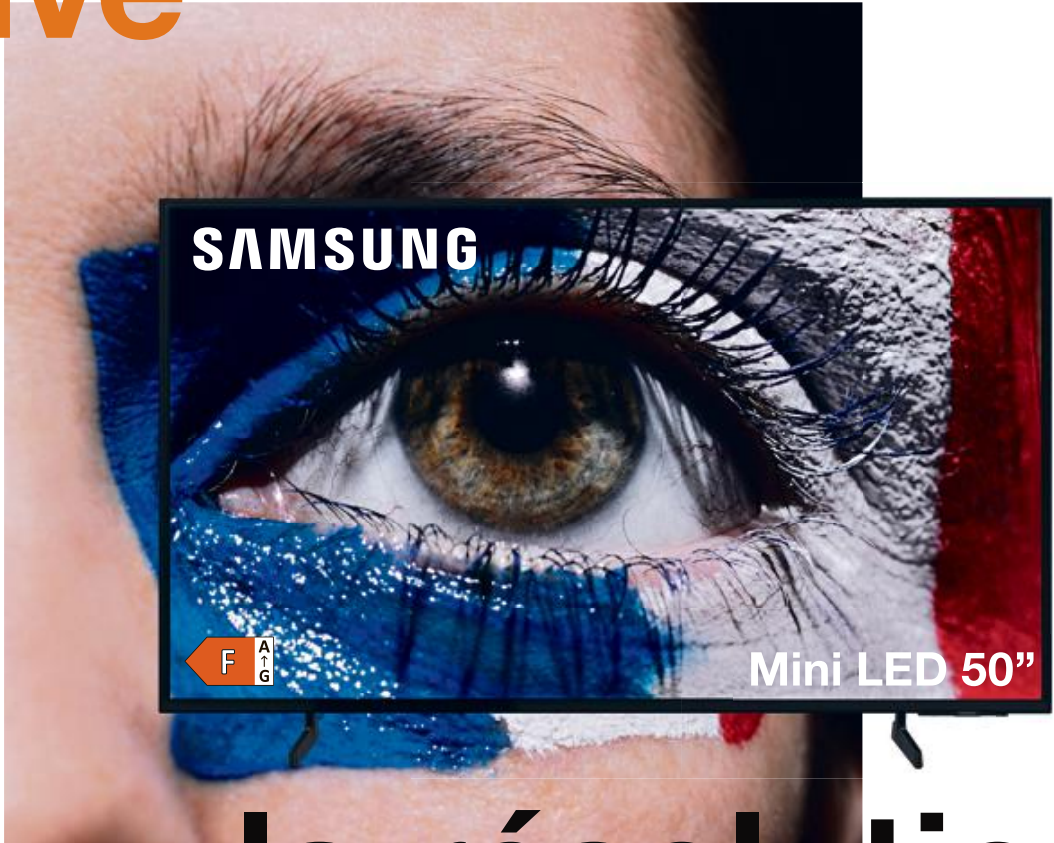
Contrairement à 2022, la vague de départs «se fait sans panique et de manière organisée», assure la directrice d'une association d'aide aux Russes cherchant à fuir la mobilisation, sous le couvert de l'anonymat. D'autant qu'en Russie, beaucoup se méfient des démentis officiels de Vladimir Poutine. «Il a promis que, "à ce jour", il n'y aura pas de mobilisation. Mais les hommes pensent au jour d'après. Et après les législatives, il sera trop tard pour partir», prévient cette même source.

La menace est d'autant plus forte que, quatre ans et demi après le début de l'invasion, l'armée russe peine à recruter les 30 000 à 35 000 militaires nécessaires par mois pour compenser ses pertes colossales (morts et blessés) sur le front. Les volontaires font défaut, malgré la promesse de primes élevées et d'ascension sociale pour la famille des engagés. Depuis un an, les campagnes de recrutement se doublent de pratiques en tout genre qui s'apparentent de plus en plus à des enrôlements forcés. Les autorités ciblent en particulier les personnes vulnérables, facilement manipulables. Certains se laissent convaincre par les promesses d'être affectés à l'arrière, puis sont envoyés au front.

Le système d'enregistrement informatisé, mis en place en 2022, s'est encore renforcé en août 2025 : un registre de conscrits a notamment été finalisé, recensant tous les hommes susceptibles d'être réquisitionnés. Si Vladimir Poutine venait à proclamer la mobilisation générale, tout est en place.

BENJAMIN QUÉNELLE
ET FAUSTINE VINCENT

Vive



TV connectée Samsung
Mini LED 125 cm⁽¹⁾

29€
Prix constaté
sur internet : 599€⁽²⁾
avec la Fibre Orange

la résolution

Soit 129€ pour les nouveaux clients Fibre avec les offres Livebox Fibre + Smart TV à partir de 37,99€/mois - 100€ de remboursement différé par Samsung⁽³⁾.

Offre soumise à conditions, valable en France métropolitaine du 10/09 au 25/09 inclus, sous réserve d'éligibilité. Engagement 24 mois. Livraison de la TV après la mise en service de l'accès fibre. Frais de mise en service : 49€. Frais de résiliation : 69€.

(1) Référence du téléviseur Samsung : TU50M70HAUXXC. (2) Prix constaté hors promotion au 02/07/2026 sur le site internet du fournisseur. (3) Coupon de remboursement disponible sur odr.orange.fr. French Days = les jours français.



est là



Après une attaque de drone russe près de la frontière avec la Pologne, en Ukraine, le 13 septembre. SERVICE D'URGENCE UKRAINIEN VIA AFP

Emoi international après l'attaque du train Kiev-Varsovie

Un drone russe a frappé la locomotive du convoi, dimanche, juste avant qu'il ne franchisse la frontière. La Pologne craint une « escalade »

KIEV, VARSOVIE - envoyé spécial, et correspondant régional

De mois en mois, loin des lignes de front, l'escalade militaire s'accroît entre la Russie et l'Ukraine. Cette fois, c'est le train Kiev-Varsovie que Moscou a frappé, dimanche 13 septembre, juste avant qu'il ne franchisse la frontière polonaise. Un drone russe a percuté la locomotive du convoi près du poste-frontière de Dorohusk-Iahodyn, tandis qu'un autre drone a ciblé une station-service voisine, provoquant l'incendie de deux camions. Les 206 passagers du train sont indemnes.

L'attaque a provoqué un fort émoi, tant en Ukraine qu'en Pologne, pour diverses raisons. La première est que Kiev dénonce une « attaque systémique » contre son système ferroviaire, une des infrastructures fonctionnant encore correctement jusqu'à présent en Ukraine, malgré la guerre. La deuxième est le message envoyé à la Pologne, pays membre de l'Union européenne (UE) et de l'OTAN. La troisième est qu'un autre train, avec à son bord des personnalités européennes et américaines, venait de quitter la gare avec quelques minutes d'avance sur l'horaire, et que la compagnie ferroviaire Ukrzaliznytsia a estimé « hautement probable » qu'il ait pu être la véritable cible de l'armée russe.

Ce train diplomatique spécial ramenait en Pologne, selon Ukrzaliznytsia, des invités de la conférence annuelle Yalta European Strategy, qui s'est tenue à Kiev les 11 et 12 septembre. A son bord, deux anciens premiers ministres, le Britannique Boris Johnson et le Suédois Carl Bildt, ainsi que des

ministres, des parlementaires, des conseillers à la sécurité nationale et des diplomates de divers pays de l'UE et de l'OTAN. L'ex-directeur de la CIA, le général en retraite David Petraeus, était pour sa part dans un train voisin, alors en gare. « J'ignore quelle logique dévoyée conduit Poutine à faire exploser une locomotive à la frontière polonaise, a dénoncé Boris Johnson, mais c'est le genre d'attaques insensées que les Ukrainiens endurent chaque jour. »

« Plus dangereux que jamais »
A Kiev, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a dénoncé, sans mentionner le passage du train diplomatique, une attaque « délibérée ». Le ministre des affaires étrangères, Andrii Sybiha, a, de son côté, déclaré que « les frappes barbares menées par la Russie à la frontière entre l'Ukraine et la Pologne ne constituent pas seulement une poursuite de ses attaques contre nos frontières nationales. Il s'agit du terrorisme de Poutine qui frappe directement à la porte de l'UE et de l'OTAN. Les barbares russes sont à vos portes, chers partenaires ».

En Pologne, le gouvernement a dénoncé une « escalade », comme l'ont déclaré successivement le ministre des affaires étrangères, Radoslaw Sikorski, en visite à Kiev, et le premier ministre, Donald Tusk, en se référant non seulement à l'attaque du train ukrainien à la frontière polonaise, mais aussi à la multiplication des attaques de drones dans l'ouest de l'Ukraine, à proximité de la frontière polonaise, dans les heures qui ont précédé et suivi l'attaque du train ukrainien. Selon M. Sikorski, 13 frappes ont été enregistrées, dont une à 800 mètres de la Pologne.

Lors d'une réunion au Centre de sécurité gouvernementale, où il avait réuni ministres et militaires, Donald Tusk a déclaré avoir « reçu des informations de [ses] propres services et de ceux de [ses] alliés concernant une possible escalade ». Il a dit s'attendre à « une intensification des actions russes dans les semaines et les mois à venir », ajoutant : « Même les scénarios les plus pessimistes sont possi-

Un autre train, avec à son bord des personnalités européennes et américaines, venait de quitter la gare avec quelques minutes d'avance

bles. » Tout en affirmant ne pas vouloir céder à la nervosité ambiante, le premier ministre a précisé : « Les attaques de cette nuit démontrent que les Russes sont prêts à utiliser un matériel plus dangereux que jamais. Je fais référence aux drones de combat. Leur portée et leur précision sont alarmantes. Nous devons être conscients que la Russie possède de telles capacités. »

Plus tôt dans la journée, deux autres ministres polonais avaient réagi sur le réseau social X. « Attentats terroristes russes, écrivait ainsi le titulaire de l'intérieur, Marcin Kierwinski. La Russie est un ennemi du monde libre. » Quant au vice-ministre de la défense, Cezary Tomczyk, il insistait sur le nécessaire soutien à l'Ukraine, en un moment où l'opposition nationaliste polonaise s'efforce de l'affaiblir, notamment en tentant de dresser la population contre les réfugiés ukrainiens.

« Quiconque se demande s'il est judicieux de soutenir militairement l'Ukraine devrait tirer les conclusions des événements, écrivait-il. Pour beaucoup, la guerre peut encore sembler quelque chose de lointain, presque surréaliste. Mais elle se déroule très près de la frontière polonaise. Dans l'intérêt de la Pologne et de toute l'Europe, l'Ukraine doit gagner cette guerre. »

Dans le même esprit, Radoslaw Sikorski, le ministre des affaires étrangères, a estimé, lors d'une conférence de presse organisée à Kiev avec son homologue ukrainien, Andrii Sybiha, que « la sécurité de la Pologne et de l'Ukraine sont inextricablement liées », ap-

pelant à « faire preuve de solidarité envers toute l'Ukraine, mais aussi envers chaque Ukrainien, envers ceux qui vivent en Pologne et envers ceux qui souhaitent entrer en Pologne ». Avant de conclure : « Le terrorisme russe ne frappe pas à la porte de l'Europe, il l'a déjà franchie. »

Ce n'est pas la première fois que la Russie frappe à la frontière entre l'Ukraine et la Pologne. Moscou avait notamment tiré, en janvier, un missile balistique Orechnik, pouvant porter des charges tant conventionnelles que nucléaires, à 70 kilomètres de la frontière. Le missile ne comportait aucun explosif, mais le message avait été pris au sérieux par les pays de l'OTAN.

Aucune avancée diplomatique
Moscou avait présenté ce tir comme des représailles après une attaque ukrainienne contre une résidence du président russe, Vladimir Poutine, sauf que l'attaque en question n'aurait, selon les services de renseignements ukrainiens et américains, jamais eu lieu. Elle était plus vraisemblablement un avertissement après un accord entre Européens et Américains sur un soutien de Washington au déploiement de soldats européens en Ukraine en cas de cessez-le-feu.

L'attaque du train Kiev-Varsovie intervient alors que Washington peine à relancer les négociations de paix que le président américain, Donald Trump, appelle de ses vœux depuis son retour à la Maison Blanche, en janvier 2025. La dernière tournée de ses deux émissaires, Steve Witkoff et Jared Kushner, à Moscou et pour la première fois à Kiev, les 5 et 6 septembre, ne s'est soldée par aucune avancée diplomatique, même si le Kremlin a affirmé « ne pas exclure » une reprise de pourparlers tripartites « en octobre ». En attendant, tandis que Kiev frappe de plus en plus régulièrement en profondeur en Russie, la présidence Trump est surtout synonyme, en Ukraine, de bombardements nettement accrus contre les villes et des cibles civiles. ■

RÉMY OURDAN
ET FLORENT GEORGESCO

Elections législatives en Suède : la gauche et la droite au coude-à-coude

Selon des résultats non définitifs, la majorité de droite serait légèrement devancée par l'opposition de gauche

STOCKHOLM -
correspondante régionale

Les élections législatives de dimanche 13 septembre ne produiront pas leur résultat avant plusieurs jours. Quand les Suédois sont allés se coucher, tard dans la nuit du dimanche 13 au lundi 14 septembre, l'écart n'était plus que d'environ 28 600 voix entre les deux blocs. Composée des Sociaux-démocrates, du Parti de gauche, des Verts et du Parti du centre, l'opposition était alors donnée gagnante avec trois sièges d'avance sur la majorité sortante alliant les Modérés (conservateurs), les Chrétiens-démocrates, les Libéraux et les Démocrates de Suède (SD, extrême droite).

Pour connaître les scores définitifs, il va falloir patienter, car les bulletins de vote des 220 000 Suédois de l'étranger, traditionnellement favorables à la droite, ne seront pas dépouillés avant le 16 septembre. Or ils pourraient encore faire basculer le résultat. En attendant, le scrutin s'annonce déjà historique. Après la victoire massive du parti Alternative für Deutschland (AfD) dans le Land de Saxe-Anhalt en Allemagne, le 6 septembre, beaucoup, en Europe, dimanche, avaient les yeux rivés sur le score des Démocrates de Suède. Créé en 1988 par d'anciens néonazis, le parti, entré au Parlement en 2010, avait progressé à chaque scrutin législatif, jusqu'à atteindre 20,5 % des voix en 2022. Il y a quatre ans, ce succès lui avait permis d'imposer des pans entiers de son programme dans l'accord de coalition négocié avec la droite, même si les SD avaient dû renoncer à siéger au gouvernement.

Dimanche, pour la première fois, le parti nationaliste a reculé. Selon les résultats provisoires, il n'obtient que 17,6 % et redevient le troisième parti de Suède, derrière les Modérés. Dans l'hôtel de Solna, au nord de Stockholm, où les SD avaient donné rendez-vous à leurs sympathisants, l'ambiance, dimanche soir, était morose. Décoré d'énormes bourdons – le nouveau logo du parti – pendus au plafond, l'étage réservé pour la soirée électorale est resté à moitié vide. Seuls les jeunes militants semblaient avoir le cœur à la fête.

Un peu après minuit, Jimmie Akeson, le patron du parti depuis 2005, a fini par monter sur scène. Son discours n'a duré qu'une poignée de minutes. Pas question de parler d'échec. « J'ai le sentiment que nous sortons gagnants de cette campagne », a-t-il asséné, constatant que « partout, dans le pays, il y a beaucoup de gens qui n'ont plus honte de dire qu'ils sont Démocrates de Suède » et « portent avec fierté [les] tee-shirts et [les] casquettes [du parti] ». Dans un exercice compliqué, le dirigeant d'extrême droite a ensuite défendu sa décision de faire campagne avec ses alliés de la droite conservatrice ; une stratégie, selon lui, nécessaire pour permettre à la majorité sortante d'« avoir une chance de gagner ».

Si l'eurodéputé d'extrême droite Charlie Weimers estime qu'il est « trop tôt pour faire une analyse », il constate que « les questions im-

portantes pour le parti, telles que l'immigration et la criminalité, n'ont pas été au cœur de la campagne ». D'après lui, le résultat montre néanmoins que les SD « sont capables de se maintenir à un niveau élevé, même après quatre ans aux commandes, ce qui est un signal très important » pour les autres formations d'extrême droite en Europe.

De son côté, le député Mattias Karlsson, un des leaders historiques du parti, impute le recul des SD au vote de soutien massif en faveur des Libéraux. Donnée dans les sondages à moins de 4 % (le seuil minimal pour entrer au Parlement), la formation de Simona Mohamsson a recueilli 5,4 % des suffrages. « Il semble qu'un nombre important de nos partisans aient choisi de voter pour les Libéraux afin de sauver le gouvernement et ainsi préserver l'orientation politique du pays en matière de politique migratoire, de politique pénale, mais aussi de politique économique. C'est dommage pour nous, mais sans cela, nous n'aurions aucune chance de rester au pouvoir », remarque-t-il.

Coalition gouvernementale
Les SD ne sont pas les seuls grands perdants du scrutin. A gauche, les Sociaux-démocrates enregistrent leur plus mauvais score depuis la première élection au suffrage universel masculin, en 1911. Dirigé par Magdalena Andersson, le parti à la rose ne décroche que 28,1 % (contre 30,3 % en 2022). Les Sociaux-démocrates reculent en province, mais aussi dans les grandes villes, en particulier dans les quartiers défavorisés à forte population immigrée, où son virage en faveur d'une politique migratoire restrictive semble avoir profité au Parti de gauche, qui obtient 8,2 % des voix, son meilleur résultat depuis vingt ans.

Echaudés par l'expérience des dernières législatures – la gauche donnée en tête avait finalement perdu le scrutin en fin de soirée –, les Sociaux-démocrates sont restés prudents, dimanche soir. Devant ses militants, Magdalena Andersson a assuré être prête à « former un nouveau gouvernement ». Mais elle a reconnu que les résultats étaient trop serrés pour clamer une victoire.

Si son camp l'emporte, les négociations en vue de former une coalition gouvernementale s'annoncent très compliquées. Pendant la campagne, la cheffe de file du Parti de gauche, Nooshi Dadgostar, dont la formation n'a jamais siégé au gouvernement, a fait savoir qu'elle exigerait des portefeuilles ministériels. Les centristes (7,1 %), eux, ont déclaré qu'ils refuseraient de soutenir un gouvernement dépendant du Parti de gauche. Anticipant une défaite annoncée dans les sondages depuis des mois, le premier ministre sortant, Ulf Kristersson, patron des Modérés, a célébré un résultat inattendu : non seulement les conservateurs progressent légèrement, avec 19,9 %, mais ils redeviennent le second parti du royaume, devant les SD.

Si la droite libérale conservatrice et l'extrême droite ne semblent pas en mesure d'obtenir la majorité, M. Kristersson n'a pas pour autant exclu de tenter de « trouver une forme de coalition gouvernementale capable, au moins, de faire adopter un budget raisonnable au Parlement ». Ce scénario semble, pour le moment, difficilement imaginable, alors que les Suédois se préparent à un automne chaotique. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

« Même les scénarios les plus pessimistes sont possibles »

DONALD TUSK
premier ministre polonais

Dimanche, pour la première fois, le parti nationaliste a reculé

A Ceuta, sur la plage du Trampolin, des milliers de migrants entassés

Faute d’hébergements suffisants dans les centres d’accueil de la ville espagnole d’Afrique du Nord, la plage se transforme peu à peu en village de réfugiés

CEUTA (ESPAGNE) - envoyé spécial

Une activité fébrile s’est emparée de la plage du Trampolin, dans le nord de Ceuta. Fréquentée d’ordinaire par des familles de la ville autonome espagnole d’Afrique du Nord, cette anse sablonneuse, d’où l’on aperçoit au loin le rocher de Gibraltar, est en train de se transformer en village de réfugiés. Six mille personnes s’y entasseraient aujourd’hui, d’après les équipes de nettoyage de l’entreprise Eco-servicios Ambientales envoyées sur place quotidiennement, contrairement aux 2 000 dont parlent les autorités.

« Parmi eux, on a identifié 1 700 repris de justice », croit savoir l’un des agents à la manœuvre, sacs-poubelle en main, mercredi 9 septembre. Soucieux de garder l’anonymat, il porte un masque et un gilet orange fluorescent. En colère face à des conditions sanitaires épouvantables, il raconte les bouteilles remplies d’urine qu’il est tenu de ramasser sur le rivage, le conteneur qui déborde d’ordures, les 10 cabines sanitaires qui empestent, les bagarres qui éclatent plusieurs fois par jour...

Investie dès le 30 juillet par quelques dizaines de personnes tout juste arrivées illégalement du Maroc, à la faveur d’une vague migratoire sans précédent, la plage du Trampolin est un symbole de la confusion qui règne à Ceuta. Elle est saturée de monde et apporte un démenti cinglant aux messages rassurants du gouvernement du socialiste Pedro Sanchez, sur le contrôle de la situation.

« Aucune disposition »

A Madrid, l’exécutif continue d’affirmer que, sur les 70 000 personnes entrées voilà quarante jours, environ 63 000 seraient reparties d’elles-mêmes au Maroc et qu’il en resterait donc 7 000. Pourtant, au bord des vagues, les constructions s’étendent et commencent à déborder sur la plage de Benítez, en direction du port.

Ceux qui s’installent ici sortent des garages, greniers, égouts, où ils se cachaient. Beaucoup ont été chassés des quartiers périphériques où ils avaient trouvé refuge avant la rentrée scolaire de mardi 8 septembre. Il n’y a toujours pas de place pour eux dans les centres d’accueil que l’Etat installe laborieusement, celui de la zone artisanale de Tarajal inauguré mardi par le ministre de l’intérieur, Fernando Grande-Marlaska, ou celui qui se dresse depuis quelques jours sur le parking de Loma Colmenar, en contrebas de l’hôpital universitaire, devant lequel dorment toujours à la belle étoile des centaines de jeunes. Les vigiles ont ordre de ne pas parler à la presse. Impossible de savoir combien de migrants se trouvent à l’intérieur. Ils seraient plusieurs milliers, selon les riverains.

A Trampolin, de jeunes Maghrébins acheminent des brisées de bambous qu’ils sont allés couper sur une colline voisine. D’autres assemblent les longues tiges à l’aide de bouts de ficelle pour former un squelette, sur lequel ils tendent ensuite une grande bâche bleue qui servira de nouvel abri. « Que va-t-il se

passer quand les pluies arriveront fin septembre, accompagnées des vents du Levant qui, à coup sûr, emporteront tout ? », s’interroge Carlos Roda, directeur d’un centre de formation pour adultes où des centaines d’étrangers apprennent l’espagnol.

Dans peu de temps, il ne restera plus un mètre carré où s’asseoir. Seul résiste un périmètre protégé par des bouteilles en plastique remplies de sable, où un homme agenouillé s’accorde un temps pour la prière. Une mosquée virtuelle.

« Tout ceci est d’autant plus préoccupant que beaucoup de gens s’agglutinent à proximité d’infrastructures critiques, les quais du port de commerce, les casernes de l’armée ou les réserves de gazole, relève Carlos Echeverría, professeur de relations internationales et directeur de l’Observatoire de Ceuta et Melilla. Le Maroc ne prend aucune disposition pour faire revenir ces migrants. Tout se passe comme s’il voulait questionner l’avenir de Ceuta, en laissant la situation se dégrader et les tensions communautaires dégénérer, afin que la ville attire moins d’investisseurs. »

Pessimiste, cet observateur a fûté à remarqué qu’au Maroc, un appel à la mobilisation circule sur les réseaux sociaux en vue d’une nouvelle arrivée massive sur Ceuta, le 20 septembre. Sur Facebook, il est fait référence à « Al-Andalus », terme qui renvoie à la péninsule Ibérique et au sud de la France sous domination musulmane entre 711 et 1492. « Ceci suggère que Ceuta appartient à l’espace musulman. Ce pourrait être une fanfaronnade alors qu’en réalité, le royaume alaouite prend la question au sérieux. Il s’agit d’une revendication totalement inacceptable », selon Carlos Echeverría.

Archiviste à la mairie de Ceuta, José Luis Gomez acquiesce. « On entend beaucoup parler du détroit d’Ormuz mais le détroit de Gibraltar est tout aussi stratégique. Il est inimaginable que l’Europe se prive un jour d’avoir un pied de chaque côté », assène ce descendant de Marocains installés à Ceuta depuis le XVIII^e siècle.

Pour l’hispaniste Yves Zurlo, auteur de plusieurs essais sur l’histoire de Ceuta, « la question de la restitution au Maroc est d’autant moins d’actualité que depuis 1995, Ceuta jouit du statut de ville autonome espagnole intégrée à l’espace Schengen ». Du reste, ajoute-t-il, Ceuta n’a jamais été marocaine, même en remontant jusqu’à l’Antiquité, lorsqu’elle relevait de la province romaine de la Bétique.

Le long de la route qui borde la plage du Trampolin, les échoppes improvisées se multiplient. « J’essaie de vendre mes baskets 5 euros pour pouvoir m’acheter à man-



À L'HÔPITAL, ON PREND SOIN DE TOUS, MÊME DES NÔTRES.

Les hospitaliers prennent soin de tous, la Mutuelle Nationale des Hospitaliers prend soin d’eux. Parce qu’en tant que mutuelle issue du monde de l’hôpital, nous continuerons de nous engager chaque jour, du côté des professionnels de santé.

Alors nous proposons :

- une offre de santé et de prévoyance adaptée aux réalités du terrain hospitalier et médico-social.
- des garanties et des services pensés pour accompagner les professionnels de santé au quotidien.

vernement n’opte pas pour une expulsion générale : « Il dispose des lois nécessaires pour agir, celle qui interdit de camper sur les plages et d’y allumer un feu, ou celle qui permet de réagir à une violation de l’intégrité territoriale de l’Espagne. Or il préfère éviter une crise diplomatique avec le Maroc. Cette affaire illustre le dilemme qui sépare une Europe qui se voudrait humaniste d’une Europe de la raison. »

Une situation qui apporte un démenti cinglant aux messages rassurants du gouvernement du socialiste Pedro Sanchez

ger », explique Anouar, arrivé fin juillet de Fnideq, la ville marocaine située au sud de Ceuta, juste derrière la frontière. Cet homme édenté n’a que 34 ans. Il cherche également à écouler des pantalons et des tee-shirts récupérés auprès de différentes organisations non gouvernementales.

Leur unique repas

Ceux qui disposent d’un peu de monnaie se risquent à aller faire des courses en ville, au supermarché Mercadona, sous réserve que les soldats qui en surveillent l’entrée les laissent passer. Ils achètent des quantités de baguettes, de biscuits et de conserves pour les revendre ensuite sur le sable. Mais la plupart attendent la fin d’après-midi pour prendre leur unique repas.

« Aux alentours de 17 heures, la Croix-Rouge distribue des sacs contenant de l’eau, du lait, une boîte de thon et trois petits pains », explique Amine, 21 ans, étudiant en gestion arrivé de Tanger sur le toit d’un camion. Il a fini son voyage à pied et attend maintenant « une solution », sans bien savoir laquelle.

Ancien professeur de relations internationales à Ceuta, Enrique Avila n’hésite pas à parler d’« en-

vahisseurs ». « En général, quand une grande vague migratoire déferle, les gens n’arrivent pas des quatre coins du pays d’origine le même jour à la même heure, comme cela a été le cas fin juillet. Si la plupart sont aussitôt rentrés au Maroc, c’est qu’ils souhaitent juste attirer l’attention sur Ceuta. Quant à ceux qui sont restés, ce sont de vrais candidats à l’exil qui ont profité de l’occasion pour passer la frontière », pense ce retraité installé à Ceuta depuis un quart de siècle.

Selon lui, ils sont plus nombreux qu’on ne croit à être encore présents, sachant que « 14 000 repas sont distribués chaque jour, à quoi s’ajoute l’aide spontanée de la population ». Enrique Avila regrette que le gou-

Invité à s’expliquer sur la gestion de crise à Ceuta devant les députés, le 3 septembre, Pedro Sanchez a « garanti » que la ville nord-africaine demeurerait espagnole « jusqu’à la fin des temps ». Ce propos laisse de marbre les Espagnols. Selon un sondage de l’institut 4oD publié lundi, 63 % d’entre eux jugent que le gouvernement a « mal » ou « très mal » géré la crise migratoire jusqu’ici. Une appréciation qui ne risque pas de s’arranger : mercredi, la déclassification de documents émanant des services secrets a révélé que l’exécutif avait été prévenu le 29 juillet du risque imminent d’une arrivée massive de migrants à Ceuta. Vingt-quatre heures avant qu’elle ne se produise. ■

GUILLAUME DELACROIX



Mutuelle Nationale des Hospitaliers
CRÉE PAR ET POUR
LES HOSPITALIERS

Plus d’informations
sur mnh.fr



Bureau Veritas N°27137785

Bureau Veritas N°27137785



MUTUELLE NATIONALE DES HOSPITALIERS ET DES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ ET DU SOCIAL - 331, AVENUE D'ANTIBES - 45213 MONTARGIS, LA MNH ET MNH PRÉVOYANCE SONT DEUX MUTUELLES RÉGIES PAR LES DISPOSITIONS DU LIVRE II DU CODE DE LA MUTUALITÉ, IMMATRICULÉES AU REPERTOIRE SIRENE SOUS LES NUMÉROS SIREN 775 606 361 POUR LA MNH ET 484 436 811 POUR MNH PRÉVOYANCE. CREDIT PHOTO : JH ENGSTRÖM. AGENCE : AUSTRALIE

Des peuples amazoniens accèdent au débat politique

Au Brésil, des villages viennent d’être connectés à Internet et peuvent participer à la campagne électorale

SAO SEBASTIAO DE SARACA, TERRA PRETA (BRÉSIL) - envoyée spéciale

A Sao Sebastiao do Saraca, un village de pêcheurs et d’artisans situé sur les rives du rio Negro, un affluent de l’Amazonie, le puissant soleil matinal fait briller, le 2 septembre, un discret panneau blanc perché sur le toit en tôle d’une modeste baraque en bois. L’antenne Starlink, qui permet d’accéder à Internet par le biais de satellites dans des lieux reculés, a été installée en juin par le Réseau connexion des peuples de la forêt, une alliance d’organisations de la société civile lancée en 2023 pour connecter l’Amazonie brésilienne au haut débit.

Grâce à cette initiative, Sao Sebastiao do Saraca, qui se trouve à deux heures de bateau de Manaus, la capitale de l’Etat d’Amazonas, a pu rejoindre les 2807 villages qui bénéficient du programme. Longtemps coupées des débats publics, ces populations peuvent désormais, avec l’arrivée de cette technologie, participer activement à la campagne des élections législatives, régionales et présidentielle du 4 octobre, où le président Luiz Inacio Lula da Silva se trouve au coude-à-coude avec son adversaire d’extrême droite, le sénateur Flavio Bolsonaro, le fils de l’ancien président Jair Bolsonaro (2019-2023).

Smartphone en main, Tiffany Barbosa, 18 ans, regard vif et cheveux attachés en chignon, confie pouvoir mieux s’informer grâce à Internet. « Avant, nous connaissions seulement l’opinion des rares candidats qui passaient ici, se souvient la jeune femme qui suit une formation à distance en pédagogie. Avec Internet, on entend parler d’autres candidats, on fait des recherches sur leurs propositions, pour savoir si ça vaut la peine de voter pour eux. »

« Visage un peu difforme »

Mais Tiffany Barbosa constate que les personnes plus âgées sont moins à l’aise avec cette technologie. « J’ai un peu peur d’Internet », confie ainsi Hilario Vigal, 53 ans, un pêcheur qui se repose à l’ombre, sur une chaise d’écolier. En juin, il a paniqué après avoir vu une vidéo générée par l’intelli-



Marcelo da Silva Clemente est chargé des contenus numériques au sein de la communauté autochtone de Terra Preta, dans l’Etat d’Amazonas (Brésil), le 4 septembre. TOMMASO PROTTI POUR « LE MONDE »

Afin d’éviter la désinformation, le Réseau connexion des peuples de la forêt multiplie les formations

gence artificielle, dans laquelle le président Lula semblait annoncer la suspension d’une allocation versée pendant les périodes de repos biologique – où la pêche est interdite pour restaurer les ressources halieutiques – aux populations dépendant des produits du fleuve. Pourtant, « sa voix était différente et son petit visage un peu difforme », se souvient Andreza Vieira, 27 ans, l’air rieur.

Au Brésil, « la diffusion de fausses informations est devenue une stra-

tégie, elle fait partie du jeu politique », regrette Thales Quintao, politiste de l’université fédérale de l’Acre, rappelant que certains dirigeants des Big Tech, alignés sur un agenda politique d’extrême droite, ne respectent pas toujours les réglementations brésiiliennes.

Le milliardaire Elon Musk, patron de Starlink, qui domine le marché de l’accès à Internet par satellites en orbite basse au Brésil, avait notamment engagé en août 2024 un rapport de force avec la justice brésilienne. Sa plateforme X avait été temporairement suspendue car il refusait de supprimer des comptes ayant diffusé des fausses informations sur le système électoral pour encourager un coup d’Etat contre le président Lula, qui a eu lieu le 8 janvier 2023. Les Big Tech « ont une conception déformée de la liberté d’expression qui peut nuire à un processus électoral libre et juste », alerte le chercheur. Il s’inquiète

qu’avec la massification de l’utilisation de « l’intelligence artificielle il soit de plus en plus difficile de distinguer ce qui est vrai ».

Afin d’éviter que les peuples amazoniens récemment connectés à Internet ne se fassent piéger par la désinformation, le Réseau connexion des peuples de la forêt multiplie les formations en ligne pour les aider à identifier les sources fiables, encadrer leurs usages du réseau et utiliser de nouveaux outils pour valoriser leur culture et réclamer des politiques publiques qui leur font tant défaut. D’après l’Institut brésilien de géographie et de statistique, 98 % des habitants de terres indigènes en Amazonie n’ont même pas accès à des services d’assainissement adéquats, ce qui entraîne de lourdes conséquences sanitaires. En 2025, 586 enfants indigènes de moins de 4 ans sont morts de causes considérées comme évitables, telles que des gripes, des pneu-

monies, des diarrhées ou la dénutrition, selon un rapport du Conseil indigéniste missionnaire publié le 13 août.

Le fléau des suicides

A environ trois heures de bateau de Sao Sebastiao do Saraca, en remontant les eaux sombres du rio Negro, le village Terra Preta, connecté à Internet depuis mai, a créé un compte Instagram pour mettre en lumière le quotidien des peuples baniwa, kokama, mura et tukano qui y habitent. En ce vendredi matin, Marcelo da Silva, 32 ans, chargé d’alimenter le compte, filme avec son smartphone fixé sur un trépied un défilé organisé par la communauté, à l’approche de la fête nationale brésilienne du 7 septembre, sur un terrain de foot du village entouré de maisons en planches.

Au milieu du cortège d’écoliers, de porte-drapeaux, de sportifs et de percussionnistes, deux adoles-

Les antennes Starlink ont été installées par une alliance d’organisations locales

cents tiennent une pancarte jaune alertant sur les suicides : un fléau qui frappe de nombreux jeunes indigènes, confrontés à la précarité, au racisme, aux conflits d’identité et aux bouleversements climatiques. « Internet aide à montrer aux députés, aux politiques, ce qui est en train d’arriver ici ! », explique Marcelo da Silva.

Parmi les abonnés de la page Instagram de Terra Preta figure Vanda Witoto, une infirmière indigène qui habite dans un quartier périphérique de l’ouest de Manaus et cherche à être élue à la Chambre des députés, sous l’étiquette du Mouvement démocratique brésilien (centre). Révoltée par la faible représentation politique des peuples indigènes, qui ne comptent que quatre élus – dont une bolsornariste – parmi les 513 sièges, cette femme coiffée d’un élégant diadème de plumes noires espère, à l’instar de 18 autres candidats indigènes, faire contrepoids au banc de l’agronogeoce qui, fort de 349 députés, s’oppose à la délimitation de nouvelles terres autochtones.

Faute de financements pour se déplacer dans les villages reculés, dont certains se trouvent à plus d’une semaine de bateau, Internet est devenu un canal précieux pour recueillir les demandes de ses pairs et se faire connaître. « C’est le seul outil qui m’a connectée avec ces personnes qui vivent le long des rivières », affirme-t-elle à son domicile, faisant défiler sur son smartphone des groupes WhatsApp créés pour communiquer avec les différents peuples, à travers l’envoi de longs messages audio. « J’ai même fait des réunions avec le peuple yanomami [qui habite dans le nord du pays] avec qui je n’avais jamais parlé, sur Google Meet ! », se réjouit-elle, déterminée à remporter le scrutin. ■

ANNE-DOMINIQUE CORREA

En Corée du Sud, le scandale des affaires de disparitions classées

Un officier de police de l’île de Jeju est soupçonné d’avoir négligé tout ou partie de 298 dossiers de disparus en raison de la charge de travail

SÉOUL - envoyé spécial

C’est dans une atmosphère de crise que le nouvel état-major de la police sud-coréenne a pris ses fonctions, jeudi 3 septembre. « La population se demande si elle peut vraiment avoir confiance dans la police, qui a failli à sa mission, mais nous allons assumer nos échecs, mener des réformes en profondeur et reconstruire les forces de l’ordre de A à Z », a promis Kim Jong-chul, commissaire général par intérim, devant un parterre d’officiers en grand uniforme mais penauds.

Car les scandales assombrissent depuis plusieurs mois l’image des forces de l’ordre. Le dernier en date est sans doute le plus grave : un officier de police de l’île de Jeju (sud-ouest) est soupçonné d’avoir classé sans suite tout ou partie de 298 dossiers de personnes disparues, parce qu’il trouvait la charge de travail trop pesante...

L’affaire Jang Mi-ran a été celle de trop. Le compagnon de la femme de 37 ans a signalé sa dis-

parition le 12 mai. Le policier chargé de l’affaire, le « sergent Bu », selon les médias sud-coréens, a pris sa déposition puis lui a, par la suite, indiqué qu’il avait contacté M^{me} Jang. Elle lui aurait dit qu’elle « ne souhaitait pas que l’on révèle où elle se trouvait ». Le soir même, il classait l’affaire en mentionnant comme motif : « décès suite à un accident de la route ».

Avec le temps, la famille de Jang Mi-ran a fini par s’inquiéter de plus en plus. Elle a de nouveau contacté la police en juillet. Des recherches ont finalement été lancées à la fin du mois d’août et

le corps de la jeune femme a été retrouvé dans une plantation de palmiers, à seulement 500 mètres de son logement.

Enquête ouverte

Une enquête sur les causes de la mort a été ouverte, mais le classement préalable de l’affaire par le sergent Bu complique sérieusement la tâche des policiers. Les images de vidéosurveillance ont été supprimées et n’ont pu être visionnées. Les enquêteurs n’ont par ailleurs retrouvé aucune trace d’un quelconque appel de la police à M^{me} Jang. Le sergent Bu a été arrêté et interrogé. « Il a déclaré, en substance, qu’il avait fait preuve de négligence parce que la personne disparue était un adulte lambda. Et qu’il avait classé l’affaire afin d’éviter tout le travail et toutes les démarches que supposait son traitement », a reconnu l’institution.

Pendant ce temps, la psychose a gagné Jeju car, entre le 22 et le 24 août, la police a retrouvé les corps de trois autres personnes portées disparues – parmi lesquelles un sexagénaire signalé,

lui aussi, au sergent Bu, qui a clos le dossier en mentionnant « localisation confirmée ». Les enquêteurs ont décidé de se pencher sur les 298 affaires confiées à l’agent pendant son affectation, de mars 2025 à juillet 2026, à l’équipe chargée des personnes disparues du commissariat de Jeju Seobu. Outre les deux cas révélés, ils ont identifié 25 affaires qui auraient été classées sans suite prématurément par le sergent Bu.

En Corée du Sud, où 99 % des cas de disparition sont résolus dans le mois qui suit, le scandale de Jeju a convaincu la police de rouvrir 310 000 dossiers de personnes disparues ces dernières années. Il soulève des interrogations sur le fonctionnement d’une institution déjà critiquée pour de multiples affaires de corruption et pour des cas flagrants d’incompétence.

L’affaire Jang Yun-gi, un homme de 23 ans arrêté en mai pour avoir violé et assassiné une adolescente de 16 ans à Gwangju (sud-ouest), deux jours après avoir agressé sexuellement une jeune Vietnamienne, a notamment fait

La psychose a gagné Jeju, car, entre le 22 et le 24 août, la police a retrouvé les corps de trois autres personnes

grand bruit en Corée du Sud. Il est apparu que le père de Jang Yun-gi, un policier, a tenté de détruire des preuves au domicile de son fils.

Dans le même temps, plusieurs hauts responsables de la police, dont le directeur adjoint du puissant Bureau national d’enquête, Park Sung-ju, ont été inculpés pour abus de pouvoir après avoir refusé de suivre les recommandations des enquêteurs, qui demandaient à regrouper les deux affaires aux liens évidents. Leur hiérarchie les a obligés à un traitement séparé, par crainte semblait-il de se voir critiquée pour ne pas avoir su empêcher Jang Yun-gi de commettre d’autres cri-

mes après sa première agression.

La défiance de la population envers les forces de l’ordre a aussi été exacerbée par le vote, en juillet, d’une loi visant à transférer l’intégralité des pouvoirs d’enquête des procureurs à la police. Le texte a pour objectif de limiter l’influence des procureurs en politique et a été adopté dans le cadre des réformes institutionnelles lancées par le président progressiste, Lee Jae Myung, pour éviter une récurrence de la crise politique provoquée par la déclaration avortée de loi martiale, en décembre 2024, par son prédécesseur Yoon Suk Yeol (2022-2025), lui-même ancien procureur.

Mais une conséquence de la réforme, aux yeux de la population, est de risquer la multiplication de scandales comme celui de Jeju. Si le président Lee s’est engagé à réformer la police, il a toutefois jugé « regrettable » qu’à cause de quelques « personnages indésirables aux comportements troublants, l’honneur et la fierté de la majorité des policiers consciencieux soient ternis ». ■

PHILIPPE MESMER

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Avant 2027, un socle électoral inédit pour le RN

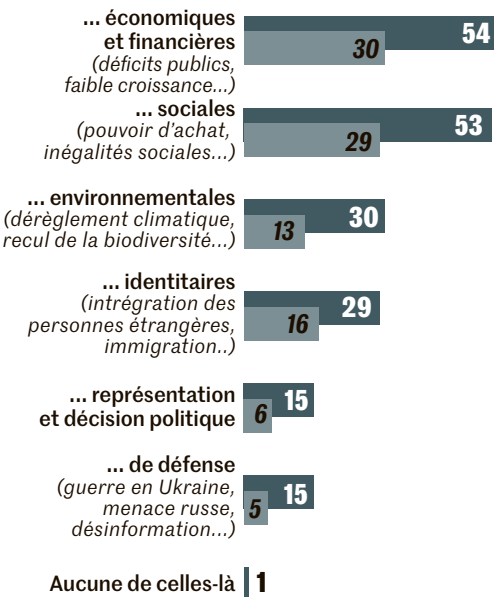
Dans un paysage très polarisé, Marine Le Pen est créditée d’au moins un tiers des intentions de vote

Parmi les grandes questions auxquelles la France est aujourd'hui confrontée, quelles sont, parmi les suivantes, les deux qui vous semblent les plus importantes ?

Ensemble des sondés, en %

■ Dont citées en premier

Les questions...



Plusieurs réponses possibles. Total est supérieur à 100 %

Parmi les mots suivants, quels sont ceux qui caractérisent le mieux votre état d'esprit aujourd'hui ?

Ensemble des sondés, en %

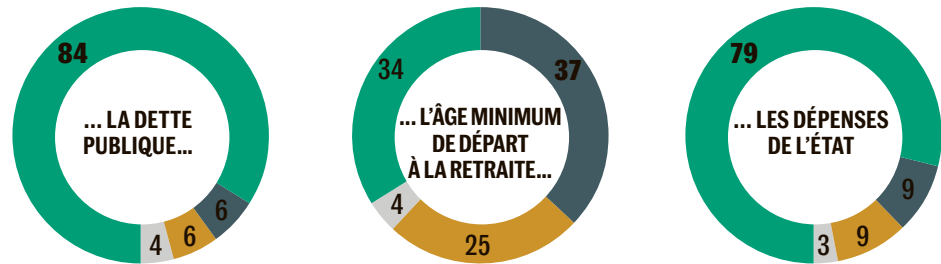


Plusieurs réponses possibles. Total est supérieur à 100 %

Selon vous faudrait-il, en France, augmenter, maintenir au même niveau ou diminuer...

Ensemble des sondés, en %

■ Diminuer ■ Maintenir au même niveau ■ Augmenter ■ Ne sait pas



* Marge d'erreur comprise entre 0,1 et 1 point. Seules les marges d'erreur des candidats dont les intentions de vote sont supérieures ou égales à 5 % sont visuellement représentées.

Sondage Ipsos BVA-CESI Ecole d'ingénieurs pour *Le Monde*, le Cevipof, la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne, réalisé par Internet du 3 au 9 septembre sur un échantillon de 13 060 personnes représentatif (méthode des quotas) de la population française, inscrites sur les listes électorales et âgées de 18 ans et plus, dont 8 984 à 9 445 personnes certaines d'aller voter, et ayant exprimé une intention de vote.

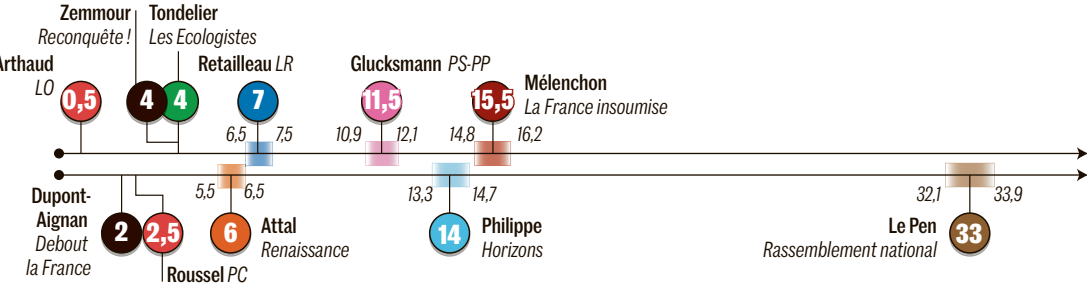
Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain et si vous aviez le choix entre les candidats suivants, quel est celui pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez ?

Parmis les inscrits sur les listes électorales, certains d'aller voter, en %

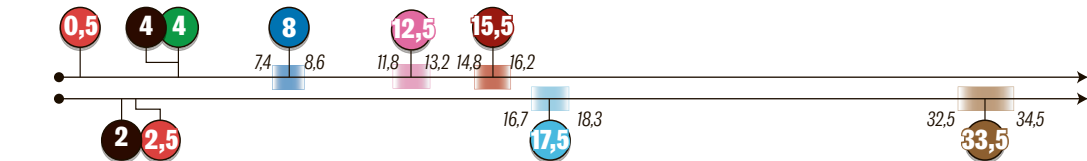
⦿ Intentions de vote

Marge d'erreur*

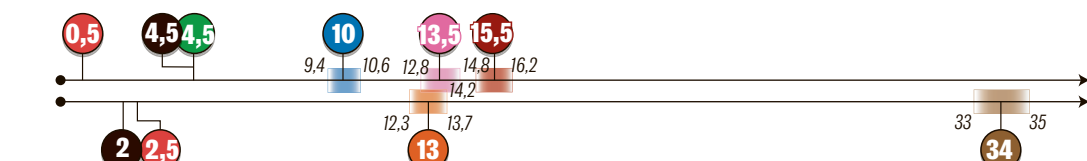
HYPOTHÈSE GLUCKSMANN, ATTA ET PHILIPPE



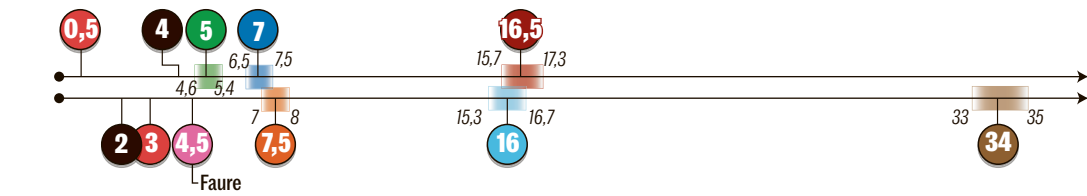
HYPOTHÈSE GLUCKSMANN ET PHILIPPE



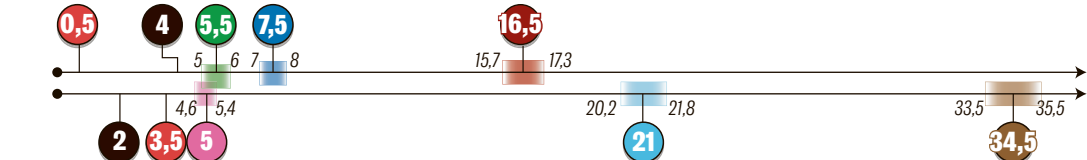
HYPOTHÈSE GLUCKSMANN ET ATTA



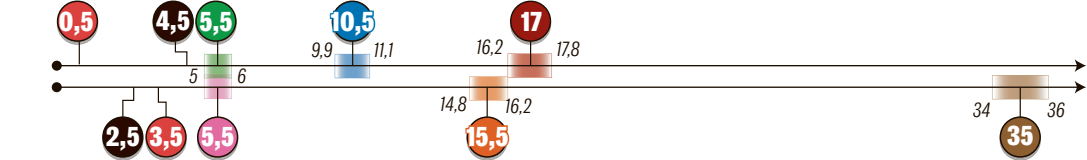
HYPOTHÈSE FAURE, ATTA ET PHILIPPE



HYPOTHÈSE FAURE ET PHILIPPE



HYPOTHÈSE FAURE ET ATTA



des élections municipales de mars. En ce début de campagne, elle permet de poser des rapports de force, à partir desquels nous pourrions suivre les trajectoires des électeurs changeants, comme la fixité de ceux qui ont arrêté leur choix.

UN EXTRÊME PESSIMISME

Les électeurs sont déjà largement intéressés par l'élection – trois quarts d'entre eux l'affirment –, un intérêt supérieur à celui qui avait cours, à la même période, lors des campagnes de 2017 et de 2022 – respectivement en septembre 2016 et en octobre 2021. Et 67 % se disent certains d'aller voter. Plus de sept sondés sur dix souhaitent que l'élection matérialise « un vrai changement social et politique », un désir majoritaire dans toutes les familles poli-

tiques sauf une : parmi les partisans de Renaissance, ils ne sont que 47 % à souhaiter ce profond changement, 41 % acquiesçant à l'autre option proposée : « apaiser la France ».

Ce fort intérêt va de pair avec un extrême pessimisme : les trois quarts des sondés, dont 67 % des 18-24 ans, pensent que la situation de la France va se détériorer dans les mois à venir. Quand on interroge les personnes du panel sur leur état d'esprit, les mots les plus choisis sont l'« inquiétude », l'« incertitude », en hausse par rapport à mai 2024, ou encore la « fatigue » et la « colère » (en hausse elle aussi). Seuls 17 % des sondés choisissent d'inclure l'« espoir ».

En matière d'intentions de vote, six scénarios sont soumis aux répondants. Un nombre qui n'épuise pas toutes les configurations, mais nous permet de coller le plus possible à l'état actuel des déclarations de candidatures, de prendre en compte la tenue de la primaire de la gauche socialiste, à partir du 9 octobre, tout en incluant aussi certains candidats probables, notamment parce qu'ils sont déjà parvenus à concourir à l'élection présidentielle. Ces scénarios sont soumis à l'ensemble de notre échantillon, et les résultats affichés concernent les sondés « certains d'aller voter » et qui expriment une opinion, qui sont à chaque fois autour de 9 000.

Deux options alternent côté socialiste : Raphaël Glucksmann (Place publique) ou Olivier Faure (PS) candidat. À droite et au centre, nous en mesurons trois : Édouard Philippe seul en lice pour l'ancien bloc macroniste, Gabriel Attal seul en lice, ou bien une situation dans laquelle les deux restent candidats rivaux. À travers tous les scénarios, un fait s'impose, la force de Marine Le Pen, qui jouit à ce stade de 33 % à 35 % des intentions de vote avec une marge d'erreur de 0,9 %.

Le candidat LFI, Jean-Luc Mélenchon, s'impose, plus qu'Édouard Philippe, comme l'autre candidat qui profite d'un socle solide,

L'affiliation partisane cimente les bases de Le Pen et de Mélenchon

QU'EST-CE QUI pousse les électeurs à soutenir un parti plutôt qu'un autre ? Certains déterminent leur vote en fonction du programme ou de la situation économique. D'autres électeurs choisissent la même famille politique à chaque élection. Cette fidélité fait partie intégrante de leur identité sociale, à l'instar des supporters d'un club de football, d'un groupe de personnes exerçant la même profession ou d'un groupe démographique aux mêmes caractéristiques.

Cela ne signifie pas que ces électeurs n'ont pas de bonnes raisons de soutenir ce parti. Celui-ci peut en effet leur proposer des idées les plus proches de leurs préférences. Le fait que ce soutien s'entremêle avec leur identité sociale rend celui-ci plus durable, car ils en viennent à considérer leur parti, ses

politiques et ses dirigeants comme faisant partie d'un « nous ».

Lors de la dernière vague de l'enquête électorale réalisée pour *Le Monde* par l'Ipsos-BVA CESI Ecole d'ingénieurs en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne, les sondés ont répondu à une série de questions utilisées par les politistes pour évaluer dans quelle mesure les personnes s'identifient à une formation politique. Dans le cas où ils disaient se sentir proches d'un parti, il leur a été demandé de répondre à une série de questions complémentaires visant à déterminer le niveau de leur affiliation partisane.

Un quart des répondants ne se sentent proche d'aucun parti. Parmi les

trois quarts restants, la proximité partisane se répartit largement entre les cinq principales formations : Rassemblement national (22,4 % de l'électorat), La France insoumise (10,2 %), Parti socialiste (8 %), Les Républicains (7 %) et Renaissance (5,8 %). On observe des écarts importants quant au degré d'identification de leurs sympathisants. Près de 30 % des proches du RN et de LFI ont tendance à déclarer qu'ils utilisent souvent l'expression « nous » plutôt qu'« eux », qu'ils se sentent proches des autres sympathisants de ce parti et offensés lorsque ce dernier est critiqué.

Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon disposent, de fait, d'un soutien électoral beaucoup plus solide que les autres candidats. Parmi ceux qui se sentent proches du RN et de LFI, 95 %



LES ÉLECTEURS
SONT DÉJÀ
LARGEMENT INTÉRESSÉS
PAR L'ÉLECTION, PLUS
QU'À LA MÊME PÉRIODE,
LORS DES CAMPAGNES
DE 2017 ET DE 2022

presque imperméable aux variations de la ligne de départ, y compris à gauche, puisqu'il rassemble entre 15,5 % et 17 % des intentions de vote avec une marge d'erreur de 0,7 %. Jean-Luc Mélenchon est le premier candidat cité par les jeunes, de 18 à 34 ans, suivi de près par Marine Le Pen, qui le talonne chez les 25-34 ans, mais reste beaucoup plus basse que lui chez les 18-24 ans. Elle surperforme parmi les quinquagénaires (43 %) et est désormais aussi bien installée chez les quadragénaires que chez les plus de 60 ans, autour de 38 %. Le vote des retraités a pourtant toujours été un rempart très solide contre l'extrême droite.

L'ancien premier ministre Edouard Philippe, candidat d'Horizons, oscille entre 14 % et 21 % des intentions de vote, l'estimation la plus haute dans un scénario sans candidature Attal, et avec celle d'Olivier Faure pour le PS. Si Jean-Luc Mélenchon et Edouard Philippe apparaissent dans des étiages parfois similaires, le « socle » d'Edouard Philippe, que l'on peut estimer dans le scénario qui lui est le plus difficile, avec Glucksmann et Attal en rivaux, est légèrement en deçà de celui de Jean-Luc Mélenchon, tandis que sa borne haute est supérieure au fondateur de LFI. A quelques semaines du premier tour de la primaire socialiste, Raphaël Glucksmann oscille entre 11,5 % et 13,5 % des intentions de vote avec une marge d'erreur de 0,6 %, tandis qu'Olivier Faure, premier secrétaire du PS et candidat déclaré à cette élection, se place bien plus bas dans notre panel, entre 4,5 % et 5,5 % avec une marge d'erreur de 0,4 %.

L'ÉCONOMIE AU PREMIER RANG

Quand il est sondé en concurrent d'Edouard Philippe, Gabriel Attal reste cantonné entre 6 % et 7,5 % des intentions de vote – dans des scénarios où il est le seul candidat du centre droit, il grimpe entre 13 % et 15,5 %. Le candidat du parti Les Républicains, Bruno Retailleau, oscille, lui, entre 7 % et 10,5 % d'intentions de vote avec une marge d'erreur de 0,5 %, tandis qu'Eric Zemmour (Reconquête!) plafonne à 4,5 % avec une marge d'erreur de 0,4 %. A gauche, le communiste Fabien Roussel est testé entre 2,5 % et 3,5 % des intentions de vote, l'écologiste Marine Tondelier entre 4 % et 5,5 % avec respectivement des marges d'erreur de 0,3 % et de 0,4 %.

Les électeurs placent les questions économiques au premier rang de leurs préoccupations, devant les questions sociales, environnementales et identitaires, mais ils restent extrêmement divisés dès qu'il s'agit de dégager des marges de manœuvre budgétaires. Le dossier des retraites reste ainsi particulièrement épineux, et laisse apparaître un profond clivage entre la gauche et la droite... Les sympathisants RN du panel sont partagés, 37 % souhaitant diminuer l'âge de départ, 39 % le maintenir, 21 % l'augmenter, alors que Marine Le Pen a fait le choix de continuer à défendre le retour à la retraite à 62 ans.

L'ensemble de notre échantillon s'affiche soucieux de la gestion financière du pays, 84 % souhaitent diminuer la dette. Et si Jean-Luc Mélenchon a promis de la « *foutre au feu* », ses sympathisants se montrent des gestionnaires plus consensuels et se prononcent à 71 % pour la diminution de cette dette. En matière budgétaire, près des trois quarts des sondés sont favorables à une baisse des taxes sur les carburants. Sans surprise, aucune majorité ne se dessine pour augmenter des taxes qui touchent directement les ménages et 46 % des sondés se prononcent pour relever l'impôt sur les bénéfices des entreprises.

Dans ce paysage où l'extrême droite et la gauche radicale peuvent, à cette heure, se targuer des socles les plus stables, ces deux familles politiques se construisent dans un fort antagonisme, dans lequel le vote LFI est désormais plus diabolisé que le vote RN. La moitié des sondés, interrogés sur leur degré d'appréciation pour « *les gens qui votent pour LFI* », déclare « *ne pas les aimer du tout* », une proportion qui s'établit à 35 % à l'égard des électeurs du RN. Malgré tout, Marine Le Pen reste perçue comme très radicale (notée 8,2 sur 10), légèrement plus que Jean-Luc Mélenchon (7,6), tandis que les sondés octroient à trois personnalités liées au PS les palmes de la modération : Raphaël Glucksmann, Olivier Faure, et l'ancien chef de l'Etat François Hollande, perçu comme le plus modéré de tous. ■

JULIE CARIAT
ET SERVICE INFOGRAPHIE

Les ambiguïtés d'une forte demande de rupture

La France semble de plus en plus imprégnée de sentiments qui la prédisposent à une bascule populiste, mais celle-ci n'est pas inéluctable

Une bascule populiste intervient dans un pays lorsque ses habitants estiment qu'il s'enfonce dans le déclin, que la situation est catastrophique, que le peuple n'est pas bien représenté et que la responsabilité d'une telle situation incombe aux élites et à l'ensemble des responsables politiques qui se sont succédé depuis longtemps.

Alors, en dernier recours, certains électorats élisent des leaders et penchent pour des solutions qu'ils n'ont jamais essayées. Président de l'Argentine depuis 2023, Javier Milei en est un parfait exemple. Enfin, le populisme, même s'il est souvent hybride et qu'il faut distinguer populisme de gauche et populisme de droite, a pour point commun, au-delà du discours antiélites, de prôner l'appel direct au peuple au détriment des corps intermédiaires, un souverainisme à tendance nationaliste, et, enfin, d'entrer en tension avec l'Etat de droit, la souveraineté populaire ne devant souffrir d'aucune limite institutionnelle. A sept mois du scrutin présidentiel, les ingrédients sont-ils réunis pour que ce changement se produise en France ?

Incontestablement, la France coche, selon notre enquête électorale réalisée pour *Le Monde* par l'Ipsos BVA-CESI Ecole d'ingénieurs en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne, de nombreuses cases qui la prédisposent à une bascule populiste. Ainsi, 74 % des personnes interrogées estiment que la situation du pays va se détériorer dans les mois à venir – 82 % chez les

sympathisants du Rassemblement national (RN) et 73 % chez ceux de La France insoumise (LFI), contre 60 % « seulement » dans le bloc central. Un jugement en progression de 29 points par rapport à il y a cinq ans. Le pays est aussi massivement imprégné d'un état d'esprit négatif : sur 13 sentiments proposés pour caractériser leur état d'esprit, 91 % des sondés citent au moins une pensée négative, contre 32 % au moins une négative, et 68 % ne citent que des sentiments négatifs : inquiétude, incertitude, fatigue, colère, révolte, angoisse, déprime.

Transformer « radicalement »

Tous sont par ailleurs en forte progression par rapport à 2021 et à 2024 et l'on mesure ici combien l'impression d'un pays en panne, notamment depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024, a eu un effet délétaire. Enfin, 78 % affirment que « *les responsables politiques ont conduit le pays à la faillite* » (91 % au RN et 83 % à LFI et 77 % que « *le peuple n'est pas bien représenté à l'Assemblée nationale* » (89 % au RN et 85 % à LFI).

Conséquence logique : jamais la demande de radicalité et de rupture n'a été aussi puissante : 71 % des membres du panel attendent de l'élection présidentielle « *un vrai changement politique et social* » (82 % à LFI et 89 % au RN), un résultat en hausse de 20 points par rapport à 2021.

Cette demande de rupture plutôt que de simple « *changement* », leitmotiv classique de toute campagne électorale, se vérifie aussi dans le souhait de transformation de la société française actuelle : 26 % estiment qu'il faut la trans-

74 % DES PERSONNES
INTERROGÉES ESTIMENT
QUE LA SITUATION DU
PAYS VA SE DÉTÉRIORER
DANS LES MOIS À VENIR

former « *radicalement* » (43 % au RN et 27 % à LFI), soit une progression de 10 points par rapport à 2023, et 54 % « *en profondeur* » (49 % au RN et 54 % à LFI), avec, là encore, une évolution de 11 points. Aujourd'hui, ceux qui veulent « *l'aménager sur quelques aspects mais sans toucher à l'essentiel* » (19 %) ou « *la laisser dans son état actuel* » (1 %) pèsent 20 % seulement, contre 41 % en 2023. Enfin, 48 % (+ 11 points par rapport à avril 2026), considèrent « *qu'il n'y a pas assez d'idées et de comportements radicaux qui permettraient de trouver de nouvelles voies pour faire avancer les choses* », contre 52 % qui pensent le contraire (– 11 points).

Pour autant, la bascule populiste et radicale est-elle inscrite dans l'évolution des perceptions et des attentes des Français ? Ce n'est pas forcément le cas pour au moins trois raisons. D'abord, ces chiffres sont notamment portés par les sympathisants de LFI et, plus encore, du RN, dont le poids électoral important vient ainsi peser sur la moyenne générale en les poussant à la hausse. Mais ces deux formations sont en concurrence et l'élection présidentielle est une compétition. On ne peut donc les additionner et les plaquer sur la mieux placée pour 2027, Marine Le Pen, même si celle-ci capte d'autres électeurs de 2022 tentés

par la rupture venant notamment d'Eric Zemmour (43 %), Valérie Pécresse (20 %), Jean-Luc Mélenchon (8 %) Emmanuel Macron (12 %) – ce dernier a lui aussi pratiqué, dès l'origine, une forme de populisme libéral dans sa critique des partis et du clivage gauche-droite.

De plus, la demande de radicalité, certes en hausse, est loin d'être toujours majoritaire, notamment si l'on prend uniquement en compte les réponses marquées par une forte intensité (les « tout à fait ») ou encore, ceux qui veulent transformer « *radicalement* » la société. Et dans un pays aussi inquiet que la France, l'option de renverser la table s'accompagne d'un risque évident de casser la vaisselle qui peut éloigner le vote d'une partie des Français exaspérés par la situation du pays et son manque de perspectives.

Enfin, Marine Le Pen oscille entre 33 % et 35 % des intentions de vote dans notre enquête, mais elle n'a encore subi aucune critique ou concurrence sérieuse au sein de son espace, venant soit de son propre parti, soit de ses concurrents nationalistes.

Si une culture populiste imprègne de plus en plus le pays, une bascule ne semble pas inéluctable. Cette imprégnation oblige néanmoins les candidats traditionnels à avancer des mesures radicales pour ne pas être balayés et certains ne s'en privent pas. Ce qui alimente à son tour la banalisation du populisme en France et fragilise les partisans de la démocratie représentative traditionnelle. ■

BRICE TEINTURIER
(DIRECTEUR GÉNÉRAL
DÉLÉGUÉ D'IPSO)

Des niveaux de détestation très hauts entre les blocs politiques

Ce phénomène s'illustre à travers la forte antipathie entre sympathisants du RN et de LFI

A un peu plus de sept mois du premier tour de la présidentielle, les enquêtes d'opinion donnent quelques indices sur les conditions dans lesquelles vont se dérouler les débats. Comment les différents électorats se perçoivent-ils les uns les autres ? Leurs perceptions mutuelles peuvent-elles avoir une incidence sur la campagne ?

Plus un électorat est polarisé, et plus la capacité au compromis et au dialogue démocratique est fragilisée. Mais cette polarisation peut aussi être un carburant de participation électorale, aussi puissant que paradoxal : les niveaux de détestation entre blocs modifient la nature même du scrutin. Quand l'adversaire politique devient un ennemi à abattre, l'élection change de nature. Cela peut entraîner un surcroît de mobilisation comme lors des dernières élections américaines.

Pour mesurer cette polarisation « affective » ou « émotionnelle », c'est-à-dire le degré de sympathie ou d'antipathie ressenti envers les sympathisants d'autres familles politiques, indépendamment de leurs seuls programmes, les Français interrogés ont été invités à attribuer une note de 0 (antipathie absolue) à 10 (sympathie maxi-

male), la note de 5 traduisant une forme d'indifférence. Les résultats de l'enquête réalisée pour *Le Monde* par Ipsos-BVA CESI Ecole d'ingénieurs, en partenariat avec le Centre de recherches politique de Sciences Po (Cevipof), la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne, révèlent des taux d'antipathie globale (notes de 0 à 3) très élevés, dominés par le rejet de La France insoumise (LFI).

Antipathie généralisée

Fait plus étonnant, les abstentionnistes ne sont pas épargnés par cette antipathie généralisée : avec 55 % d'antipathie à leur égard, un niveau presque aussi élevé que celui de LFI. La détestation politique ne s'arrête donc pas aux frontières du jeu partisan : elle atteint aussi ceux qui, par leur non-participation, s'en tiennent à l'écart.

Longtemps cantonnée aux marges les plus radicales de l'électorat, cette détestation politique concerne aussi les familles politiques dites « modérées ». Le rejet de LFI atteint 64 % chez les électeurs de Renaissance, 73 % chez ceux d'Horizons, et jusqu'à 80 % pour ceux du parti Les Républicains (LR) – parti qui suscite une antipathie plutôt modérée, mais qui exprime les plus forts taux d'antipathie à

l'égard des autres familles politiques. La gauche dite « modérée » est aussi touchée par ce phénomène, puisque 49 % des électeurs socialistes et 62 % de ceux de Place publique expriment leur antipathie envers les sympathisants « insoumis », accréditant la thèse de « gauches irréconciliables ».

Côté Rassemblement national (RN) et LFI, l'antipathie mutuelle atteint des sommets : 90 % des électeurs « insoumis » expriment leur antipathie à l'égard de ceux du parti d'extrême droite, 87 % des électeurs RN à l'égard de ceux de LFI. Les électeurs du parti du président sortant font l'objet d'une forte détestation, les électeurs « insoumis » se montrant plus sévères encore que ceux de Marine Le Pen : 70 % des électeurs LFI ressentent de l'antipathie envers les électeurs de Renaissance, contre 63 % pour ceux du RN.

Sans que l'on puisse établir de corrélation claire entre ces phénomènes, cette polarisation affective s'accompagne de forts taux d'intérêt pour l'élection à venir, et des perspectives de participation tout aussi élevées. Ainsi, 74 % des Français se disent intéressés par l'élection de 2027, dont près de 50 % expriment un « *très grand intérêt* », 79 % expriment leur intention

ferme de voter au premier tour, contre 71 % en octobre 2021. Le taux de participation du premier tour était de 74 % en 2022, et de 77 % en 2017. Les attentes sont immenses : 71 % des sondés attendent de cette élection un « *vrai changement social et politique* », seuls 10,5 % n'en attendent rien.

Paradoxe ou leur d'espoir dans ce paysage de détestation généralisée ? Ainsi, 53 % des sondés continuent de préférer un dirigeant politique prêt au compromis, plutôt qu'un leader inflexible, et 52 % déplorent un excès d'idées et de comportements radicaux.

Cette polarisation élevée n'est donc pas une fatalité, puisqu'elle s'accompagne d'un désir (faiblement majoritaire, mais majoritaire tout de même), de réforme et de compromis. Un débat clair, documenté et transparent est donc nécessaire. Eradiquer la polarisation serait un non-sens, elle est essentielle en démocratie. L'atténuer pour permettre des débats apaisés est une nécessité. Aux partis politiques maintenant de donner l'exemple. Tout le monde aura à y gagner en héritant, en 2027, d'un pays moins fracturé. ■

BLANCHE LERIDON
(DIRECTRICE DES ÉTUDES FRANCE
DE L'INSTITUT MONTAIGNE)

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

La longue histoire du « Monde » et des sondages

De 1965 à aujourd’hui, le journal s’interroge sur le meilleur outil pour construire ses enquêtes d’opinion

C’est un outil massivement répandu, et en même temps une source d’infinies polémiques, y compris dans les pages du *Monde*. A l’occasion de la publication de l’enquête électorale française, dimanche 13 septembre, et à l’orée d’une campagne présidentielle marquée par le haut niveau de l’extrême droite, il nous a paru intéressant de retracer l’histoire liant le journal aux sondages. Parfois contrariée, toujours riche, elle dit, en creux, l’évolution des rapports entre politiques, journalistes et instituts spécialisés dans l’auscultation de l’opinion.

En France, tout commence en 1965, avec la première élection présidentielle au suffrage universel direct. Depuis, observe Gérard Courtois, ancien directeur de la rédaction et éditorialiste, qui a longtemps œuvré comme spécialiste des sondages au *Monde*, les deux ont partie liée, indéfectiblement : « *La force du sondage pour l’élection présidentielle, c’est qu’il n’y a qu’une seule circonscription, une dramaturgie... Quelque part, la présidentielle, ça marche parce qu’il y a la télévision et les sondages...* »

A la veille du premier tour qui verra se qualifier le général de Gaulle et François Mitterrand, la une du *Monde* fait ainsi mention du fait que « *certain sondages impliquaient vendredi la possibilité d’un ballottage* ». Une hypothèse qui avait été longtemps impensable.

Avant, « *tâter le pouls* » du pays relevait d’une pratique de terrain. Les journalistes s’y attelaient et s’y attellent encore. Le gouvernement usait, lui, des remontées des renseignements généraux (RG). « *Pas une réunion, un meeting, un vin d’honneur qui ne fasse l’objet d’un rapport, d’une note ou, au minimum, d’une communication verbale. Pas un événement ou une prise de position dans le journal local qui ne soit signalé* », écrivait ainsi, en avril 1988, Georges Marion dans

« C’ÉTAIT UN PEU UN INTERDIT AU “MONDE”, ON JUGAIT QUE C’ÉTAIT QUELQUE CHOSE D’ASSEZ VAIN, J’AI CONSIDÉRÉ QUE C’ÉTAIT UNE ATTITUDE ABSURDE »

JEAN-MARIE COLOMBANI
ancien directeur du « Monde »

un long article consacré aux « *RG en campagne* ». Cette opposition entre terrain et sondage aura la vie dure, elle ressurgira dès qu’une enquête d’opinion – ou, à l’inverse, un reportage – prètera le flanc aux critiques.

A partir de 1965, *Le Monde* cite ponctuellement des enquêtes réalisées pour d’autres médias. Puis, à partir de la fin des années 1970 et surtout dans les années 1980, l’outil sondagier va pleinement trouver sa place dans les pages, et le journal va participer à l’élaboration de certaines études. Plutôt sur des sujets de fond : le profil politique et les attentes des enseignants, le degré de rejet du personnel politique (il était déjà majoritaire en 1984), ou encore l’image de l’URSS qui « *continue à se dégrader* », en 1985.

Jean-Marie Colombani, arrivé à la tête du service politique en 1983, fut l’un des instigateurs de ce tournant. « *C’était un peu un interdit au Monde, on jugeait que c’était quelque chose d’assez vain, j’ai considéré que c’était une attitude absurde* », raconte-t-il, plaçant pour « *s’en servir comme un instrument d’aide à l’analyse, pas de prévision* ». « *Cela provoquait des réactions, certains nous reprochaient de penser à travers les sondages et plus par soi-même. Mais, petit à petit, ça s’est installé...* » Les années d’élection, le journal ne les dédaigne pas, mais en commande peu. « *On laissait aux autres les intentions de vote,*

il suffisait de relever les comp-teurs », résume ainsi Jean-Marie Colombani. En 1995 et 2002, Gérard Courtois compose chaque semaine un agrégateur de sondages, sous forme de tableau, publié dans les pages.

Des années 1980 à l’élection présidentielle de 2012, le journal ne répugne pas à faire son titre de manchette sur des sondages. « *Jacques Chirac confirme nettement son avance sur Edouard Balladur et Lionel Jospin* », peut-on ainsi lire en 1995, à la veille du premier tour. Mais les résultats des urnes infirmeront cette prédiction, plaçant Jospin en tête. Le mardi suivant le premier tour, Pierre Georges, plume de la maison, fait un état des lieux dans un billet sévère : « *Les instituts se sont plantés ! bien plantés. Cela leur apprendra à nous croire. Et cela nous apprendra à les croire.* »

« Mauvaise querelle »

Les sondages se retrouvent impliqués dans les batailles internes de la rédaction. En 2003, année de turbulences pour le journal, dont le fonctionnement est mis en cause par plusieurs livres, l’ancien journaliste du *Monde* Alain Rollat écrit dans *Ma part du Monde, vingt-cinq ans de liberté d’expression* (Les Éditions de Paris-Max Chaleil) que « *si Le Monde n’avait pas pris l’habitude de s’en remettre aux instituts de sondage pour évaluer les mouvements de l’opinion publique, il ne se serait pas couvert de ridicule pendant la campagne présidentielle de 1995* ». Dans les pages, Gérard Courtois défend le journal de la « *mauvaise querelle* » qui lui est faite sur la campagne de 1995 et le supposé « *balladurisme* » de la rédaction.

Sept ans plus tard, le 21 avril 2002 est un traumatisme pour le pays. Beaucoup pointent la responsabilité des instituts, incapables d’évoquer ce second tour inédit, même si certaines enquêtes montraient une poussée de l’extrême droite. Mais le journal pourra se targuer d’avoir,

sous la plume de la journaliste Christiane Chombeau, posé la question de « *Jean-Marie Le Pen au second tour* », avec un article daté du 18 avril décrivant la manière dont le candidat s’y prépare.

Lors de l’élection présidentielle de 2007, les sondages jouent un rôle dans la primaire socialiste. Ils contribuent à ériger une crédibilité à Ségolène Royal, seule à même de « *faire un score* » face à Nicolas Sarkozy. Ce poids des enquêtes est critiqué par le journaliste Jean-Louis Andreaï, qui écrit, en mai 2006 : « *La confirmation du “phénomène Royal” représenterait un pas de plus vers la démocratie “d’opinion” – nourrie par les médias et la société civile – et un nouveau recul de la démocratie “de parti”* ». La veille du premier tour, *Le Monde* titre, prudemment, sur des sondages qui « *témoignent de l’indécision des Français* », car « *les ultimes enquêtes montrent des tendances contradictoires* ».

Cinq ans plus tard, en 2012, le journal redouble de prudence : « *Peut-on croire aux ultimes sondages ?* », lit-on en une, à la veille du premier tour. Thomas Wieder, aujourd’hui chef du service International et qui analysait les courbes d’opinion à cette époque, se souvient d’une période paradoxale, pendant laquelle l’affaire des sondages de l’Élysée, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, avait rendu suspectes certaines enquêtes. « *On était un peu ambivalents, on voulait utiliser les sondages, à condition que ce soit un sondage fait maison que l’on maîtrisait, bordé par des chercheurs, et avec la volonté d’avoir une réflexion sur la matière sondage.* »

C’est dans ce contexte que naît un prototype du panel qui deviendra ensuite l’enquête électorale française. Pendant toute la campagne 2012, dix vagues de « *Présidoscopie* », en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), la Fondation Jean Jaurès et la Fondapol, auscultent les mouve-

ments des électeurs, sur un panel de 4 000 à 5 000 personnes. Cette capacité à suivre les électeurs pendant plusieurs mois, fera ensuite, à partir de 2015, la richesse du panel plus large de l’enquête électorale française, interrogé encore aujourd’hui.

L’élection présidentielle de 2017 voit la rédaction suivre une ligne prudente. A la veille du premier tour, les sondages se font discrets de la une du journal, avec un titre très sobre : « *Les clés d’une élection hors normes* ». Luc Bronner, qui était alors directeur de la rédaction, décrit ainsi la ligne choisie : « *Les sondages sont là, ils peuvent être pertinents, intéressants mais ne font pas une ligne éditoriale* », dit-il, ajoutant avoir évité les « *mises en scène de type classement, où la politique prend des airs de course de petits chevaux* ».

« Faits de campagne »

Cette prudence va néanmoins de pair avec la poursuite de partenariats resserrés. Le plus ancien sondage auquel participe *Le Monde* est celui qui suit, depuis 1984, la montée des idées du Front national puis du Rassemblement national, réalisé autrefois par la Sofres, aujourd’hui par l’institut Verian. Outre l’enquête électorale lancée en 2015, on peut noter aussi, à partir de 2013, l’enquête annuelle « *Fractures françaises* », réalisée pour *Le Monde* par Ipsos, en partenariat avec le Cevipof, la fondation Jean Jaurès et l’Institut Montaigne.

En 2021, l’enquête de Luc Bronner sur la « *fabrique opaque des sondages* », qui explore notam-

EN FRANCE, TOUT COMMENCE EN 1965, AVEC LA PREMIÈRE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT

ment les failles entourant le recrutement des panélistes des enquêtes en ligne, jette un froid dans les relations entre le journal et les sondeurs. Elle va de pair avec une ligne encore plus assumée. « *Etant donné les limites des panels, on a fait le choix de ne plus citer les enquêtes extérieures sur les intentions de vote, mais de s’appuyer sur nos sondages conduits depuis de nombreuses années avec nos partenaires, bénéficiant à la fois de cette grande durée et d’échantillons très larges, qui se prêtent à des analyses en profondeur* », résume Jérôme Fenoglio, directeur du « Monde ». « *Il faut savoir rester conscient des imperfections de l’outil et limiter aussi son inflation, car le débat démocratique ne peut se résumer à la mesure de rapports de force dans les sondages.* »

Pendant toute la campagne électorale de 2022, la circonspection est de mise face à des enquêtes d’opinion qui deviennent des « *faits de campagne* ». Ainsi, à l’automne 2021, Eric Zemmour explose dans les intentions de vote avant même d’avoir déclaré sa candidature. « *Nous ne leur avons pas donné d’écho. Avec le recul, la suite nous a plutôt donné raison* », estime Bastien Bonnefous, alors chef du service politique. Le candidat Reconquête ! engrangera, in fine, 7 % des voix.

Alors que la campagne pour l’élection présidentielle de 2027 est lancée, cette ligne prudente prévaut toujours, dans une ambiance politique marquée par l’évocation régulière des sondages comme moyens de départage entre candidats d’une même famille, notamment pour la gauche sociale-démocrate, la droite et le centre. Et la recherche d’un candidat à même de battre Marine Le Pen au second tour, qui semble parfois écraser la campagne de premier tour. Autant de récits qui, à tort ou à raison, placent à nouveau les enquêtes d’opinion au cœur de la campagne. ■

JULIE CARRIAT
ET VINCENT NOUVET

La gauche n’est pas (encore) condamnée à la marginalité

Les convergences entre les gauches existent sur de nombreux sujets, notamment si l’on se penche sur les sujets prioritaires de ses électeurs

La gauche est-elle condamnée à la marginalité dans l’élection présidentielle de 2027 et, comme en 2002, 2017 et 2022, à l’élimination dès le premier tour ? La mesure du poids réel de la gauche permet de nuancer cette prédiction. Si l’on regarde les sympathies partisans, le total des partis de gauche s’élève à 26 % – de La France insoumise (LFI) au Parti socialiste (PS), en passant par Les Écologistes ; le total des partis de droite (du MoDem aux Républicains en passant par Renaissance) à 17 %.

Si l’on additionne les intentions de vote par grands blocs, celui de gauche se situe entre 29,5 % et 36,5 % et le bloc de droite entre 23 % et 30 %. Dans toutes les hypothèses, le premier devance significativement le second. Ainsi, dans un paysage ultra-dominé par le Rassemblement national (RN), conclure que la gauche, contre toute attente, devance la droite pourrait être pertinent... s’il y avait une et non deux gauches.

Éclairer les convergences et les divergences entre les gauches, tel est en effet le deuxième apport de

l’enquête réalisée pour *Le Monde* par le baromètre Ipsos BVA-CESI Ecole d’ingénieurs en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), la Fondation Jean Jaurès et l’Institut Montaigne. Les convergences existent sur de nombreux sujets, notamment si l’on se penche sur les préoccupations prioritaires des électeurs de gauche qui les distinguent des électeurs de droite. Les questions sociales écrasent toutes les autres (85 % chez les sympathisants LFI, 62 % chez les sympathisants PS, contre environ 33 % chez les sympathisants de droite). Les questions environnementales les suivent en deuxième position (58 % à LFI, 75 % chez Les Écologistes, 43 % au PS contre 25 % à droite et 10 % au RN).

La percée du candidat LFI

Mais, comme souvent dans l’histoire de la gauche, c’est dans les tempéraments et les méthodes que les divergences les plus profondes apparaissent. Côté socialiste, 40 % se déclarent « *modérés* » et 8 % « *radicaux* » ; côté insoumis, les chiffres sont respec-

tivement de 20 % et de 37 % ; et ni l’un ni l’autre pour le reste des sondés. Sur la méthode, 76 % des socialistes défendent la perspective d’un dirigeant politique « *prêt à faire des compromis* » quand 54 % des sympathisants LFI la récuse.

L’enquête permet également de documenter la percée électorale de Jean-Luc Mélenchon. Il recueille, selon les hypothèses, entre 15,5 % et 17 % des intentions de vote – avec une sociologie par âge très typée (plus de 40 % chez les 18-34 ans, moins de 5 % chez les plus de 70 ans). Certes, Edouard Philippe (Horizons) le devancera it

L’ENQUÊTE PERMET AUSSI DE DOCUMENTER LA PERCÉE ÉLECTORALE DE JEAN-LUC MÉLENCHON, QUI SE SITUE À UN NIVEAU BIEN PLUS ÉLEVÉ QU’À LA MÊME PÉRIODE EN 2017

jusqu’à 4 points dans l’hypothèse où il serait le seul candidat du bloc macroniste. Certes, Raphaël Glucksmann (Place publique) le talonnerait jusqu’à 2 points dans l’hypothèse où il serait le candidat du bloc socialiste. Il n’empêche que Jean-Luc Mélenchon se situe à un niveau bien plus élevé qu’à la même période, en 2017 (12 %) et en 2022 (8 %). Et, surtout, qu’il se serait en mesure de se qualifier pour le second tour dans quatre des six scénarios testés.

La question de savoir si cette percée est un plancher ou un plafond reste ouverte. Jean-Luc Mélenchon n’arrive pour l’instant que très partiellement à reconstituer son électorat de 2022 (seuls 50 % de ses électeurs d’alors déclarent vouloir voter de nouveau pour lui, quand ce chiffre est supérieur à 90 % pour Marine Le Pen). Les sympathisants du bloc PS-Place publique qu’il devrait (re) conquérir sont très loin de lui ; 5 % d’entre eux se classent « *très à gauche* », quand 72 % classent ainsi LFI. Et 8 % d’entre eux se positionnent comme « *radicaux* » quand 81 % positionnent ainsi

Jean-Luc Mélenchon. Tout va dépendre de la dynamique de la campagne et de l’offre alternative.

A un mois de la primaire socialiste, l’enquête électorale confirme enfin l’avantage de Raphaël Glucksmann face à Olivier Faure : entre 11,5 % et 13,5 % pour le premier ; entre 4,5 % et 5,5 % pour le second. Mais elle permet surtout d’expliquer les ressorts de cet écart significatif.

Un lot de surprises

Il y a, d’un côté, l’élargissement, et même le double élargissement : sur sa gauche dans l’électorat écologiste, comme sur sa droite dans l’électorat macroniste, le fondateur de Place publique recueille 10 points de plus que le premier secrétaire du PS. Mais, d’un autre côté, il existe une bien plus forte mobilisation du cœur électorat : Raphaël Glucksmann rassemble 72 % de l’électorat PS-Place publique quand Olivier Faure n’en rassemble que 36 %.

Rien de tout cela ne préjuge du résultat de la primaire socialiste. Elle comptera davantage de can-

didats. Comme toutes les primaires, elle réservera son lot de surprises, et son issue dépendra aussi de la qualité des débats et de la capacité des uns et des autres à mobiliser un corps électoral plus restreint. Pour les votants, la perspective d’être dans la course de la présidentielle avec Raphaël Glucksmann ou marginalisé avec Olivier Faure pourrait compter.

Un homme, qui n’est pas candidat, n’a donc pas été testé dans les intentions de vote : François Hollande. Nous ne disposons ici que d’un seul élément, mais il est intéressant. Dans le classement des personnalités politiques sur un axe « *radicaux – modérés* », l’ancien président socialiste ressort comme étant le plus modéré de tous – gauche et droite confondus. Il occupe ainsi exactement la position centrale qu’il cherche à incarner. Reste à savoir si celle-ci lui permettrait de rassembler au second tour, mais, avant cela, de créer de la préférence pour le premier. ■

GILLES FINGHELSTEIN
(SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FONDATION JEAN JAURÈS)

La « priorité nationale », clé de voûte pour Le Pen

A Hénin-Beaumont, la candidate du RN a parlé du logement avec des propositions souvent déjà connues

HÉNIN-BEAUMONT
(PAS-DE-CALAIS) - envoyé spécial

Marine Le Pen est « chez elle » dans le Pas-de-Calais. Mais l'héritière politique de l'Ouest parisien accepte plus aisément les voix de son fief électoral que la météo capricieuse. Craignant d'hypothétiques averses, la cheffe de file du Rassemblement national (RN) a renoncé, dimanche 13 septembre, à arpenter la braderie d'Hénin-Beaumont. « Pas question de se prendre le syndrome François Hollande », dont les déplacements aimantaient les trombes d'eau, justifie Bruno Bilde, député (RN) du département nordiste. La déambulation devait pourtant marquer son entrée dans la campagne pour l'élection présidentielle. Superstition et communication ont eu raison de la mise en scène de son grand plongeon vers 2027.

A défaut de bain de foule, c'est par un discours que Marine Le Pen est sortie de deux semaines de complet silence. Ses plus proches servent le récit d'une candidate en surplomb, loin des contingences politiciennes, soucieuse de ne pas accélérer son calendrier sous la pression de l'actualité et de ses polémiques. De sa hauteur, elle n'a pu que contempler ses troupes s'enliser dans la précampagne.

Divergences sur les retraites, contradictions sur le voile, démentis sur l'Ukraine, règlements de comptes internes, tournée européenne désastreuse de Jordan Bardella, le tout mâtiné de doutes sur la fidélité de l'aspirant premier ministre et de ses proches : la fin d'été a jeté une lumière crue sur la fébrilité programmatique et organisationnelle du RN.

Les lepénistes se rassurent en contemplant la cote intacte de leur cheffe dans les enquêtes d'opinion, pas plus sensible, pour le moment, à ces polémiques qu'à sa deuxième condamnation pour détournement de fonds publics, le 7 juillet. Selon les configurations, elle récolte de 33 % à 35 % des intentions de vote au premier tour de la présidentielle, dans l'enquête électorale française réalisée du 3 au 9 septembre



Meeting de Marine Le Pen, à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), le 13 septembre. ADRIENNE SURPRENANT/MYOP POUR « LE MONDE »

pour *Le Monde* par Ipsos BVA-Cesi Ecole d'ingénieurs, en partenariat avec le Centre de recherches politique de Sciences Po (Cevipof), la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne.

« Dispositifs foireux »

Depuis Hénin-Beaumont, la patronne de l'extrême droite a sifflé la fin de la cacophonie et tenté d'imposer une première thématique dans cette campagne : le logement. Pour celle qui s'érige en seule option au macronisme, le sujet a l'avantage d'intéresser bien au-delà de son socle électoral et de viser la majorité de Français plaçant la situation économique et sociale en tête de leurs préoccupations. Les « nouvelles promesses » annoncées par son équipe attendront.

Plutôt qu'un programme en matière d'habitat, la candidate à l'Élysée a énuméré une succession de mesures, la plupart déjà

La candidate du Rassemblement national n'a pu que contempler ses troupes s'enliser dans la précampagne

connues. Moins qu'une « vision » claire à destination des publics (catégories populaires, étudiants, familles monoparentales, travailleurs précaires, retraités) inquiets pour leur logement, elle a pris prétexte du sujet pour recycler ses obsessions xénophobes, climatosceptiques, sécuritaires et antinormes.

Si Marine Le Pen fait sien un vieux slogan de la CFDT, « vivre et travailler au pays », c'est à la condition de promouvoir un « peu-

ple enraciné ». La cheffe des députés RN a ainsi rappelé que la « première mesure sociale » de son mandat, si elle était élue, serait l'instauration de la « priorité nationale », sa clé de voûte programmatique privilégiant les Français, sans autre critère que la nationalité, dans l'accès aux emplois, aux prestations sociales et au logement, donc, qu'il soit social ou étudiant. Qu'importe s'il faut pour cela réviser la Constitution dans un référendum aux allures du coup de force.

Outre son volet discriminatoire, les longues minutes consacrées au logement ont surtout consisté au rappel de ses accents sécuritaires (expulsions des « familles délinquantes » des HLM, loi antisquat), antiécologie (mise au rebut du diagnostic de performance énergétique, fin du dispositif de zéro artificialisation nette) et antinormes (abrogation de la loi solidarité et renouvelle-

ment urbain et de l'objectif de construction de logement social). « Aux dispositifs complexes, pour ne pas dire foireux, sortis tout droit des cerveaux technos, nous préférons le bon sens et l'intelligence du quotidien de nos compatriotes », a moqué M^{me} Le Pen. Saupoudrant le tout de mesures visant à transformer le bâti professionnel en logement ou de faciliter les conditions d'accès et de négociation des crédits.

« Bataille de France »

Plus que le fond et les détails, l'élu du Pas-de-Calais a voulu préempter un sujet qui lui a toujours fait défaut lors de ses précédentes campagnes. Un thème, concernant s'il en est, précieux aussi pour pilonner le bilan du président de la République sortant, avec un soupçon de complotisme : « Partisan du déracinement, et donc de la mobilité permanente, il a favorisé une société

Marine Le Pen a promis de rétablir l'« unité » du pays, même si elle peine à assurer celle de son propre mouvement

de locataires en décourageant la propriété en la taxant et en la dévalorisant. » Et balayer tous ceux qui l'ont approché. « Après dix ans d'[Emmanuel] Macron, après des années de [premiers ministres Edouard] Philippe et de [Gabriel] Attal, on ne fait plus une analyse, on fait une autopsie », a cinglé Marine Le Pen, sans un mot pour le candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon.

Ses proches peuvent bien tempérer l'importance du moment, renvoyant le début de la campagne au congrès du RN, fin octobre : la fille de Jean-Marie Le Pen a pleinement lancé sa quatrième candidature à Hénin-Beaumont. Une « bataille de France » engagée sur des refrains apocalyptiques. « C'est un combat contre les forces du déclin qu'il nous faut mener, a-t-elle appelé. Ces forces malfaites qui peuvent, si nous n'en triomphons pas, conduire la France, notre belle France, du déclin à la déchéance. »

Plusieurs fois, Marine Le Pen a promis de rétablir l'« unité » du pays, même si elle peine à assurer celle de son propre mouvement. Plus de deux mois après son retour à la condition de premier ministre putatif, Jordan Bardella, privé de parole, a offert, tout le long du discours, une mine dure et détachée, que n'aura déridée que le « joyeux anniversaire » entonné par le public à son arrivée. Son aînée l'a tiré par la manche pour chanter côte à côte *La Marseillaise* puis, à nouveau, pour quitter ensemble la scène. « Nos électeurs me demandent si Jordan [Bardella] est vraiment dedans », avoue un député. Ce lancement de campagne ne balaiera pas leurs doutes. ■

CORENTIN LESUEUR

Retailleau cherche un espace à droite avec sa « radicalité raisonnable »

Le candidat du parti Les Républicains enchaîne les propos offensifs pour tenter de faire passer sa campagne à la vitesse supérieure

Bruno Retailleau a déjà tenu une promesse de campagne. « C'est une petite révolution, j'ai conscience que mes propositions vont faire jaser », annonçait en avril le candidat du parti Les Républicains (LR) à l'élection présidentielle. « Nous ne sommes plus vraiment en démocratie », lâchait-il dans un entretien au *Figaro* le 2 septembre. Le ton est donné et le « big bang constitutionnel » assumé.

Sans dynamique dans les sondages, le Vendéen doit passer à l'offensive. Parmi ses propositions fortes, il y a la révision de la Constitution pour élargir le champ d'application de l'article 11 du référendum (« car ce n'est pas le peuple qui a approuvé l'immigration de masse ») et la possibilité pour les Français « de censurer la censure » du Conseil constitutionnel, toujours par la voie référendaire.

Si cette mise sous surveillance des juges de la rue Montpensier a choqué de la gauche à une partie de la Macronie en passant par de nombreux constitutionnalistes, elle ne surprend personne sur le

fond. En septembre 2024, le ministre de l'intérieur de l'époque créait déjà la polémique avec sa sortie sur un Etat de droit « ni intangible ni sacré ».

Le président de LR a eu l'occasion d'enfoncer le clou, samedi 12 septembre, devant les jeunes de son parti à l'occasion de leur « campus » à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne) : « Je veux rendre la parole aux Français, leur redonner le pouvoir de choisir pour que demain l'Etat retrouve le pouvoir d'agir, attaque le candidat. Moi, j'en ai marre de ces jurisprudences internationales, constitutionnelles qui font dire à nos textes ce que les textes n'ont jamais dit. »

C'est tout le paradoxe du candidat Retailleau. L'homme parle fort, mais sans arriver à « percer le mur du son ». Un constat fait même parmi ses proches. Certains propos provoquent pourtant quelques acouphènes. Jean-Luc Mélenchon et les « insoumis » ? « Des collabos » avec l'islamisme. La baisse de niveau à l'école ? « Cela fait cinquante ans que le pédagogisme transforme nos enfants en cobayes. » La pro-

messe de supprimer le droit du sol ? « On ne peut plus devenir français par hasard, en catimini, de façon automatique. » La proposition n'est pas nouvelle, mais « il fallait revenir dessus parce qu'elle n'avait pas été assez entendue », constate son entourage. Celui d'Edouard Philippe y voit plutôt un signe de « panique » de la part d'un adversaire confronté « au risque de l'effacement ».

Le risque des oxymores

Poli sur la forme, le candidat d'Horizons pointait sur le fond le risque de cibler le Conseil constitutionnel. « Je ne crois pas qu'on gagne quoi que ce soit dans la défense de la démocratie et de la République à instiller un rapport de défiance avec les juges », estimait l'ancien conseiller d'Etat sur Franceinfo, mercredi. Cette pondération passe pour le clan Retailleau comme « de la soupe centriste », quand l'air du temps appellerait à une certaine transgression. « On ne peut pas réformer ce pays sans changer les règles du jeu, explique Julien Aubert, vice-président de LR. C'est le péché originel. Bruno

Retailleau l'a bien compris, à la différence de ses adversaires. »

Depuis son entrée en campagne en février, le candidat Retailleau met en avant sa « radicalité raisonnable ». Elle s'exprime dans ses attaques contre un système décrit comme à bout de souffle, mais sans les outrances des extrêmes. Du moins c'est ce que l'intéressé garantit : « Je ne suis pas démagogue », dit-il.

Bruno Retailleau en est persuadé, il existe une « majorité nationale » allant des électeurs macronistes déçus à ceux du Rassemblement national (RN) pour soutenir sa vision. Pour l'instant, la théorie se heurte au mur du réel, celui des défaites électorales depuis dix ans et d'un espace politique réduit à peau de chagrin.

Et peut-être à une erreur d'analyse. Selon le politiste Vincent Martigny, le patron de la droite activerait la mauvaise émotion en ciblant la « colère » des Français. « En politique, la colère et la peur ne produisent pas les mêmes résultats. La peur amène à une sorte d'immobilisme, développe le professeur de sciences politiques. La

colère est plus mobilisatrice et dégage, c'est le carburant du populisme. L'électorat de droite, que Retailleau cherche à élargir, est d'abord travaillé par la peur. »

Le risque avec les oxymores en politique est de rater deux fois la cible. La radicalité affichée du Vendéen peut décontenancer l'électorat de droite modéré sans toucher celui du RN. Le danger est aussi de verser dans une forme de populisme. De pousser ce qu'il reste de l'aide modérée de LR vers Edouard Philippe tout en perdant l'aile la plus dure. « Retailleau est en train de basculer dans le populisme intermittent, analyse l'historien Marc Lazar, qui a développé ce concept dans un livre publié en 2025. C'est sa pente naturelle de par son passé villiériste, mais c'est aussi une évolution d'une partie de la droite française cannibalisée comme d'autres droites européennes par les positions des droites plus extrêmes. »

C'est le cas dans les attaques contre le « gouvernement des juges », fil rouge de la pensée retailliste. « Les parlementaires votent des lois qui sont défectives par

des juges, sur des bases juridiques contestables », répète le sénateur. Observant cette opposition entre le « nous » du peuple et le « eux » d'une élite qui aurait confisqué la démocratie, concept phare du populisme, Marc Lazar s'interroge : « Il ne va pas encore jusque-là, mais je me demande s'il ne va pas aller au fil de sa campagne sur l'idée d'une souveraineté du peuple sans limite. »

Au jeune peuple de droite réuni au pavillon Baltard, le sexagénaire promet une fois de plus de « renverser la table » pour mieux afficher sa singularité. « Moi, je ne suis pas centriste, je n'ai pas des idées centristes et je dirige un parti qui n'est pas un parti centriste », lance-t-il. Peu importe le risque de pousser l'aile modérée de LR vers Edouard Philippe, Bruno Retailleau assume de cogner fort. Il s'est persuadé que les Français refuseront « une saison 3 du macronisme » avec son rival Horizons ou Gabriel Attal, pour Renaissance. Encore faut-il qu'ils aient l'envie de lancer la saison 1 de sa « radicalité raisonnable ». ■

ALEXANDRE PEDRO

Jean-Luc Mélenchon met la pression sur le reste de la gauche

A la Fête de « L’Humanité », le candidat LFI à la présidentielle s’est livré à un duel à distance avec celui du PCF, Fabien Roussel

La France insoumise (LFI) a sa nouvelle image pour inonder les réseaux sociaux pendant le week-end. Samedi 12 septembre, Jean-Luc Mélenchon prononçait son discours au stand « insoumis » de la Fête de *L’Humanité*, dans l’Essonne, devant une foule ultracomacte qui débordait par milliers dans les allées du festival. « *De la Fête de “L’Humanité”, le peuple envoie un message: la victoire est à portée de main! Nous sommes prêts. Soyez prêts* », s’est félicité le leader « insoumis » en partageant la photo de ce rassemblement sur le réseau social X.

Pour le quadruple candidat à la présidentielle, l’enjeu est de construire un contre-récit de victoire face à celui qui s’installe, notamment à gauche, le décrivant comme perdant forcément au second tour face à Marine Le Pen. « *On ne pourra pas gagner avec deux tiers des Français qui ont peur de nous, qui nous rejettent, qui nous haïssent* », a attaqué François Ruffin, le candidat de Debout!, samedi matin. « *Cessez d’écouter les maîtres à pleurnicherie. Ce n’est pas vrai que nous avons perdu d’avance. Ce n’est pas par des gestulations comminatoires qu’on va changer le rapport de force* », a rétorqué Jean-Luc Mélenchon, mettant en avant la préparation du mouvement pour l’échéance.

Tout au long du week-end, les « insoumis » ont donc diffusé leurs calculs de report des voix pour galvaniser un peu plus leur électorat présent mais surtout pour tenter de rassurer les autres. Selon eux, si le taux de report du reste de la société vers Jean-Luc Mélenchon au second tour de l’élection présidentielle est le

même que lors des élections législatives de juin 2024, « [ça sera du] 50-50 », a affirmé le tribun vendredi, interrogé sur scène par les journalistes de *L’Humanité*. Oubliant de préciser qu’entre-temps les accusations d’antisémitisme de la part de ses adversaires et diverses polémiques ont pu entacher un peu plus l’image de LFI dans l’opinion publique.

Cette nouvelle démonstration de force était aussi une façon de marquer son territoire pendant un événement originellement marqué du sceau du Parti communiste français (PCF) mais où les « insoumis » s’imposent de plus en plus au fil des années. Les nombreux maillots de foot « Mélenchon 27 » aperçus dans les allées étaient là pour en témoigner. « *Traditionnellement, “L’Huma” est la fête du Parti communiste, mais les choses ont beaucoup changé* », savourait le coordinateur national de LFI, Manuel Bompard.

« Il n’est pas un camarade »

Le duel de popularité entre Jean-Luc Mélenchon et Fabien Roussel avait déjà été lancé vendredi, quand l’intervention du patron de LFI à l’Agora avait attiré bien plus de monde que le débat entre le secrétaire national du PCF et le président du Medef, Patrick Martin, quelques heures plus tôt sur la même scène. Alors le lendemain, les « insoumis » n’étaient pas contre l’idée de refaire un peu d’ombre au meeting du représentant communiste, lui aussi candidat à la présidentielle, sur la grande scène du festival, quelques minutes après M. Mélenchon. « *Non, Roussel n’est pas un camarade* », scandaient les militants LFI avant la prise de parole de leur candidat,

« Cessez d’écouter les maîtres à pleurnicherie. Ce n’est pas vrai que nous avons perdu d’avance »

JEAN-LUC MÉLENCHON
candidat La France insoumise

alors que le mouvement reproche à Fabien Roussel d’avoir détourné les 400 000 voix nécessaires pour accéder au second tour en 2022.

Devant une foule malgré tout très importante (40 000 personnes selon les organisateurs), le maire de Saint-Amand-les-Eaux (Nord) a déroulé un discours autour des salaires, du blocage des prix, des nationalisations et d’appels à la mobilisation populaire. « *Tous ceux qui me parlent d’union, c’est maintenant que nous devons appeler à la seule union qui vaille, celle du peuple de France. C’est parce que nous serons unis dans les luttes que nous gagnerons aux élections demain* », a lancé Fabien Roussel, devant une marée de drapeaux rouges, invitant les Français à se rassembler « *sur les ronds-points, devant les préfectures et les ministères* » dans les prochaines semaines. Il a par ailleurs redit devant les journalistes sa détermination à maintenir sa candidature jusqu’au bout pour la présidentielle.

D’union, il a été question pendant tout le week-end. Notamment chez la secrétaire nationale des Ecologistes, Marine Tondelier, qui maintient sa ligne – et sa can-

didature – malgré le peu d’enthousiasme des autres forces de gauche. Mais l’écologiste s’est surtout fait remarquer pour ses railleries envers le futur vainqueur de la primaire du pôle social-démocrate. « *On ne sait pas combien de temps il sera candidat* », s’est-elle moquée, en référence à la position de François Hollande, en embuscade. L’ancien président avait d’ailleurs boudé la Fête de *L’Humanité*, lui préférant la Fête de la Rose de Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire). Un clin d’œil à l’histoire, puisque c’est là-bas que son ancien ministre Arnaud Montebourg avait lancé la fronde contre François Hollande en 2014. « *L’idée n’est pas d’annoncer une candidature mais un projet qui peut mobiliser largement pour faire que les Françaises et les Français aient un choix, pas simplement une obligation d’écarter* » un candidat, a-t-il expliqué à la presse.

Pendant le discours de Marine Tondelier, un rapprochement s’opérait astand juste à côté, celui du parti Génération.s. Son représentant, le député des Yvelines Benjamin Lucas-Lundy, recevait Manuel Bompard pour un débat qui n’en avait que le nom, tant le coordinateur de LFI a listé tous les points programmatiques partagés avec le parti écologiste. « *Pour moi les conditions sont posées pour faire campagne ensemble* », a estimé l’« insoumis », une main tendue que son interlocuteur semblait bien prêt à saisir. En 2022, Génération.s avait été le premier parti à tisser un accord avec LFI pour les législatives, ouvrant ainsi la voix à la Nouvelle Union populaire écologique et sociale et à l’union de toute la gauche. ■

ROBIN RICHARDOT

Des mesures pour faciliter les transmissions familiales

Envisagées dans le cadre du budget 2027, elles feraient baisser les droits de succession

Le gouvernement souhaite, à l’occasion du budget 2027, faciliter les transmissions aux jeunes générations. Matignon a détaillé plusieurs mesures en ce sens, dans une note consultée par *Le Monde*, samedi 12 septembre, intitulée « Transmissions 2027 ».

Le constat de départ : « *La France dispose d’une épargne privée importante, mais celle-ci circule souvent trop tard* ». Les successions surviennent généralement à plus de 50 ans, selon les chiffres de l’Insee, lorsque les héritiers ont déjà construit une grande partie de leur vie.

Or, les besoins sont plus précoces : se loger, fonder une famille, investir, créer ou reprendre une entreprise. « *L’objectif est donc de faire circuler l’argent au moment où il est le plus utile. Une transmission anticipée peut devenir un apport immobilier, un investissement productif, une création d’entreprise ou de la consommation* », détaille la note. Et d’ajouter : « *Dans une période où nous devons maîtriser la dépense publique, nous devons aussi mobiliser l’épargne privée au service de l’activité* ». « *C’est à la fois une mesure de solidarité entre les générations et un levier macroéconomique* », justifie Matignon, alors que cette question de l’héritage est un des débats à venir de la présidentielle.

Il existe déjà des « pactes » de transmission pour les entreprises, notamment le pacte Dutreil. Celui-ci facilite la transmission familiale des entreprises, grâce à une exonération de 75 % de leur valeur professionnelle. Le premier ministre, Sébastien Lecornu, a réaffirmé mercredi, dans sa lettre « *aux entrepreneurs de France* » que le projet de loi de finances qui sera présenté à la fin du mois préservera ce pacte. « *Nous le préservons pour protéger les emplois, les savoir-faire et l’ancrage territorial* », abonde la note. Cette niche fiscale était pourtant dans le viseur de la Cour des comptes, dans un rapport publié en novembre 2025.

« Accélérer la circulation »

Le gouvernement veut, en outre, profiter du budget 2027 pour faciliter la reprise des PME et TPE, notamment par leurs salariés. C’est le « pacte Papin », dont le cabinet du ministre du commerce et des PME, Serge Papin, a détaillé les mesures cette semaine.

Au-delà de la transmission des entreprises, le gouvernement propose, avec « Transmissions 2027 », un nouveau dispositif fiscal pour « *accélérer la circulation du patrimoine* ». Il comprend trois mesures distinctes. Un premier volet concerne « *le don familial de sommes d’argent* ». Le plafond exonéré au titre du don familial serait temporairement relevé de 31 865 à 50 000 euros. Ce dispositif concernerait une personne de moins

« C’est à la fois une mesure de solidarité entre les générations et un levier macroéconomique », justifie Matignon

de 80 ans qui donnerait une somme d’argent à un enfant, un petit-enfant ou un arrière-petit-enfant majeur. Une personne ayant déjà utilisé la totalité du plafond au cours des quinze dernières années pourrait transmettre immédiatement 18 135 euros supplémentaires sans droits.

Dispositif « Coluche »

Un second volet concerne le « *don classique* ». Pour les donations en pleine propriété au sein du cercle familial, la fraction taxable après application des abattements bénéficierait temporairement d’un taux unique de 6 %, dans la limite de 100 000 euros par donateur et par bénéficiaire majeur, explique Matignon. Concrètement, pour 100 000 euros donnés par un parent ayant déjà consommé son abattement, les droits passeraient de 18 200 à 6 000 euros. Et, pour 50 000 euros donnés par un grand-parent ayant déjà consommé son abattement, ils passeraient de 8 200 à 3 000 euros. Cette mesure concernerait également la famille élargie, notamment les transmissions entre oncles ou tantes et neveux ou nièces.

Un troisième volet concerne la « *transmission solidaire vers les associations* ». Le taux de 6 % pourrait être ramené à 5 % si le bénéficiaire effectue simultanément un don à une association d’aide aux plus démunis. Pour 100 000 euros transmis : la réduction supplémentaire de droits serait de 1 000 euros ; le bénéficiaire en verserait par exemple 550 euros à une association ; il conserverait les 450 euros restants. Ce don ne serait pas cumulable avec la réduction d’impôt « Coluche » – le dispositif « Coluche » permet, lors d’un don à certains organismes, de bénéficier d’une réduction d’impôt atteignant 75 % du montant donné.

La note de Matignon conclut : « *La philosophie est simple : faire circuler le patrimoine plus tôt vers les jeunes générations et transformer une partie de l’avantage fiscal en acte de solidarité* ». Si de telles mesures sont susceptibles de faire baisser l’âge du premier héritage, elles contribueraient plus globalement à réduire les droits de succession. Et ce, alors que la fortune héritée représente 60 % du patrimoine français. ■

DENIS COSNARD (AVEC AFP)

Le « fan-club » de Sarah Knafo repart en campagne pour soutenir Eric Zemmour

Le chef de Reconquête ! a lancé sa rentrée politique par un discours aux relents xénophobes

Les juges rouges au fond du trouuuuuu!» Une voix perce la salle de congrès du Port-Marly (Yvelines) ; 1 800 sièges de velours bleu dans lesquels s’enfonce un public âgé, masculin en majeure partie, qui a déboursé 50 euros pour être là. Sur scène, malgré la gêne, la nouvelle icône de l’assistance, Sarah Knafo, garde ce sourire devenu sa marque de fabrique : « *Je n’ai pas bien entendu. Donc, je vais me garder d’applaudir* ». En 2022, Eric Zemmour laissait la foule du Trocadéro entonner « *Macron, assassin!* », mais tout a changé à Reconquête!, qui fait, dimanche 13 septembre, sa rentrée politique. Moins de cadres, moins de militants et moins d’électeurs, selon les intentions de vote, mais une tête de plus sur l’affiche, celle de la députée européenne, concentrée pour ne pas commettre le moindre faux pas et pour se décoller de l’image extrémiste du parti qu’elle a cofondé. « *On n’est plus un parti, on est le fan-club d’Eric et Sarah, mais qui rassemble moins de monde que la rentrée de Florian Philippot* [à Arras, samedi] », lâche, amer, un cadre de Reconquête!, sidéré de voir plusieurs centaines de fauteuils vides.

Sur les réseaux sociaux, Sarah Knafo ne revendique toujours pas son appartenance au parti, et rien, dans son plaidoyer antitaxes publié début septembre, *Le Casse*

du siècle (Fayard, 286 pages, 19,90 euros), ne rappelle sa filiation à Eric Zemmour. C’est tout de même elle qui occupe la scène lors de l’université d’été du parti. Apparition « improvisée », le matin, en conclusion d’une table ronde sur la liberté d’expression ; deux heures de dédicace de son ouvrage, échanges avec la presse pour installer ce début de campagne présidentielle. Comme il y a cinq ans, mais avec ce doute persistant et nouveau : Eric Zemmour sera-t-il vraiment le candidat du parti d’extrême droite ?

Le doute n’est pas permis, oppose Sarah Knafo. Pour lui, elle envisage une déclaration de candidature au mois d’octobre et, pour elle, une place « *en première ligne dans les médias* ». La direction de campagne ? A voir... Cela ferait redite.

Combat antifiscal

Chez les militants, la cote d’amour de la députée au Parlement européen, où elle siège avec les partis les plus xénophobes et prorusses du continent, a explosé au rythme de ses apparitions télévisées. Patrice, « *militant du premier jour* » dans le Val-d’Oise, brandit fièrement sa « *trahison* » d’Eric Zemmour, qu’il a tant aimé : une photo de Sarah Knafo à l’Elysée. Le cliché a exigé d’infinis échanges avec des intelligences artificielles (IA) gé-

nératives, notamment pour enlever le drapeau européen, détaille le septuagénaire, pas mécontent du résultat. Sur scène, lors d’un discours perturbé par des militants contre l’antisémitisme rappelant sa proximité avec l’Alternative pour l’Allemagne (AfD, extrême droite allemande), Sarah Knafo parle de son carton en librairie, de la médiocrité supposée des livres de ses concurrents, et refait, en accéléré, la démonstration à laquelle elle a consacré 286 pages. Elle entend creuser le sillon tracé par le président argentin, Javier Milei, et faire du combat antifiscal un axe majeur de la campagne d’Eric Zemmour.

Son livre constituera la base du programme économique, sur lequel elle a repris la main durant l’été, dépossédant les groupes de travail qui rendaient compte régulièrement à Eric Zemmour. Pour le reste, la députée européenne imagine une campagne sans « *reculer* » sur les sujets clivants de 2022, comme la « remigration », l’expulsion des immigrés et de leurs descendants vers leur pays d’origine, un terme qui continue d’être assumé par Reconquête!. L’expression a été reprise par Eric Zemmour dans son discours, centré sur l’IA et la manière dont elle permettrait de préserver la France de l’immigration extra-européenne. La « *troisième révolution indus-*

trielle » de la civilisation occidentale a été le prétexte à une longue allusion au « *grand remplacement* », une obsession ethnique rappelée sous la forme euphémisée prise à l’extrême droite : « *Une civilisation ne peut pas survivre à sa dilution démographique* ».

Le polémiste, qui a décliné plusieurs mesures pour favoriser l’émergence de champions français de l’IA, s’est gardé d’évoquer ses concurrents dans la course à l’Elysée. Pour l’heure, les maigres troupes du parti s’attellent à la collecte des 500 signatures.

Sans donner de chiffres cohérents : les promesses de parrainage seraient de 250 pour l’un et de 350 pour l’autre. « *Il n’y a pas d’inquiétude, mais c’est un gros chantier* », résume Hilaire Bouyé, membre du comité opérationnel. Les quelque 700 parrains de 2022 ont été sollicités, et invités aux déplacements d’Eric Zemmour ces dernières années. Cela suffira-t-il ? Un cadre soupçonneux estime que la messe n’est pas dite : « *Le manque de signatures peut être un bon prétexte pour débrancher Eric cet hiver* ». Une telle hypothèse ne ferait pas le bonheur du Rassemblement national, qui dit compter beaucoup sur les outrances d’Eric Zemmour et sur le programme ultralibéral de Sarah Knafo pour paraître raisonnable. ■

CLÉMENT GUILLOU

Les coulisses, les chiffres, l’actualité du Monde

dans la rubrique le Monde & vous

TRAFIC DE DROGUE

Le système « El Frances », narcotrafiquant français installé en Colombie

Soner Akca, 43 ans, natif de Montfermeil, a été arrêté à Medellin, en Colombie, le 12 juin. Il est soupçonné d'avoir monté un réseau international de trafic de cocaïne chimiquement modifiée

La police colombienne ne pouvait manquer de filmer la scène en plan-séquence : la lente procession de celui que l'on surnomme « El Frances », menottes aux poignets, encadré par des agents des forces spéciales cagoulés. Diffusée sur les réseaux sociaux, la vidéo montre le narcotrafiquant en train d'être arrêté à la vue de tous, le long d'une avenue arborée de Parque Lleras, le quartier chic et animé de Medellin (Colombie), où ce musculeux quadragénaire se présentait comme un honnête homme d'affaires.

Ce vendredi 12 juin, le Français Soner Akca, tee-shirt blanc cintré et bermuda couleur camouflage militaire, est conduit au quartier général de la police, où il est photographié les yeux baissés, encore sous le choc de son arrestation. Autour de cet homme de 43 ans à la haute stature, quatre policiers posent fièrement, exhibant leur grosse prise, le logo officiel « Policía nacional de Colombia » en guise de décor.

Sur le réseau social X, le maire de Medellin, Federico Gutierrez, assume cette mise en scène tapageuse dans une ville qui fut autrefois le bastion du célèbre narcotrafiquant Pablo Escobar. « Un par un, ils tombent. Medellin ne sera pas un refuge pour les criminels et les mafias transnationales », écrit-il. Si Soner Akca était officiellement installé en Colombie comme investisseur, possédant notamment un club de strip-tease, l'homme, né à Montfermeil (Seine-Saint-Denis), était surtout traqué en raison de son rôle éminent dans le trafic international de stupéfiants.

Interpellé en vertu d'une notice rouge Interpol émise par la France, il est au cœur d'une enquête judiciaire portant sur un vaste réseau d'importation et d'exportation de cocaïne entre la France, l'Europe, la Colombie, mais aussi le Mexique, la République dominicaine et la Thaïlande. Ce réseau présentait une particularité : la drogue subissait des procédés chimiques complexes

en laboratoire pour être dissimulée lors des convois, notamment dans du quinoa, une graine produite quasi exclusivement en Amérique du Sud. Soupçonné d'être le chef de cette organisation criminelle, Soner Akca est en attente d'extradition pour être entendu dans ce dossier suivi par le Parquet national anticriminalité organisée, dont *Le Monde* a pu prendre connaissance. Sept de ses complices présumés en France sont déjà mis en examen.

ALLERS-RETOURS EN ESPAGNE

L'ascension criminelle d'« El Frances » au pays des cartels est longtemps restée sous les radars des services antidroque français. « Il n'y a pratiquement pas de cas analogues, confie un policier spécialisé. Rares sont les Français à réussir à s'implanter aussi solidement que lui de l'autre côté de l'Atlantique, ce qui laisse soupçonner une certaine puissance corruptrice. » Des conversations de Soner Akca interceptées témoignent de sa vie de baron de la drogue en Colombie, où il aurait brassé des millions d'euros. « Regarde-moi, c'est dingue, s'extasie-t-il lors d'une conversation sur l'application sécurisée Signal avec son principal lieutenant basé en France. Vingt mille euros par jour, calcule. C'est 600 K [600 000] par mois, frérot. »

L'enquête qui a entraîné sa chute amène très loin de son fief luxueux de Medellin. A l'été 2025, sur la foi d'un renseignement au sujet d'un trafic de cocaïne, les policiers de l'antenne perpignanaise de l'Office anti-stupéfiants (Ofast) mettent sous surveillance deux suspects sans grande envergure criminelle dans le sud-ouest de la France. Ils observent Mohamed B., 53 ans, et Pascal M., 56 ans, père de cinq enfants, comploter dans une station de lavage gérée par un homme connu de la police pour trafic de stupéfiants, violences mortelles et recel de cadavre, puis s'enivrer au Blues Brothers, un bar de quartier sans prétention, à Perpignan. De manière régulière, à bord d'une Clio ou d'une Nissan, le duo fait des

LA DROGUE
SUBISSAIT DES
PROCÉDÉS CHIMIQUES
COMPLEXES EN
LABORATOIRE POUR
ÊTRE DISSIMULÉE
LORS DES CONVOIS,
NOTAMMENT
DANS DU QUINOA

allers-retours entre la France et l'Espagne, en passant par le village frontalier du Perthus (Pyrénées-Orientales). Se figurant qu'il s'agit sûrement d'un ballet de convoyeurs de drogue, les policiers décident de les suivre à la trace, pour se donner toutes les chances d'identifier les commanditaires et la filière d'importation.

Grâce aux sonorisations et aux écoutes visant les véhicules et les téléphones des suspects, les enquêteurs comprennent, en dépit de quelques précautions de langage, qu'un gros coup est en préparation au cours du mois de septembre 2025. Les deux suspects évoquent un chargement qui doit arriver prochainement en région parisienne par fret aérien.

Le 7 septembre, la cargaison est bloquée à son arrivée par les douanes. Une opération de contrôle de son contenu est lancée, mais les suspects sont particulièrement confiants. « On attend le résultat maintenant. Si c'est juste ils scannent ou si c'est un contrôle plus profond. Mais même si c'est plus profond, ça passe aussi », assure Pascal M. à Mohamed B. Dans une autre conversation, Pascal M. plastronne : « S'ils veulent aller plus loin, faire des tests, ils peuvent. Ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent, même se mettre la tête en bas s'ils veulent... »

Pour récupérer la marchandise, les deux hommes ont missionné un troisième complice : Vincent D., 42 ans, un homme sans domicile fixe vivant entre galères, services rendus et petits boulots de chauffeur payés quelques centaines d'euros. Au moment des faits, c'est dans un corbillard que dort cet homme à la vie cabossée. Le 9 septembre, la cargaison passe enfin la douane. Épuisé après deux jours erratiques à patienter dans la Seine-Saint-Denis sans hébergement, Vincent D. reçoit enfin pour instruction de se rendre à une adresse située à Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis).

Des policiers du groupe d'appui opérationnel de l'Ofast central prennent le quadragénaire en filature. Au volant d'un ca-

mion blanc, Vincent D. se gare devant le siège d'une société de transport international où des employés chargent aussitôt son véhicule de palettes emballées dans de la cellophane noire. Le convoyeur repart aussitôt plein sud.

« POUR MOI, C'EST ALIMENTAIRE »

Les enquêteurs sont interloqués : sur les écoutes, ils entendent les suspects parler de « palettes de quinoa ». Une telle cargaison fait écho à un autre aller-retour en juillet réalisé par Vincent D. pour récupérer un chargement de cette graine de couleur blonde près de l'aéroport de Roissy (Val-d'Oise). Dans les conversations, il est aussi fait allusion à des « chimistes », des « produits », des « ingrédients »... « Faut la retravailler en fait », explique Mohamed B. à un interlocuteur non identifié, désignant quelque chose qui a, semble-t-il, été « transformé ».



Les ports français, porte d'entrée privilégiée du trafic de drogue

Un document de l'Office anti-stupéfiants, consulté par « Le Monde », montre le rôle crucial de la France dans les flux des produits illicites

Des logisticiens d'exception, obsédés par la maîtrise des ports et des conteneurs : c'est ainsi que sont dépeints les narcotrafiquants les plus puissants, dans une note d'analyse de l'Office anti-stupéfiants (Ofast) de la police judiciaire française, datée du mois d'août. Ce document confidentiel décrypte le rôle crucial des terminaux portuaires français dans les flux de stupéfiants qui arrosent, chaque année toujours plus, l'Europe.

Les conteneurs demeurent, comme pour le commerce licite, l'étalon des trafics de stupéfiants. Soucieux de s'immiscer dans les flux légaux les plus fluides, les trafiquants ont amorcé « un report vers les ports français », depuis 2023, au détriment des terminaux géants d'Anvers (Belgique) et de Rotterdam (Pays-Bas), miéux sécurisés que lorsqu'ils trônaient au sommet des statisti-

ques européennes de saisies.

« L'importance des ports dans la logistique criminelle conduit les narcotrafiquants à user de la corruption et/ou de la violence sur les personnels portuaires pour arriver à leurs fins », affirment les analystes de l'Ofast. Les méthodes pour assurer leur mainmise sur le déchargement des convois pollués sont variées : « contournement des codes à usage unique, corruption, enlèvement et séquestration de chauffeurs routiers, récupération hors zone portuaire, fragmentation des envois... »

Si la cocaïne reste la substance reine, avec 52 880 kilos saisis depuis 2022 dans le fret conteneurisé, les services d'enquêtes soulignent la diversification des points d'entrée, avec 12 ports ayant cumulé des saisies de cocaïne supérieures à 50 kilos entre 2022 et 2025 : Brest (Finistère), Calais (Pas-de-Calais), Dégrad des Cannes

(Guyane), Dunkerque (Nord), Fort-de-France, Le Havre (Seine-Maritime), Lorient (Morbihan), Marseille, Nantes, Papeete, Pointe-à-Pitre et Sète (Hérault).

Le port du Havre demeure la principale porte d'entrée de la cocaïne en France. Il fut le théâtre, en août, de la saisie de 670,36 kilos dissimulés dans 20 sacs, en provenance de Saint-Domingue. Mais d'autres points d'arrivée, encore périphériques il y a de cela quatre ou cinq ans, deviennent stratégiques. C'est le cas de Dunkerque, une « cible » privilégiée des narcotrafiquants qui risque d'être d'autant plus recherchée qu'un second terminal devrait tripler ses capacités de fret conteneurisé en 2029, passant de 800 000 à 2,5 millions de conteneurs par an. Le 7 septembre encore, les douanes ont découvert 3,9 tonnes de ce produit stupéfiant dissimulées dans 167 ballots

dans un conteneur en provenance du Ghana au port de Dunkerque. Ce qui représente, selon le Parquet national anticriminalité organisée, une valeur marchande de 225 millions d'euros.

Saisie insolite

A cette variété de destinations s'ajoute un panel toujours plus large de produits et de formes de conditionnement. Le cannabis figure désormais dans la liste des saisies les plus marquantes, par exemple dans le scénario d'échanges cocaïne-cannabis entre la métropole et les Antilles.

Le Canada, les États-Unis et la Thaïlande, trio de nouveaux pays d'approvisionnement en cannabis, notamment sous la forme d'herbe, déjà identifiés dans les colis postaux ou les passeurs transitant par avion, défrichent aussi des itinéraires maritimes. Le 22 octobre 2025, 13 personnes

étaient interpellées après la sortie d'un conteneur au port du Havre, en provenance du Canada, rempli de 1,84 tonne de cannabis.

La note d'analyse de l'Ofast souligne qu'« avec ses hubs logistiques, notamment portuaires, et ses infrastructures de transport, la France fait partie du schéma d'organisation des narcotrafiquants. Les produits camouflés dans différents matériaux sont acheminés et transitent ensuite vers les lieux de transformation des pays frontaliers ».

Ces prouesses en matière de dissimulation, autre caractéristique des « narcos » d'envergure, se sont matérialisées le 3 juin, sur le port du Havre, lors d'une saisie douanière insolite : 12,7 tonnes de bouteilles d'arôme artificiel de vanille, en provenance du Mexique et à destination de l'Espagne, se révélaient contaminées à la méthamphétamine. Le Parquet

national anticriminalité organisée ouvrait une enquête en saisissant l'Ofast et sollicitant l'appui de l'unité de police spécialisée dans la criminalité organisée espagnole. Car c'est en Espagne que menaient les premiers indices.

Un laboratoire clandestin « d'une dimension inégale » était localisé dans la bourgade d'Almenar, aux confins de l'Aragon et de la Catalogne. Extracteurs d'air, cuves en Inox, cookers, matériel de congélation et de protection individuelle étaient découverts, ainsi que plus de 200 kilos de « méth » en cristallisation. Parmi les 13 individus interpellés, plusieurs Mexicains sont susceptibles d'appartenir au cartel de Jalisco nouvelle génération, l'une des organisations criminelles latino-américaines les plus puissantes, qui cible l'Europe, et les ports français, comme terrain d'action. ■

T. ST.



TITWANE

Entre les lignes, les policiers en déduisent que le chargement est bourré d'un mélange de cocaïne et de quinoa, et doit partir pour l'Espagne, où un chimiste, du côté de Madrid, détient le savoir-faire pour séparer le grain de la drogue, selon un processus imaginé et perfectionné par les cartels colombiens. Décision est prise d'intercepter le convoi en urgence. Le 10 septembre, le camion conduit par Vincent D. est intercepté au péage de Perpignan-Nord. A l'intérieur, les agents découvrent 80 sacs blancs contenant chacun 25 kilos de quinoa.

Ce sont d'autres chimistes, ceux de la police technique et scientifique, qui vont réceptionner la marchandise pour analyse. Résultat : de 9 % à 21 % de coke pure par sachet expertisé. Au total, le chargement contient près de 2 tonnes de quinoa imprégné de drogue. Le rapport du laboratoire confirme que les grains ont subi un procédé chimique complexe afin d'introduire la cocaïne, qui reste toutefois récupérable et, de facto, revendable.

« L'extraction de la matrice végétale peut être réalisée par des étapes successives de dissolution et [d']évaporation dans un premier temps avec de l'eau, puis avec des solvants organiques. Une fois récupérée sous forme de poudre, cette cocaïne pourra être rediluée pour la revente de rue », précise le rapport d'analyse. En l'occurrence, cela représente plus de 140 kilos de cocaïne dissimulés, pour une valeur au détail de 9 millions d'euros.

En garde à vue, les suspects perpignanais semblent dépassés. Interrogé avant les résultats du laboratoire sur l'hypothèse que son chargement puisse contenir une grande quantité de drogue, Vincent D. assure ne pas y croire : « Ça sortirait direct d'un film si c'était le cas (...) Pour moi, c'est alimentaire, je ne l'aurais pas fait si j'étais au courant. J'ai pas envie de perdre ma chienne, je l'ai depuis sept ans. » « Mon client était convaincu de transporter du quinoa en bonne et due forme et ignorait la nature illicite du chargement, qu'il a découverte en garde à vue », défend son avocate, M^e Pauline Costantini-Rabinoit. Moins crédible aux yeux des policiers, un autre mis en examen évoque la volonté de sa fille « de manger latino » pour justifier ses déplacements express en Espagne.

Les enquêteurs vont rapidement découvrir que les suspects ne sont que de simples exécutants. Les investigations sur commission rogatoire mettent en lumière une vaste organisation criminelle « structurée et internationale », selon l'Ofast, capable, depuis des

années, avec de nombreux vecteurs d'entrée en France, aérien et maritime, d'importer des chargements de 100 kilos à 1 tonne de cocaïne par envoi. La drogue était ensuite écoulée auprès de réseaux de narcotrafiants, qui se chargeaient eux-mêmes de la distribuer sur leurs points de deal ou leurs canaux de vente dématérialisés.

En tirant le fil de l'importation de quinoa, commandé auprès d'une société colombienne basée à Bello, au nord de Medellin, les enquêteurs soupçonnent que le réseau d'importation avait fait sa spécialité de la « pollution » de cargaisons maraîchères. Le dossier judiciaire révèle d'autres importations suspectes, réalisées par le truchement de deux sociétés de logistique basées à Paris : H & C import-export et Mazhora international, dont les dirigeants, Hatim C. et Mehdi K., ont été mis en examen début juin.

LE DIABLE ET LA PANTHÈRE

D'après les investigations, ces entités étaient financées par d'autres sociétés, sur la base de fausses factures. La société H & C « était une coquille vide qui n'avait pas de réelle activité », estiment les enquêteurs. Les importations de fruits, de légumes ou de céréales n'étaient destinées, selon eux, qu'à servir de vitrine légale à l'importation de drogue. Ainsi, 22 tonnes de bananes ont pourri dans leur conteneur sur le port du Havre (Seine-Maritime). Les enquêteurs soupçonnent un « envoi test », destiné à sécuriser une nouvelle route. C'est aussi le cas pour 20, puis 18 tonnes d'ananas, en provenance du Costa Rica et à destination du port d'Anvers (Belgique), qui n'ont pas trouvé d'acheteurs. Ou encore de 403 kilos de pâte d'awara, en provenance de Guyane, qui pourrait constituer un nouveau procédé de dissimulation de la drogue.

Particulièrement remonté en garde à vue, Hatim C., le gérant officiel de H & C, rejette la responsabilité des importations litigieuses sur Mehdi K., décrit comme le « gérant occulte » par les enquêteurs, dont il suivait les instructions. « J'ai été manipulé, on m'a menti, et on a usurpé plusieurs fois ma société », jure-t-il. « Mon client est totalement étranger au trafic de stupéfiants qui lui est reproché et n'entend pas être le bouc émissaire de cette affaire, insiste son avocat, Baptiste Bellet. Son activité professionnelle, dans le secteur de l'importation de fruits et légumes, a été utilisée à son insu pour faire entrer des stupéfiants et il n'en avait aucune connaissance. »

Plus étonnant, certaines conversations

« RARES SONT LES FRANÇAIS À RÉUSSIR À S'IMPLANTER AUSSI SOLIDEMENT QUE LUI DE L'AUTRE CÔTÉ DE L'ATLANTIQUE, CE QUI LAISSE SOUPÇONNER UNE CERTAINE PUISSANCE CORRUPTIVE », CONFIE UN POLICIER SPÉCIALISÉ

portent sur des importations de poisson surgelé provenant du Sénégal, un pays décrit ces dernières années comme une plaque tournante du trafic de cocaïne mondial. « Pensez-vous que ce poisson ait pu contenir des produits stupéfiants ? », demande un enquêteur à Hatim C. Réponse : « Ouais... Maintenant que tu me dis ça, bien sûr, comme dans le quinoa ! (...) Quel fils de pute ! »

Mehdi K. conteste lui aussi tout rôle dans la dissimulation de drogue importée. « La gravité des faits allégués ne doit jamais conduire à diluer les responsabilités individuelles, ni à transformer le soupçon en culpabilité », estime son avocat, Sophiane El Baroudi. L'instruction est en cours et doit précisément permettre d'établir le rôle allégué de chacun dans la sérénité. »

C'est sous la forme de groupes de discussion sur les messageries chiffrées WhatsApp et Signal, auxquels ont eu accès les policiers, qu'échangent les membres présumés du réseau. Baptisés « Quinoa transport », « Rep dom banane », puis « Banane rep dom 2 », ces forums détaillent les projets et les stratégies, et éclairent aussi les rapports entre les logisticiens et les transporteurs chargés de faire transiter la cocaïne sud-américaine sous le couvert d'import-export de fruits et légumes. Parmi les participants : Soner Akca, sous le pseudonyme « El Diablo » (« le diable »).

La prouesse chimique permettant la dissimulation de la drogue revient régulièrement dans ces fils de discussion. Il est question de « *dequijos de trabajo* [“équipes de travail”] », dont la mission consiste à transformer, puis à extraire la cocaïne mélangée au quinoa dans des laboratoires après son voyage, mais aussi de produits chimiques tels que l'acétone et l'acide chlorhydrique. « J'ai besoin que tu la cuisines », ordonne ainsi Soner Akca à l'un de ses interlocuteurs les plus réguliers, surnommé « La Pantera » (« la panthère ») dans les groupes de discussion.

En prenant le contrôle à distance du téléphone de cet homme – entre-temps incarcéré pour avoir tenté de tuer son ex-compagne, également soupçonnée d'être complice du réseau –, les enquêteurs ont pu suivre les arrangements des trafiquants. « La Pantera », Amir A. à l'état civil, est connu de la police pour un large panel de délits (vol de voiture, conduite sous stupéfiants, refus d'obtempérer, abus de confiance, usage de faux documents administratifs, menace de mort, vol avec violence, séquestration, association de malfaiteurs,

détention de stupéfiants...) entre 2002 et 2022. Domicilié dans le chic 16^e arrondissement parisien, cet homme de 42 ans, officiellement bénéficiaire du revenu de solidarité active, est considéré par les enquêteurs comme le bras droit d'« El Frances ». Auprès de lui, le trafiquant, basé à Medellin, s'enquiert des possibilités de « *sortie* » des produits stupéfiants, qu'il s'agisse de conteneurs, de vrac, ou encore par le transport aérien.

DÉBUTS À PUNTA CANA

C'est parfois en visioconférence, à visage découvert, sans guère de précautions, que les deux hommes parlent affaires. Ils devisent des prix au kilo de la coke, des compagnies aériennes à privilégier, des envois tests ou encore de la possibilité d'avoir à disposition un jet privé pour de futurs convois en Amérique latine. « Je voulais faire importer de l'agroalimentaire, que des vrais fruits et légumes (...) J'ai rien à voir avec l'importation de drogue dans le quinoa », jure pourtant Amir A. lors de sa garde à vue en mai, gardant le silence à toutes les questions posées sur ses liens avec « El Frances ». Sollicité, son conseil, David Maheu, n'a pas souhaité s'exprimer.

Au détour de ces discussions entre « *potos* », où apparaissent aussi des vidéos d'épaisses liasses de dollars et une compagne à billets, « El Frances » ne manque pas de vanter auprès de son lieutenant sa vie en Colombie, où il raconte avoir une fois fait « 1 million » sur un seul envoi. Il confie aussi ses projets de diversification : son investissement fructueux dans un bar à striptease baptisé « Le Moulin Rouge Medellin », qu'il revendique comme pionnier à Parque Lleras, mais aussi des projets immobiliers qui pourraient être encore plus rentables et moins risqués que leurs affaires habituelles. « Plus que le stup, frerot, plus que le stup ! », s'exclame « El Frances », exaltant les possibilités financières du Placoplatre, comme si le secteur pouvait bientôt détrôner pour lui la poudre blanche.

Pourtant, c'est bien en suivant la route de la cocaïne que Soner Akca, ancien petit caïd de Montfermeil, a bâti sa richesse et sa réputation. Avant de s'établir en Colombie, au plus près de la matière première et des cartels historiques, c'est en République dominicaine que ce Français d'origine turque a changé de dimension. L'aventure avait commencé en famille, puisque c'est aux côtés de son frère jumeau qu'il avait pris pied sur cette île des Caraïbes réputée pour son industrie touristique, mais aussi carrefour du trafic international de cocaïne. Le duo ne tiendra pas longtemps dans l'environnement ultraconcurrentiel de la « Rép dom », alors eldorado des « stupeux » les plus ambitieux. En novembre 2017, le cadavre du frère de Soner Akca, Ilker, surnommé « Attila », est retrouvé au fond d'une fosse septique, criblé de balles par une fratrie ennemie.

Pour raconter son ascension, il faut exhumer un témoignage surprenant, qui prend aujourd'hui un intérêt nouveau. Soner Akca est crédité au générique de la série documentaire « Trafics », de Frédéric Plouquin et Julien Johan, sortie en 2018. Présenté comme un « ancien trafiquant international de cocaïne », sorti de détention et se disant repent, il détaille, parfois avec un léger sourire au coin des lèvres, comment il est devenu l'un des principaux logisticiens du trafic de cocaïne depuis la République dominicaine. « Un jour, je me suis dit : "Je vais être mon propre fournisseur, je vais gérer toute la chaîne" », raconte ce père d'un garçon. Il s'était fait une spécialité de réceptionner des cargaisons de poudre au nord-est de l'île, avant de les convoier, de nuit, pied au plancher dans des bolides dotés de caches, vers l'aéroport international de Punta Cana, où il disposait de complicités.

Soupçonné d'avoir exécuté dans une boîte de nuit un gros trafiquant local surnommé « El Barbaro », Akca devient, à 23 ans, sous le surnom d'« El Frances », un baron craint et jaloux. Flambeur assumé, il estime qu'« avec le recul, ce n'est pas bon de briller ». Rattrapé par la justice française, il se dit rangé des affaires. En réalité, il retente discrètement sa chance en Colombie, fort de ses expériences passées, jusqu'à son arrestation en juin et sa procession sous escorte armée dans les rues de Medellin. Une vie de narco, entre ombre et lumière, qu'il résumait ainsi : « T'es pauvre le lundi, t'es riche le mardi, t'es mort ou en prison le mercredi. » ■

JÉRÉMIE PHAM-LÊ
ET THOMAS SAINTOURENS

Des étudiants mentors pour guider les néobacheliers

A l’université d’Evry, près de 3 000 nouveaux étudiants ont fait leur rentrée, accueillis par leurs aînés

Tout commence par un bingo, avec cinq cases à aligner sur la grille que vient de distribuer Fiona (les jeunes interrogés n’ont pas souhaité donner leur nom de famille). L’étudiante en master d’immunologie est mentor de 16 néobacheliers qui font, en groupe, leurs premiers pas à l’université Evry Paris-Saclay, le 9 septembre. Ceux qui se reconnaîtront dans les descriptions pourront cocher la case, si elle figure sur leur grille.

« Numéro 24 met le lait avant les céréales », annonce Fiona. Dans l’assistance, regards amusés et petits sourires se croisent. « Numéro 4 veut partir en Erasmus », « Numéro 2 a déjà changé trois fois d’idée sur son avenir », « Numéro 7 veut rejoindre une association étudiante »... A mesure que les cases sont cochées, les informations sont distillées. Derrière le mot université, il y a un univers qui est largement régi par des sigles, à l’instar de la DOIP, pour direction de l’orientation et de l’insertion professionnelle, la DVEC, ou direction de la vie étudiante et de campus, ou encore la DRRI, la direction de la recherche et des relations internationales.

Cléa, étudiante en master d’histoire, mentor elle aussi, enchaîne sur la deuxième activité : les 16 nouveaux de la licence langues

« C’est très propre ! Ça ne ressemble pas du tout à ce que j’imaginai ! », confie Anyssa

étrangères appliquées (LEA) ont deux minutes pour questionner leur voisin. Dans la foulée, chacun devra dire quelques mots sur lui pour que tout le groupe profite des présentations.

On apprend ainsi que « Julien est passionné par l’anglais et par l’espagnol, aimerait s’orienter dans le tourisme et collectionne les disques vinyles » ; que « Loïs a 17 ans, est espagnol, adore la formule 1 et n’a pas eu de mention au bac » ; qu’« Anyssa vient de Juvisy[-sur-Orge], aimerait savoir dessiner comme une professionnelle et se retrouve en LEA car elle n’a pas eu d’autres choix sur Parcoursup ».

Fiona saisit la balle au bond : « Pour tous ceux qui sont là sans forcément le vouloir, sachez que dès le 22 septembre, il y a une possibilité de se réorienter au sein de l’université d’Evry, explique-t-elle. Vous passez devant un jury et si vous êtes sélectionné, vous pouvez intégrer la nouvelle formation dès

le 9 octobre. Ça peut être une solution à ne pas négliger ! »

Quelques minutes plus tard, les étudiants partent à la recherche d’une dizaine de bâtiments, à partir de photos miniatures qui figurent sur la nouvelle fiche remise par leurs mentors. Ils traversent d’immenses halls donnant sur des cours intérieures qui desservent elles-mêmes plusieurs salles ou qui conduisent à un autre hall... « C’est énorme, c’est très propre, c’est très neuf, c’est plein de couleurs ! Ça ne ressemble pas du tout à ce que j’imaginai ! », confie Anyssa au sortir de la salle de musculation, au tarif imbattable de 30 euros l’abonnement annuel.

Les cours viennent de débiter, et Nathan, « un peu perdu au niveau de l’orientation », sent qu’il va se prendre au jeu. « J’ai eu mon premier TD [travaux dirigés] de théâtre en anglais, c’était très bien, on nous a appris à avoir plus confiance en nous, relate-t-il. J’ai eu

aussi mon premier cours magistral de civilisation britannique, où le prof est revenu en long et en large sur l’histoire de l’Angleterre et nous a remis un document PDF de 26 pages. »

Des rythmes nouveaux

Au lycée, Nathan avait suivi deux enseignements de spécialité peu en lien avec la filière LEA : arts plastiques et sciences économiques et sociales. « Je me retrouve ici, ça ne colle pas trop, mais je me débrouille très bien en anglais, c’est pour cela que j’ai été pris. Je vois LEA comme une porte d’entrée à l’international... Si jamais je pouvais faire un métier lié à l’art un peu partout dans le monde, ce serait pas mal ! », s’enthousiasme-t-il.

Le rythme des journées et le temps de trajet sont des facteurs nouveaux pour la plupart des néobacheliers, à 60 % originaires de l’Essonne et à 25 % de Seine-et-Marne. Les cours s’éche-

lonnent de 8 heures à 19 h 45, horaires auxquels il faut parfois adjoindre plus d’une heure de transports en commun, relatent plusieurs d’entre eux.

En première année de licence, le taux de réussite par rapport au nombre d’étudiants inscrits était de 42,9 %, toutes filières confondues, pour l’année scolaire 2024-2025. Soit une hausse de près de quatre points par rapport à l’année précédente. « Le plus gros taux d’échec est en droit, précise le président de l’université, Vincent Bouhier. Dès que l’on passe à un raisonnement complexe avec une terminologie nouvelle, les choses se compliquent pour les néobacheliers. »

L’établissement – qui accueillait 1 200 étudiants lors de sa création, en 1991 – ne cesse d’attirer les candidatures. Elles ont même bondi de 75 % en un an sur Parcoursup, entre 2025 et 2026. « Nous sommes passés de 22 000 à 38 400 candidats... Ça

nous met mal à l’aise de ne pas pouvoir tous les prendre, car ce sont des bacheliers généraux. Mais tous ne sont pas arrivés à maturité pour entamer des études à l’université », constate Vincent Bouhier, qui fait intervenir des professeurs de lycée lors de modules de rattrapage.

Pour avoir le bac, il faut « restituer des connaissances », mais en licence, « on utilise ses connaissances pour faire des démonstrations à des fins de résolution de problèmes. Et c’est beaucoup plus compliqué », illustre-t-il. « L’enjeu est de faire que le lycéen devienne un étudiant », résume le président. Mais avec l’intelligence artificielle (IA), se dresse un obstacle de plus en plus encombrant. « Il faudrait qu’on en parle avec les proviseurs des lycées pour avoir une stratégie commune », suggère-t-il, avant de prévenir qu’« être étudiant, c’est savoir utiliser l’IA sans se laisser manipuler ». ■

SOAZIG LE NEVÉ

A La Réunion et à Mayotte, la colère des policiers « oubliés »

Des centaines d’entre eux n’ont pas reçu la médaille distribuée après le cyclone Chido

SAINT-DENIS (LA RÉUNION -, CORRESPONDANT

Longtemps après son passage dévastateur sur Mayotte, le 14 décembre 2024, le cyclone Chido produit d’autres bourrasques. Cette fois, dans les rangs des policiers mahorais et réunionnais à la suite de la publication, le 6 juillet, de l’arrêté qui porte attribution de la médaille de la sécurité intérieure. Cette « MSI Chido » vient récompenser l’engagement des r

écipiendaires pendant et après le passage du système dépressionnaire qui a fait officiellement 40 morts et 41 disparus. Sur les quelque 1919 noms retenus appartenant aux forces de l’ordre, aux pompiers, aux administrations ou aux associations, seule une centaine de policiers mahorais ont été distingués. « Trois cents fonctionnaires, pourtant proposés par la direction territoriale de la police, ont été oubliés, dénonce Blandine Ros

tang, déléguée départementale du syndicat UNSA-Police. Ces collègues étaient en première ligne alors que leur propre habitation a été détruite. Cela crée une énorme frustration. C’est injuste. » A La Réunion, les « oubliés » de la MSI, distinction purement symbolique ne donnant droit à aucune prime, sont moins nombreux, mais l’amertume est partagée. Le surlendemain du cyclone, 30 policiers ont été envoyés à Mayotte, pour vingt jours. Une dizaine d’entre eux ne figurent pas sur la liste des médaillés, contrairement à leurs collègues.

« Nous avons tous effectué les mêmes missions de sécurisation, raconte un des policiers non récompensés sous le couvert de l’anonymat. Les conditions étaient particulièrement éprou-

vantes en raison du manque d’eau, d’électricité, d’hébergement. Nous avons dormi dans une église, puis un collège. Mais aucun ne s’est plaint. Il fallait aider nos collègues mahorais et nos compatriotes. Personne ne comprend ce choix. » Des renforts venus de l’Hexagone ne figurent pas non plus sur l’arrêté ministériel après avoir été envoyés un mois à Mayotte, quand d’autres y sont bien mentionnés.

« Un fiasco »

« Le problème est qu’il n’existe aucun critère objectif dans le choix de nommer des fonctionnaires ou de les retrancher des listes, observe Marc Lesage, secrétaire national adjoint UNSA-Police chargé des outre-mer. C’est la roulette. C’est la même chose pour les distinctions or, argent ou bronze. Cette médaille est censée valoriser et remercier des collègues. C’est un fiasco qui froisse trop de monde. »

Le 4 septembre, les représentants de l’UNSA ont soumis le dossier au ministre de l’intérieur. « [Laurent] Nuñez était surpris, relate Thierry Clair, secrétaire national de l’UNSA-Police. Il n’est pas acceptable qu’un tri soit fait de façon opaque. Il ne s’agit pas de questions budgétaires. » Contacté, le cabinet de Laurent Nuñez répond qu’un « travail est en cours » pour « revoir avec les directions et les préfectures les personnes qui auraient été “oubliées” ».

Ce type de polémique n’est pas une première. A la suite de la crise des « gilets jaunes », des émeutes en Guadeloupe en 2021, ou en Nouvelle-Calédonie en 2024, plusieurs syndicats avaient dénoncé un manque d’équité pour « des dizaines de policiers méritants ». ■

JÉRÔME TALPIN

Google Cloud



Gemini
Enterprise
au service de
l’innovation
française.

En France, Gemini Enterprise contribue à répondre à des défis propres à chaque secteur.

Automobile, musique, commerce : tous partagent la même ambition, améliorer les produits et les services proposés à leurs clients.

L'industrie fragilisée par les prix de l'énergie

Avec la reprise des hostilités et la poursuite du blocage du détroit d'Ormuz, certaines filières sont sous tension

Huit mois après le début du conflit au Moyen-Orient, le choc inflationniste sur les prix de l'énergie est bel et bien là. L'espoir d'un retour à la normale nourri avant l'été par l'annonce d'un accord-cadre de cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran a été de courte durée. Les hostilités, qui ont repris ces dernières semaines avec de nouvelles frappes dans la région, rendent les approvisionnements et le transit commercial dans le détroit d'Ormuz toujours très fragiles.

Les prix de l'énergie, eux, sont à la hausse. Le cours du baril de brent, la référence en Europe, a dépassé, le 9 septembre, la barre symbolique des 100 dollars (86 euros), contre 80 dollars à la mi-juin, après l'annonce de l'accord-cadre, et 70 dollars avant le conflit en février. De même, le

prix du gaz naturel est à son plus haut depuis 2023, autour de 75 euros le mégawattheure, contre 45 euros à la mi-juin et 30 euros en février.

Cette inflation a des effets sur les coûts de production de nombreuses industries en Europe, notamment en France. Certaines filières sont particulièrement touchées, comme la chimie et l'agriculture, très consommatri-

Le cours du baril de brent, la référence en Europe, a dépassé, le 9 septembre, la barre symbolique des 100 dollars

ces de gaz naturel. Dans les engrais azotés, le gaz ne sert pas seulement à produire de la chaleur, il apporte aussi l'hydrogène nécessaire à la fabrication d'ammoniac, la molécule de base des engrais. La hausse du prix du gaz augmente donc à la fois le coût énergétique global et celui de l'intrant chimique essentiel. La même logique frappe plusieurs filières chimiques qui utilisent du gaz pour fabriquer des produits intermédiaires.

Flambée des primes d'assurance
Même si l'on reste encore loin du pic de plus de 300 euros le mégawattheure atteint en 2022 après le début de la guerre en Ukraine, plusieurs économistes n'écarteront pas une hausse à prévoir de 100 à 150 euros le mégawattheure si les perturbations dans le détroit continuent durant l'hiver, alors que les stocks

de gaz en Europe sont à leur niveau le plus bas depuis dix ans.

Privés d'une partie de leurs approvisionnements en provenance du Moyen-Orient, obligés d'acheter à prix fort et avec des délais de livraison plus longs, auxquels s'ajoute la flambée des primes d'assurance pour risque de guerre, les sites pétrochimiques européens sonnent l'alarme. Le Conseil européen de l'industrie chimique a alerté durant l'été sur la dégradation des marges d'exploitation en Europe, en rappelant que le gaz naturel européen s'échange à des prix trois fois supérieurs à ceux pratiqués aux États-Unis.

En France, Polyvia, le syndicat de la plasturgie et des composites, a interpellé, dès la fin d'août, les candidats à la présidentielle, huit mois avant l'élection d'avril 2027, en soulignant que producteurs et transformateurs sont confrontés

Face à ce décrochage, les professionnels appellent à mettre en place des mesures de protection

à une crise d'ampleur, qui s'additionne à celle provoquée de longue date par la concurrence chinoise dans leurs secteurs. «*En dix ans, le déficit commercial de l'Union européenne avec le reste du monde sur les composants et produits en plastique a été multiplié par huit*», a précisé, le 28 août, l'organisme, ajoutant que, «*dans le même temps, la part de l'Europe dans la production mondiale de résines plastiques est passée de 22 % en 2006 à 12 % en 2024*».

Face à ce décrochage industriel, les professionnels appellent à mettre en place des mesures de protection, comme la préférence européenne dans la commande publique.

La crise déborde largement le cadre de la seule plasturgie : le blocage du détroit raréfie également l'hélium du Qatar, indispensable au refroidissement des appareils d'imagerie par résonance magnétique dans les hôpitaux et à la fabrication des semi-conducteurs, tout comme l'aluminium primaire en provenance des Emirats arabes unis et de Bahreïn, essentiels à l'aéronautique et au BTP.

Pour France Chimie aussi, «*des mesures efficaces sont toujours attendues pour sécuriser les filières*

stratégiques européennes», alors que la crise au Moyen-Orient est en train d'«*illustrer la fragilité des chaînes d'approvisionnement européennes*». «*Les conséquences sont insoutenables pour les engrais et la pétrochimie, les filières en aval (chimie fine, production de polymères) se retrouvent en grande difficulté, alors que les prix du gaz n'ont pas augmenté en Amérique du Nord et en Russie*», souligne la fédération des industriels du secteur.

Le gouvernement, qui a prolongé les aides pour le carburant mises en place en avril pour les routiers et les pêcheurs, a débloqué de nouveaux fonds durant l'été pour les agriculteurs. Pressé par les syndicats agricoles, il a ouvert en urgence, le 1^{er} août, un «*guichet engrais*» de 107 millions d'euros permettant aux agriculteurs de bénéficier, pour les commandes passées entre le 1^{er} juin et le 30 septembre, d'une aide plafonnée de 50 euros par tonne d'engrais azoté simple achetée, majorée de 20 euros pour les plus gros consommateurs.

La poursuite du conflit dans le golfe Persique agit donc comme un frein massif à l'ensemble de la croissance européenne, déjà atteinte par les surcapacités industrielles chinoises et les droits de douane imposés aux exportations par l'administration Trump. Au point que, pour la France, la Banque de France et l'Insee ont révisé à la baisse en septembre leurs prévisions de croissance pour la fin de l'année 2026, se rapprochant du seuil de stagnation, voire du risque de récession, selon certains économistes. ■

BASTIEN BONNEFOUS

PUBLICITÉ



Carrefour personnalise le parcours d'achat grâce à son assistant intelligent Hopla. Développé avec Gemini Enterprise, il utilise l'IA pour générer des listes de courses et suggérer des recettes.

Remplir son panier n'a jamais été aussi simple et rapide ! Cette expérience utilisateur intuitive aide chaque client à révéler le gourmet qui est en lui.

Carrefour

Valeo est à l'avant-garde de la conduite intelligente grâce à l'IA. Avec Gemini Enterprise, 9 000 ingénieurs augmentés accélèrent le développement, le test et le déploiement de technologies qui rendent la route plus propre et plus sûre.

Résultat : plus de temps pour l'innovation et des avancées décisives pour la sécurité, accessibles à tous, plus vite.



Valeo



Believe accélère la transformation de l'industrie musicale avec Gemini Enterprise. Ses 2 000 experts s'appuient sur l'IA pour affiner les stratégies marketing et optimiser les opérations.

Cette intelligence stratégique leur permet de faire une vraie différence pour les artistes, auteurs-compositeurs, labels et éditeurs de musique. Les aider à percer et à rayonner, partout, localement.

believe



PERTES & PROFITS | IA
PAR OLIVIER PINAUD

L'eldorado menacé des fabricants de puces

LE DÉBAT sur l'existence d'une bulle financière de l'intelligence artificielle (IA) n'est pas encore terminé, mais l'inquiétude grandit. L'appel lancé, samedi 12 septembre, par Dario Amodei, le patron d'Anthropic, soutenu par ses homologues d'OpenAI, Sam Altman, et de xAI, Elon Musk, à ralentir le développement des modèles d'IA les plus avancés, a provoqué une onde de choc pour les entreprises asiatiques de technologie, en particulier les fabricants de puces massivement utilisées dans les centres de données.

Lundi 14 septembre, à la Bourse de Séoul, l'action de Samsung Electronics a perdu près de 3 %, celle de son concurrent SK Hynix, plus de 5 %. A Tokyo, SoftBank, l'un des principaux investisseurs d'OpenAI, a chuté de 11 % : le japonais venait de contracter un prêt d'environ 12 milliards de dollars (10,4 milliards d'euros) pour renforcer encore un peu plus son investissement dans OpenAI.

Pour ces entreprises, les plans d'investissements des géants de l'IA, qui se chiffrent à plusieurs milliers de milliards de dollars au total, promettent des années d'activité et des retombées financières immenses, la demande entraînant une flambée des prix des composants. Mais cela les oblige aussi à investir eux-mêmes dans de nouvelles capacités de production. Si Anthropic, OpenAI et xAI font une pause dans leurs projets de développement, la belle histoire des fabricants de puces à laquelle de nombreux investisseurs

veulent croire risque de s'enrayer.

En Corée du Sud, la banque centrale s'inquiète de la situation. Le 10 septembre, dans son rapport sur la politique monétaire présenté au Parlement, elle a appelé à une surveillance accrue des produits financiers liés aux fabricants de puces.

Les risques de la spéculation

Ces derniers mois, des fonds d'investissement, comme l'américain Situational Awareness, qui a finalement perdu énormément d'argent dans ses paris sur l'IA, se sont massivement endettés pour acheter des actions de groupe, comme Hynix ou Samsung, ce qui avait provoqué une forte correction de la Bourse de Séoul en juillet, à la suite d'une vente brutale des positions.

Les investisseurs se ruent aussi, souvent en s'endettant, sur des fonds indiciels cotés (*exchange traded fund*, ETF) liés aux fabricants de puces coréens. Selon la Banque de Corée, la valeur des ETF cotés à Hongkong et indexés sur Samsung Electronics et SK Hynix a été multipliée par plus de vingt au cours du premier semestre. Elle a constaté, lors de la correction de juillet, une contagion sur un marché de cryptomonnaies. Ce n'est pas tant les pertes de ces investisseurs qui inquiètent le régulateur monétaire coréen, mais bien le risque que fait peser cette spéculation sur la stabilité financière et la croissance économique du pays, le véritable danger d'une bulle financière. ■

Les houthistes font planer une nouvelle menace sur l'économie

La mainmise des rebelles alliés à l'Iran sur le détroit de Bab Al-Mandab fait redouter une hausse des cours du pétrole et des prix du transport

Attaque d'oléoduc, contrôle du détroit de Bab Al-Mandab... Les alliés de l'Iran ciblent de nouvelles infrastructures vitales pour le commerce mondial au moment où la pression exercée par le blocus du détroit d'Ormuz, dans le golfe Persique, commençait à faiblir.

En quelques jours, les rebelles houthistes du Yémen ont pris le contrôle de la ville côtière de Moka et de plusieurs îles en mer Rouge, consolidant leur emprise sur le détroit de Bab Al-Mandab, le bras de mer situé entre la péninsule Arabique et l'Afrique, tandis que des drones provenant d'Irak ont endommagé, jeudi 10 septembre, l'oléoduc Est-Ouest en Arabie saoudite, entraînant, dès le lendemain vendredi, sa fermeture. Les conséquences ne sont pas seulement régionales mais mondiales, avec la crainte d'une hausse des cours du pétrole et des prix du transport maritime, alors que l'inflation est déjà élevée en Europe et aux Etats-Unis.

Le détroit de Bab Al-Mandab, qui signifie en arabe « porte des lamentations » à cause de ses courants et de ses vents qui rendent la navigation périlleuse et donnent bien des soucis aux marins, n'a jamais aussi bien porté son nom. En raison de cette prise de

contrôle des rebelles yéménites, des navires vont devoir rebrousser chemin et réaliser un long détour, notamment ceux qui doivent charger ou décharger des marchandises dans des ports saoudiens.

Le détroit est un point de passage obligé, avec le canal de Suez, sur la voie maritime la plus courte reliant l'Asie à l'Europe. Même si les rebelles affirment que la navigation y est « sûre » pour tous, sauf pour l'Arabie saoudite, il est difficile de savoir si les compagnies maritimes occidentales vont continuer à l'emprunter.

Un passage-clé

L'autre option consiste à contourner l'Afrique via le cap de Bonne-Espérance, un trajet plus long, d'au moins une dizaine de jours, donc plus coûteux. Entre 2023 et 2025, c'est la route qu'avaient empruntée les grandes compagnies, à l'instar de MSC, Maersk ou CMA CGM, après l'attaque d'un navire en novembre 2023. Les houthistes avaient pris d'assaut, par hélicoptère, ce cargo appartenant à un homme d'affaires israélien, avant de le conduire sur leurs côtes pour le couler en mai. Une opération justifiée par leur volonté de soutenir les Palestiniens.

D'après les données de la plateforme d'analyse et de suivi du tra-

Le détroit est un point de passage obligé sur la voie maritime la plus courte reliant l'Asie à l'Europe

fic maritime MarineTraffic, consultées par *Le Monde*, plusieurs porte-conteneurs de la compagnie Maersk, le *Maersk El Banco* et l'*Alva Maersk*, ont franchi le détroit entre le 7 et le 11 septembre, en pleine offensive des houthistes, en éteignant leurs transpondeurs, un système de navigation qui permet de suivre les navires. La compagnie française CMA CGM a pris le même risque. Son porte-conteneurs *CMA CGM Congo* a éteint son transpondeur, le 6 septembre, pour disparaître des écrans radars au moment de traverser le détroit, et réapparaître de l'autre côté, cinq jours plus tard.

Le *CMA CGM Mekong*, qui a quitté le port de Southampton (Royaume-Uni), le 1^{er} septembre, se trouvait dimanche 13 septembre en mer Rouge et s'apprête à traverser le détroit le 14 septembre, selon ses données de naviga-

tion. Maersk n'a pas répondu aux sollicitations du *Monde*, tandis que CMA CGM se contente d'affirmer qu'elle « *suit la situation avec la plus grande attention, notamment s'agissant de la sécurité des équipages* », sans donner plus de détails.

Ce détroit est devenu un passage-clé pour les échanges de la région depuis le blocage de celui d'Ormuz, en mars. Les porte-conteneurs en provenance d'Asie l'empruntent pour déposer leurs marchandises dans les ports saoudiens de la mer Rouge, lesquelles sont ensuite acheminées par voie terrestre vers les pays du golfe Persique.

Le détroit était aussi utilisé comme voie de substitution pour transporter le pétrole qui sort du royaume par l'oléoduc Est-Ouest reliant, sur 1 200 kilomètres, le gisement d'Abqaiq au port de Yanbou, sur la mer Rouge. Même si les autorités saoudiennes n'ont pas précisé à quelle date l'oléoduc pourrait être remis en service, sa réparation n'avait pris que quelques jours après une attaque similaire par un drone iranien, en avril.

Hausse du prix du baril

Une fois l'oléoduc réparé, « *l'Arabie saoudite peut-elle continuer à acheminer ses exportations de pétrole depuis la mer Rouge sans passer par Bab Al-Mandab ?* », s'interrogeait le cabinet d'analyse de données sur le commerce de matières premières Kpler, dans une note publiée en août. Le détroit faisait passer, à lui seul, 7 % de la production mondiale d'or noir en juin, selon Kpler, destinée en majorité à l'Asie.

La seule possibilité consiste à acheminer le pétrole saoudien par le nord, grâce à des pétroliers qui traversent le canal de Suez, ou par l'oléoduc Sumed, qui relie la mer Rouge à la mer Méditerranée. A eux deux, ils pourraient acheminer 3,5 millions de barils par jour, selon les calculs de Kpler, alors qu'entre 4 et 5 millions de barils sortaient quotidiennement de l'oléoduc, au moins jusqu'au 20 juillet, date à laquelle les houthistes ont déclaré un blocus naval total contre l'Arabie saoudite.

L'étau se resserre sur la région du golfe Persique, alors même que le blocus du détroit d'Ormuz par l'Iran commençait à montrer ses limites. Entre les voies de contournement terrestres et le passage de pétroliers sous escorte militaire américaine, les exportations d'hydrocarbures avaient commencé à reprendre.

Avec l'offensive des houthistes, le prix du baril de Brent, référence internationale, a progressé de 8 % en une semaine pour finir autour de 104 dollars (89 euros), vendredi. En Europe, notamment en France, le prix du carburant repart à la hausse. Aux Etats-Unis, le prix de 1 gallon de diesel a battu des records, début septembre, et l'inflation s'y maintient au niveau élevé de 3,4 %, en rythme annuel, alors qu'approchent les élections de mi-mandat américaines du 3 novembre.

Toutefois, Donald Trump, n'envisageait pas, samedi 12 septembre, une intervention militaire contre les rebelles houthistes, alors que les forces américaines sont déjà mobilisées sur le détroit d'Ormuz et contre l'Iran. « *Ils [les houthistes] préféreraient vraiment que nous ne soyons pas impliqués, et ils laissent passer la plupart des navires* [dans le détroit de Bab Al-Mandab] », a assuré le président des Etats-Unis depuis Dublin. ■

JULIEN BOUISSOU

L'Arabie saoudite ferme le pipeline qui lui sert à contourner Ormuz

Après des frappes de drones sur l'oléoduc Est-Ouest, le royaume voit ses deux principales voies d'exportation menacées

A Bagdad, les services du premier ministre ont confirmé que l'attaque provenait bien de leur territoire

Le royaume d'Arabie saoudite vient de perdre une infrastructure-clé pour acheminer son pétrole. Vendredi 11 septembre, le ministère de l'énergie saoudien a annoncé la fermeture temporaire, « *par précaution* », de l'oléoduc Est-Ouest, le Petroline, l'unique voie permettant à l'Arabie saoudite d'exporter son brut sans passer par le détroit d'Ormuz. La veille, des attaques de drones lancées par des factions pro-iraniennes en Irak ont touché plusieurs stations de pompage situées le long du tracé, faisant plusieurs blessés.

Riyad dit avoir choisi, « *à la demande du premier ministre irakien* », de « *ne pas réagir à ce stade* ». A Bagdad, les services du premier ministre ont confirmé que l'attaque, dénoncée par les autorités irakiennes, provenait bien de leur territoire.

Sur son flanc sud, l'Arabie saoudite est également ciblée par les rebelles houthistes du Yémen, soutenus par l'Iran, qui se sont emparés, jeudi 10 septembre, du détroit de Bab Al-Mandab, qui ferme aux pétroliers saoudiens la voie de sortie de la mer Rouge vers l'océan Indien.

L'oléoduc Est-Ouest achemine le pétrole sur 1 200 kilomètres à travers l'Arabie saoudite, depuis le gisement d'Abqaiq, dans le Golfe, jusqu'au port de Yanbou, situé sur la mer Rouge. L'oléoduc est enterré en moyenne à 1 ou 2 mètres sous le sol, et n'est donc pas facile à cibler par des drones ou des missiles. Ce n'est pas le cas des stations de pompage, situées en surface, tous les 100 à 150 kilomètres, afin de maintenir un flux constant et suffisamment élevé. Ce sont ces stations de pompage qui ont été visées, et touchées, le 10 septembre.

Une cible-clé

Avant la guerre déclenchée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran, le 28 février, ce pipeline acheminait 2,5 millions de barils par jour, dont une partie est exportée vers l'Europe et l'Asie. Précisément construit au début des années 1980 pour réduire la dépendance saoudienne au détroit d'Ormuz, il a permis à Riyad de continuer à exporter son brut, en 2026, en dépit de la paralysie imposée par l'Iran à ses exportations de l'autre côté de la péninsule Arabique. Les volumes sont cependant restés contraints par la capacité de traitement du terminal de Yanbou, qui s'élève à 7 millions de barils par jour – l'Arabie saoudite en produit 10 millions.

« *Son importance à la fois pour les flux d'exportations saoudiens et pour les marchés mondiaux de l'énergie – et donc pour l'économie mondiale – en fait une cible-clé* », note Neil Quilliam, spécialiste de la région au sein du cercle de réflexion britannique Chatham House. Cet oléoduc étant désormais hors service, le royaume ne dispose que de très peu d'options terrestres alternatives pour exporter des volumes comparables avec la même rapidité.

L'oléoduc étant désormais hors service, le royaume ne dispose que de très peu d'alternatives terrestres

dité. Les raffineries, elles, risquent de devoir puiser dans leurs stocks ou de se mettre totalement à l'arrêt.

Ces derniers mois, l'Arabie saoudite – ainsi que plusieurs autres pays amis des Etats-Unis – a été attaquée à plusieurs reprises par l'Iran et ses alliés régionaux, en représailles des bombardements de l'armée américaine. « *La menace est telle qu'en août, l'exportation des barils acheminés par le pipeline Est-Ouest est tombée à 2,4 millions par jour, contre 4 millions en juin et juillet* », détaille Homayoun Falakshahi, analyste auprès de la société Kpler, qui cartographie en temps réel les flux de pétrole et des matières premières dans le monde.

Pression simultanée

Les houthistes yéménites, soutenus par Téhéran, ont ainsi ouvert un nouveau front en juillet, avec l'objectif d'asphyxier le royaume saoudien, allié des forces gouvernementales yéménites. Les rebelles visent ses pétroliers en mer Rouge ainsi que ses infrastructures pétrolières, dont ses raffineries. Une riposte, disent-ils, au blocus maritime et aérien que Riyad leur impose depuis son intervention militaire au Yémen, en 2015 – « *un blocus pour un blocus* ».

L'Arabie saoudite vit également son pire revers militaire depuis une décennie. Les forces gouvernementales yéménites, soutenues par Riyad, ont perdu l'accès au détroit de Bab Al-Mandab, par lequel transitent les barils expédiés vers l'Asie, la région du monde la plus gourmande en énergie, depuis le port de Yanbou. Les houthistes contrôlent désormais toute la bande côtière le long de la mer Rouge. De là, ils peuvent recourir à des missiles de courte portée et à une part bien plus large de leur arsenal. Les deux principales voies d'exportation saoudiennes, Ormuz et Bab Al-Mandab, se retrouvent ainsi sous la pression simultanée de l'axe pro-iranien.

« *L'effet immédiat sera probablement une hausse des coûts de transport, des primes d'assurance plus élevées et une volatilité accrue sur les marchés de l'énergie* », explique ainsi Neil Quilliam. L'attaque de l'oléoduc Est-Ouest risque d'accroître encore un peu plus la pression sur le transport maritime comme sur les infrastructures énergétiques alors que l'Arabie saoudite fournit 4 % de la demande mondiale de pétrole.

« *A plus long terme, l'effet sera une hausse des prix du pétrole si les tradeurs concluent que les routes d'exportation saoudiennes deviennent moins sûres* », détaille le spécialiste de Chatham House jeudi 10 septembre, les cours du pétrole ont atteint leur plus haut niveau depuis mai, franchissant à nouveau le seuil symbolique des 100 dollars le baril de Brent (159 litres), finissant la semaine aux alentours de 104 dollars (89,67 euros). ■

FANNY ARLANDIS



© Bruno Levy | Divergence



PRIX LITTÉRAIRE
Polina Panassenko
Lauréate du prix littéraire *Le Monde* 2026
À voix haute (Éditions de l'Olivier)

LES PRÉCÉDENTS LAURÉATS

2025 | *La Maison vide*, de Laurent Mauvignier (Minuit) • 2024 | *L'Agrafe*, de Maryline Desbiolles (éd. Sabine Wespieser) • 2023 | *Triste tigre*, de Neige Sinno (P.O.L.) • 2022 | *Attaquer la terre et le soleil*, de Mathieu Bezezi (Le Tripode) • 2021 | *Jacqueline Jacqueline*, de Jean-Claude Grumberg (Seuil) • 2020 | *Elle a menti pour les ailes*, de Francesca Serra (éd. Anne Carrière) • 2019 | *Une bête au paradis*, de Cécile Coulon (L'Iconoclaste) • 2018 | *A son image*, de Jérôme Ferrari (Actes Sud) • 2017 | *L'Art de perdre*, d'Alice Zeniter (Flammarion) • 2016 | *Laëtitia ou la Fin des hommes*, d'Ivan Jablonka (Seuil) • 2015 | *Ce cœur changeant*, d'Agnès Desarthe (L'Olivier) • 2014 | *Le Royaume*, d'Emmanuel Carrère (P.O.L.) • 2013 | *Heureux les heureux*, de Yasmina Reza (Flammarion)

Le Monde

Crainte d’une hausse des prix des fruits et légumes

La sécheresse a mis à mal les récoltes des agriculteurs. Dans l’agroalimentaire, les coûts ont explosé

Des rayons de salades en sachet vides, des panneaux « *en rupture* » ajoutés du côté des fruits et légumes, des campagnes d’opérations promotionnelles sur les tomates annulées dans les magasins U... Les conséquences de la sécheresse causée par le réchauffement climatique sont perceptibles depuis plusieurs semaines dans les supermarchés français. Si leurs conséquences précises ne seront connues qu’à la fin des récoltes de chaque culture, les canicules et le manque d’eau ont provoqué une chute importante de la production végétale. Fin juillet, selon la filière des fruits et légumes, la récolte de tomates était donnée en recul de 25 %, alors que l’épisode de sécheresse n’était pas terminé. Les pertes en salades étaient estimées entre 30 % et 50 % dans certains bassins, en carottes d’au moins 20 % et en brocolis de 40 % à 70 %.

L’été a aussi mis sous tension les producteurs de maïs, qui s’attendent à plus de 35 % de rendements perdus, et les éleveurs, confrontés au manque de fourrage pour les animaux. A court terme, c’est la situation économique de dizaines d’exploitations qui est fragilisée. Face à cette situation exceptionnelle, le gouvernement a annoncé un plan de soutien de 1 milliard d’euros, mais les acteurs du monde agricole ont appelé à une solidarité plus large : depuis les industriels qui achètent leur production en passant par la grande distribution et, en bout de chaîne, par le consommateur. « *L’agriculture française a besoin que le consommateur l’appuie* », a lancé le président de la Fédération nationale des syndicats d’exploitants agricoles (FNSEA), Arnaud Rousseau, le 2 septembre, à Paris, lors de sa conférence de presse de rentrée. En ligne de mire, la question d’une hausse des prix pour permettre à l’écosystème agricole d’amortir la crise.

Pour l’heure, à l’exception de « *tensions* » sur les prix des salades, des tomates, des poireaux et des concombres, il n’y a pas « *d’envolée des prix dans les rayons de façon générale* », constate le ministère de l’agriculture. Le calendrier des négociations commerciales, qui fixent les prix pour l’année, a en effet été établi avant la sécheresse et les vagues de chaleur. La grande distribution as-

Les représentants des enseignes ont sensibilisé les consommateurs à la présence de fruits et légumes plus petits

sure faire rempart à tout dérapage des étiquettes.

La réponse des grandes surfaces a été, dans un premier temps, d’accompagner les aléas de récolte des agriculteurs. Dès la fin du mois d’août, plusieurs enseignes de la grande distribution, comme Carrefour, Coopérative U et Intermarché-Netto, ont annoncé un assouplissement de leurs cahiers des charges pour permettre d’écouler des produits ne correspondant pas aux calibres standards, mais aussi un règlement plus rapide des commandes pour soulager les trésoreries des agriculteurs. Tour à tour ces derniers jours, les patrons et représentants des enseignes ont défilé sur les plateaux de télévision et les radios pour sensibiliser les consommateurs à la présence de fruits et légumes plus petits ou moins beaux sur leurs étals.

Pression des industriels

Mais la grande distribution est mise sous pression par les industriels de l’agro-alimentaire qui, eux, transforment les denrées agricoles. La FNSEA et la Coopération agricole, la fédération des coopératives agricoles, agroalimentaires, agro-industrielles et forestières françaises, ont demandé la réouverture anticipée des négociations commerciales. « *Il faut que les acteurs économiques se remettent autour de la table, les finances publiques ne peuvent pas être les seuls amortisseurs* », estime Jean-Luc Duval, président de la Coopération agricole.

Près de la moitié des 110 adhérents de l’Institut de liaisons des entreprises de consommation (ILEC) ont envoyé « *une demande de deuxième tarif ou prévoient de le faire* », constate Nicolas Facon, président-directeur général du syndicat patronal, qui compte parmi ses membres Herta, Danone, Panzani, Heineken ou Coca-Cola. « *Pour le moment, la distribution refuse toute hausse*, déplore-t-il. *Pire en-*



Un épi de maïs, dans un champ de Bazordan (Hautes-Pyrénées), le 26 août. VALENTINE CHAPUIS/AFP

core, depuis avril, ils nous demandent même des baisses. »

Les industriels rappellent avoir encaissé depuis six mois deux chocs sur leurs coûts de production : la guerre en Iran, qui se prolonge, puis les épisodes de sécheresse et de canicules. Ils ont supporté « *plus de 10 % de hausse du coût des emballages plastiques* [en raison de la hausse des prix du pétrole] *qui servent notamment pour les barquettes et les films de protection, entre 15 % et 20 % pour l’aluminium, et plus de 10 % pour le carton* », égrène M. Facon.

« *L’inflation a été jugulée, mais au prix d’une absorption par le monde économique de la hausse des coûts* », estime Jean-François Loiseau, président de l’Association nationale des industries alimentaires, qui représente les intérêts de 23 000 entreprises de l’agroalimentaire françaises.

« *Le bond de 30 % des frais de transport pour livrer nos clients représente 1 % du chiffre d’affaires des PME* [petites et moyennes entreprises], *c’est colossal* », fait remar-

quer Léonard Prunier, président de la Fédération des entreprises et entrepreneurs de France, qui représente 22 000 PME et entreprises de taille intermédiaire fabriquant les produits de consommation du quotidien. Il s’inquiète pour l’avenir du tissu industriel français, alors que, « *pour la première fois, en 2025, les PME ont détruit de l’emploi, et, parmi nos 1100 adhérents, une vingtaine d’entreprises sont en redressement judiciaire depuis le début de l’année* ».

Pas de valse des étiquettes

Faute de légumes disponibles ou à cause des restrictions d’eau, certains fabricants, comme Bonduelle ou Altho (chips Brets), ont mis à l’arrêt durant l’été certaines de leurs lignes de production. « *Mais les coûts de ces usines sont toujours là* », précise M. Facon. D’autant que les industriels n’avaient pas réussi à répercuter la revalorisation de leurs charges lors des dernières révisions tarifaires annuelles. Celles-ci s’étaient soldées par une hausse moyenne

Les industriels rappellent avoir encaissé depuis six mois deux chocs sur leurs coûts de production

des tarifs de 0,05 %, selon l’Observatoire des négociations commerciales. « *Et face à cette situation très préoccupante, le gouvernement est aux abonnés absents* », alerte le patron de l’ILEC.

Hors de question cependant pour les distributeurs de céder. Tous ont martelé un même message dans les médias : il n’y a pas de valse des prix pour le moment dans leurs rayons. « *On prend sur nos marges* », explique un porte-parole de Carrefour. L’inflation des produits de grande consommation a été nulle, pour le deuxième mois d’affilée, selon les mesures prises à la sortie des caisses par le

cabinet Circana, et publiées le 24 août. Celle chiffrée par l’Institut national de la statistique et des études économiques est de 2,4 % sur un an en août, car elle intègre l’accélération des prix de l’énergie.

Mais tous préparent le terrain à de futures hausses de prix. Le 4 septembre, Michel-Edouard Leclerc, président du comité stratégique des centres E.Leclerc, a prévenu, sur LCI, que les prix du lait et de la viande pourraient augmenter en raison de la hausse des coûts de production liée à l’achat de fourrages pour les animaux. Thierry Cotillard, président du Groupement Mousquetaires, a affirmé, sur BFM-TV le 1^{er} septembre, qu’il n’y aurait « *pas d’inflation jusqu’au mois de mars 2027* », date à laquelle s’appliqueront les tarifs annuels, qui seront négociés entre le 1^{er} décembre 2026 et le 28 février 2027. Les prix risquent de déraiper juste avant l’élection présidentielle, dont le premier tour se tiendra le 18 avril. ■

CÉCILE PRUDHOMME
ET MANON RESCAN

« L’Infiltré », média d’extrême droite, cible politiques et journalistes

Le nouvel hebdomadaire en ligne, qui sera lancé le 29 septembre, pourra compter sur le soutien des médias du groupe Bolloré

Des journalistes, des politiques et des fonctionnaires découvriront-ils tous les mardis soir qu’ils ont été espionnés ? A sept mois de l’élection présidentielle, le groupe Bolloré poursuit son offensive médiatico-politique, épaulant le média d’extrême droite *Frontières* pour le lancement, le 29 septembre, d’un nouvel hebdomadaire en ligne dont les méthodes promettent d’être agressives.

L’opération passe par Lagardère News, dans son giron et propriétaire du *Journal du dimanche* (JDD), qui vient d’acquérir 25 % de la société éditrice de *Frontières*, Artefakt. Les discussions, démarrées fin 2025, n’étaient pas que financières. Elles portaient aussi sur la création de nouveaux projets, en particulier ce journal en ligne, qui affirme être, sur la forme, « *inspiré du Canard enchaîné* » : huit pages, qui seront diffusées sur abonnement le mardi à 20 heures, « *sans le côté satirique et sans les dessins, mais avec entre 20 et 30 infos* », as-

sure au *Monde* Erik Tegnér, fondateur en 2024 de *Frontières*.

Agé de 32 ans, cet ex-membre du parti Les Républicains, exclu en 2019 pour sa proximité avec Marion Maréchal, restera le premier actionnaire d’Artefakt. Son pourcentage de participation, aux côtés de Lagardère News, n’est toutefois pas dévoilé, ni celui de son associé Gérauld Verny, député Union des droites pour la République des Bouches-du-Rhône.

Frontières était jusqu’ici connu comme un site et une revue papier trimestrielle, tirée à une trentaine de milliers d’exemplaires, revendant une ligne anti-immigration et identitaire. Depuis février, la titre apparaît presque quotidiennement sur la chaîne du groupe Bolloré CNews, avec l’émission « 100 % *Frontières* », dans la case laissée vacante par le départ de Jean-Marc Morandini.

La ligne éditoriale de la prochaine publication ne laisse guère de place au doute. *L’Infiltré*, dont le rédacteur en chef est Jules Torres,

qui cumule ce poste avec ceux de journaliste au JDD et de chroniqueur sur CNews et Europe 1, est une nouvelle machine de guerre idéologique. « *Nous concentrerons d’abord nos investigations sur le bloc central, au pouvoir* », poursuit Erik Tegnér.

Limites repoussées

La France insoumise devrait aussi être visée. Quant aux méthodes employées, les limites pourraient être repoussées à l’extrême. « *On peut savoir beaucoup de choses sur un homme politique dans le monde de la transparence* », menace Erik Tegnér, qui dit se référer à « *la presse anglo-saxonne* ». Même la vie privée pourrait être fouillée. « *Si une personnalité met en avant sa vie publique à travers un message qui est faux, c’est une certitude que nous ne nous empêcherons pas de publier l’information* », ajoute-t-il.

Un budget, au montant confidentiel, est provisionné pour d’éventuels procès. En juin, Erik

Tegnér a déjà été condamné, en première instance, à six mois de prison avec sursis – il a fait appel – pour avoir divulgué, dans un hors-série de *Frontières*, des données personnelles d’avocats spécialisés en droit des étrangers.

Alors qu’en 2025, une autre publication, *L’Incorrect*, avait filmé dans un café à leur insu les éditorialistes Thomas Legrand et Patrick Cohen discutant avec deux responsables du Parti socialiste, les journalistes sont les autres cibles annoncées de *L’Infiltré*. Avec une prédilection pour ceux de l’audiovisuel public, y compris les rédacteurs à l’échelon les plus bas. Le président d’Artefakt prétend que « *les médias de gauche* [les] appellent régulièrement pour [les] interroger sur [leurs] stagiaires, [leurs] alternants, [leurs] rédacteurs », afin de vérifier un passé trouble ou des méfaits éventuels. « *Nous enquêterons nous aussi sur des journalistes* ». Le directeur général de Reporters sans frontières, Thibaut Bruttin, dénonce déjà

« *une désastreuse logique de médias antimédias* ».

Frontières n’en est pas à sa première « infiltration » : fin janvier 2025, deux de ses collaborateurs s’étaient déjà introduits dans les locaux de l’Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) pour interroger, avec une caméra cachée, son président Martin Ajdari sur la fermeture de C8. Jules Torres a donné le ton, lundi 7 septembre sur le plateau de CNews à propos de ses informateurs, recrutés dans les entreprises, les médias, les administrations... « *S’il y a un infiltré, ça veut dire qu’il y a des infiltrés* », a-t-il affirmé avant d’appeler « *tous les infiltrés de France* » à le « *rejoindre* » : « *Parlez-nous*. »

« *Je ne compare pas Frontières avec Le Canard enchaîné, estime pour sa part l’historien des médias Patrick Eveno, mais avec la tradition de la presse d’extrême droite depuis la fin du XIX^e siècle d’“enquêtes” qui, dans une volonté de déstabilisation idéologique, dévoil-*

lent les secrets que l’on chercherait à masquer. C’était le cas aussi de l’hebdomadaire Minute dans les années 1970, dont les affirmations n’étaient toutefois pas reprises par la presse grand public. » Celles de *L’Infiltré* pourront, au contraire, compter sur une forte puissance de relais : les réseaux sociaux de *Frontières*, dont le compte YouTube affiche 577 000 abonnés, et surtout CNews où, depuis le 6 septembre, les téléspectateurs ont été invités à s’abonner à la nouvelle publication.

L’infiltré n’est pas le seul projet que vise l’entrée de Lagardère News dans le capital de *Frontières*. Autre objectif : fonder des médias locaux, avec le soutien de chefs d’entreprise prospectés. Dans un premier temps, *Frontières* et le groupe Bolloré espèrent, avant janvier 2027, lancer deux nouveaux médias dans des régions encore non connues. Ces titres doivent notamment cibler localement le monde de la culture. ■

MICHAËL MOREAU

BYTOM, KATOWICE (POLOGNE) -
envoyée spéciale

C'est un centre d'escalade qu'on n'attend pas à Bytom, une ville de 145 000 habitants dans l'agglomération de Katowice, capitale de la Silésie, dans le sud de la Pologne. Devant ce qui était autrefois la chaufferie de la mine de charbon de Rozbark, les cliquetis des mousquetons résonnent depuis 2021. Des grimpeurs s'entraînent en cette journée de juin sur le plus grand mur d'escalade sportif de Pologne. « Il est même possible de suivre une classe spéciale escalade à l'école », s'enorgueillit Dobromir Bujak, président du club de sport Skarpa Bytom.

Les alentours de ce complexe sportif n'ont pas toujours été si fringants. Lorsqu'elle a fermé, en 2004, après cent trente ans d'exploitation, la mine de Rozbark a laissé des milliers d'employés et leurs proches sur le carreau. « Ce n'était pas qu'un lieu de travail : la vie des familles de mineurs tournait entièrement autour de la mine », rappelle le quinquagénaire aux yeux clairs, qui se réjouit que ces derniers se réunissent toujours dans les anciens vestiaires, transformés en salles de réunion et en musée. Derrière la même façade de brique, un restaurant au look postindustriel propose des mets régionaux. A quelques mètres de là, le hall d'entrée de la mine a été transformé en théâtre et en chambres d'hôte.

Un peu plus au nord de Bytom, sur les terrains de l'ancienne mine des Insurgés silésiens – un nom donné en hommage aux combattants polonais qui se sont soulevés entre 1919 et 1921 pour rattacher la Haute-Silésie à la Pologne, après la première guerre mondiale –, où une entreprise privée extrait toujours en sous-sol, des usines de luminaires ou encore des portes de garage sont déjà sorties de terre, dans ce qui est devenu la zone économique spéciale de Katowice. C'est également là que le fabricant polonais d'emballages Grembox construit son second site de production, éloigné d'une quinzaine de kilomètres de Ruda Slaska, où l'entreprise produit actuellement des emballages en carton ondulé.

Le prix compétitif des parcelles attribuées par la mairie, la disponibilité immédiate du terrain, une « localisation parfaite, proche de l'autoroute », mais aussi un vivier de « main-d'œuvre qualifiée, issue des anciennes mines de charbon », sont autant d'atouts qui ont séduit les propriétaires, vante Krzysztof Migocki, le directeur financier de la société.

L'avenir qui se dessine autour de la mine de Bobrek, dans l'ouest de la ville de Bytom, qui a fermé au 1^{er} janvier, s'annonce lui aussi industriel. « Nous sommes en discussion avec plusieurs investisseurs intéressés par le long embranchement particulier [une voie ferrée] en bon état », assure Michal Bieda, le vice-maire de Bytom. Il est également question de mettre à profit la chaleur des eaux souterraines de Bobrek pour alimenter le réseau de chauffage urbain municipal.

« Il n'y aura pas de catastrophe sociale », promet l'édile, soulignant que la compagnie Weglókoks Kraj, détenue par le Trésor public polonais, n'employait plus que 1 800 mineurs à Bobrek. Ces derniers œuvreront à la liquidation de la mine dans les quatre prochaines années, à moins



Le Musée de Silésie, installé dans les locaux de l'ancienne mine de charbon de Katowice (Pologne), le 10 mai 2024. KASIA STREK POUR « LE MONDE »

PLEIN CADRE

En Pologne, la fin du charbon redessine la Silésie

Le principal bassin minier du pays accélère sa reconversion. La fermeture des puits reste socialement sensible, mais la région, qui est la deuxième la plus riche, bénéficie désormais d'une économie plus diversifiée et des fonds européens

qu'ils n'aient opté pour un départ à la retraite anticipé, un chèque de 40 000 euros d'indemnités (à condition de quitter définitivement le travail à la mine), ou un emploi dans les autres mines de la région.

Contexte plus serein

La cessation d'activité à Bobrek n'était pourtant pas prévue avant 2040, selon le calendrier de fermeture des mines de charbon élaboré en 2021 par les nationaux-conservateurs du parti Droit et justice (PiS), alors au gouvernement. En mars 2024, une violente secousse souterraine, coûtant la vie à un mineur, a précipité la fin de cette mine. Si le planning n'est pas revu d'ici là, la dernière entité minière de la quinzaine de sites listés dans le pays devrait tirer le rideau en 2049.

« Il n'était techniquement plus possible de poursuivre l'extraction du charbon dans la mine de Bobrek, fortement exploitée », explique Magdalena Chawula, directrice du programme Gens, villes, régions au sein de Forum Energii, un groupe de réflexion sur la transition énergétique basé à Varso-

vie. L'experte estime que d'autres mines pourraient fermer avant la date initialement prévue. Il faut dire que la place du charbon dans le mix énergétique polonais a chuté en moins d'une décennie. En 2019, houille et lignite généraient 74 % de l'électricité en Pologne, d'après les chiffres de Forum Energii. En 2025, ces deux types de charbon n'y contribueraient plus qu'à hauteur de 52 %.

L'épuisement des gisements polonais impliquant de creuser toujours plus profondément (jusqu'à 1 250 mètres de profondeur, avec des températures frôlant 30 °C, même avec un système de refroidissement) a augmenté les risques et les coûts, tout comme l'envolée du prix des émissions carbone sur le marché commun Emissions Trading System (ETS), le système européen fixant un prix sur la pollution au CO₂ pour inciter les entreprises à moins émettre. L'essor des énergies renouvelables (photovoltaïque et solaire), dont la part dans la production d'électricité est passée de 15 % à 31 % entre 2019 et 2025, a également contribué à rendre l'or noir polonais de plus en plus caduc.

Si les stigmates des exploitations minières ayant brutalement et massivement fermé dans les années 1990 et 2000 – suivant le passage à l'économie de marché et les réformes de la « thérapie de choc » qui l'ont accompagné – sont encore bien visibles à Bytom, qui a compté jusqu'à sept grandes mines de charbon, les actuelles fermetures se déroulent dans un contexte économique plus serein.

D'abord parce que la Pologne

s'est considérablement enrichie. Le pays, qui a rejoint l'Union européenne en 2004, représente aujourd'hui la sixième économie de l'UE. La Silésie, où sont concentrés les gisements, est la deuxième région du pays en produit intérieur brut, après celle de la capitale, Varsovie. Entre 2000 et 2018, la part des mines et carrières dans la valeur ajoutée industrielle de la région est passée d'environ 24,4 % à 16,3 %, tandis que celle de l'industrie manufacturière est montée de 46 % à 56,2 % : l'industrie extractive par des usines produisant des biens manufacturés, en particulier automobile. Le taux de chômage, qui s'élevait à 17 % en 2003 dans la région, ne dépassait pas en moyenne 5 % en 2026. A Bytom, en revanche, il se maintient à 11 %. La ville a perdu plus de 80 000 résidents entre 1995 et 2025.

« Après avoir connu une violente vague de transformations dans les années 2000, la Silésie a veillé à diversifier son économie, s'éloignant de la mono-industrie. C'est également une région fortement urbanisée, et les possibilités de reconversion y sont nombreuses », juge Magdalena Chawula. La région, puissance industrielle, a également engagé sa mue vers le secteur tertiaire. Les subsides de l'UE y affluent, notamment ceux du fonds de transition juste, dont la Pologne est la plus grande bénéficiaire, avec 3,85 milliards sur les presque 20 milliards d'euros versés aux régions minières en reconversion d'ici à 2027.

Le secteur minier, fortement syndiqué, et subventionné par Varsovie, dispose en outre de so-

Entre 2000 et 2018, la part des mines et carrières dans la valeur ajoutée industrielle de la région est passée d'environ 24,4 % à 16,3 %

lides filets sociaux à l'heure où les mineurs doivent tirer leur révérence. Leur nombre s'est considérablement réduit à l'échelle du pays, passant de 120 000 en 2007 à moins de 70 000 aujourd'hui. En 1989, à la veille de la chute du communisme, ils étaient 400 000.

Enfin, en vertu d'une loi entrée en vigueur au 1^{er} janvier, la structure étatique pilotant jusque-là les liquidations de mines a passé la main aux groupes miniers qui gèrent, localement, avec les collectivités, les travaux et ouvriers requis par les fermetures. « Avant, on réfléchissait après coup aux nouveaux usages ; désormais, on y réfléchit en amont », se réjouit l'élus Michal Bieda.

Manifestations

Il n'empêche, dans des localités plus petites et moins bien armées, ces pertes d'emplois, même amorties du mieux possible, sont loin d'être négligeables. Ainsi, plusieurs centaines de mineurs à Ruda Slaska (128 000 habitants) se sont opposés, lors

d'une manifestation en mars, à la fusion de la mine de charbon métallurgique de Bielszowice avec sa voisine, celle de Halemba, effective depuis 1^{er} juillet.

A Katowice, quelques dizaines de mineurs, sur les 800 que comptait la mine de Wujek, ont également manifesté, fin août, contre les conditions de la liquidation de leur mine, démarrée en avril, et qui avait fusionné, en 2021, avec celle de Murcki-Staszic. Ce site historique appartient au plus grand groupe minier européen, PGG, propriété du Trésor public polonais, ayant accusé 5 milliards de zlotys (1,15 milliard d'euros) de pertes en 2025. Dans son costume bleu marine, Tomasz Duda, directeur de Wujek, l'avoue sans ambages : « L'extraction minière n'est plus rentable en Pologne. »

Cet ancien contremaître à la mine, inspiré par l'exemple de certains pays européens, verrait bien un centre d'études spatiales s'installer dans les sous-sols de Wujek, pour des tests dans des conditions se rapprochant de celles de l'espace. « Ce n'est pas du tout de la science-fiction. Il n'y a pas de lumière naturelle, et la place est restreinte », avance le quinquagénaire. Comme pour lui donner raison, le ministre des finances, Andrzej Domanski, déclarait, lors d'un passage à Katowice, début août, qu'un « centre de développement de technologies spatiales pourrait être créé ici », alors que le secteur spatial polonais, aux ambitions de plus en plus marquées, devrait investir le tissu industriel silésien. ■

HÉLÈNE BIENVENU

La France se décide à protéger le grand tétras

Le gallinacé, qui vit dans les Pyrénées, mais peine à survivre dans les Vosges, vient d’être soustrait à la chasse

Avec ses 4,5 kilos, son plumage noir aux reflets brillants et son élégant sourcil rouge, le grand tétras mâle, le plus gros oiseau des forêts françaises, ne passe pas inaperçu. Plus discrète, la femelle, au plumage roux piqueté de blanc et noir, peut se permettre de nicher au sol. Cependant, l’un et l’autre sont rarement observés tant leur population a diminué au cours des dernières décennies. Une tendance que la France peine à enrayer.

Ainsi, les opérations de réintroduction lancées en 2024 dans les Vosges ont brusquement été stoppées à l’été 2026, a fait savoir le ministère de la transition écologique quelques jours avant d’annoncer, mardi 8 septembre, l’inscription du grand tétras sur la liste des espèces protégées en France. Deux mesures en apparence contradictoires, qui soulèvent des interrogations sur l’avenir du majestueux gallinacé dans les massifs français. «*A l’échelle des Vosges, c’est une déception, le grand tétras va sûrement disparaître, reconnaît le ministère. Mais, en contrepartie, nous protégeons cette espèce à l’échelle de la France.*»

Le grand tétras, connu pour ses parades nuptiales sonores agrémentées de roues, est un animal fragile et farouche. Autrefois abondant dans les Vosges, il ne se laisse plus voir que dans le massif du Jura, où l’on comptait quelque 280 individus en 2020, mais aussi dans les Pyrénées, où la population comptait 1315 grands coqs de bruyère en 2025. Dans les Vosges, persistaient moins de dix oiseaux en 2024, au moment où a été lancé un programme de renforcement de la population. Il s’agissait d’aller capturer des oiseaux en Norvège, où la population est abondante, pour les relâcher dans les forêts vosgiennes.

Ce programme, d’un coût d’environ 200 000 euros par an, doit durer jusqu’en 2029. Mais il a été réduit à sa portion congrue, puisque, après trois lâchers aux résultats médiocres, le gouvernement a décidé de mettre fin à l’introduction de nouveaux oiseaux. Seule la surveillance des bêtes encore vivantes sera maintenue. L’information a fuité dans la presse fin août, mais la décision avait déjà été transmise au préfet en mai, mettant fin à un conflit local très polarisé entre le parc naturel régional (PNR) des Ballons des



Un grand tétras mâle en captivité, au parc animalier de Sainte-Croix, à Rhodes (Moselle), le 18 avril 2023. MARTIN LELIÈVRE/AFP

«**C’est une espèce parapluie, en la protégeant, on protège tout le cortège du vivant**»

ALLAIN BOUGRAIN-DUBOURG
président de la Ligue pour la protection des oiseaux

Vosges, maître d’œuvre du projet, et des associations locales de protection de l’environnement.

Ces dernières contestent un programme inadapté et ne permettant pas aux oiseaux réintroduits de survivre. De fait, sur trois lâchers aboutissant à un total de trente-trois oiseaux importés de Norvège, seulement quinze à seize individus sont vivants. Quatre jeunes oiseaux ont également été observés par des caméras à l’été, marquant le succès d’au moins une reproduction. Au total, une vingtaine de volatiles d’origine norvégienne continuent de parcourir la réserve naturelle du massif du Grand Ventron.

Cueillettes clandestines
«*C’est le terme d’un combat de trois ans qui n’a pas été facile*», concède Dominique Humbert-Beretti, président de SOS Massif des Vosges, l’une des associations qui avaient tenté de mettre un terme au programme en saisissant la justice. Le PNR n’a pas souhaité s’exprimer. Le naturaliste accuse depuis trois ans ses ges-

tionnaires de s’obstiner à mener ce projet pour des raisons de communication, dans l’espoir d’obtenir le renouvellement de son agrément de parc naturel régional, et ce malgré les avis négatifs des conseils national et régional de protection de la nature.

Leur premier argument est la question des «*pressions anthropiques*» : la survie des tétras est incompatible avec la très forte augmentation de la fréquentation du PNR tout au long de l’année, le développement du tourisme en toute saison et l’artificialisation du massif avec des projets de

via ferrata, tyrolienne, etc. Outre le stress que leur procure la présence humaine, beaucoup d’oiseaux meurent lors de collisions avec des lignes à haute tension, des câbles de remontées mécaniques ou des clôtures.

La nuit, les Vosges sont le théâtre d’une activité de cueillette clandestine, en particulier la myrtille, dont se nourrissent les grands tétras, de camps survivalistes et de courses de quad. Autant d’éléments qui troublent la quiétude nécessaire à ces oiseaux. «*Depuis l’épidémie de Covid-19, les humains pénètrent de plus en plus loin dans le massif*», confirme Alain Salvi, président du Conservatoire d’espaces naturels de Lorraine. *C’est un îlot au milieu de grandes zones urbanisées. Le PNR hérite d’un territoire compliqué et doit essayer de concilier les usages.*»

L’autre argument phare est celui du réchauffement climatique. Il y a «*une incertitude forte sur les capacités d’adaptation aux conséquences attendues du dérèglement climatique pour cette espèce dite “boréale”, qui a des préférences*

écologiques assez strictes et une niche climatique étroite», soulignait le Conseil national de la protection de la nature (CNP). «*Pas question de s’acharner à assurer la perpétuation d’une espèce coûte que coûte dans un environnement qui ne lui est plus favorable*», tranche le ministère.

Ces arguments sont, en grande partie, contestés par sept spécialistes des grands tétras, tout comme l’association pyrénéenne Nature Comminges, qui, le 9 septembre, ont envoyé deux lettres à la ministre de la transition écologique et de la biodiversité, Monique Barbut, pour la convaincre de ne pas stopper le programme. Les scientifiques soulignent que des efforts ont été faits pour préserver la paix des oiseaux et devraient être poursuivis. Certes, des «*zones de quiétude*» ont été délimitées par des banderoles, mais trop peu d’agents les font respecter, estime de son côté Alain Salvi.

Les chercheurs arguent par ailleurs qu’«*aucune étude n’a révélé de rôle direct [des changements climatiques à venir]*» et

que «*plusieurs populations de grand tétras survivent à des latitudes bien plus méridionales que les Vosges*», comme en Espagne ou au Monténégro. Pour eux, les points d’amélioration sont plutôt à aller chercher dans le renouvellement génétique de la population et la réduction de la prédation, la plupart des oiseaux venus de Norvège ayant probablement été mangés par des martres des pins.

Réduction de la prédation
Pour l’association Nature Comminges, basée en Haute-Garonne, l’enjeu est double car cette réintroduction avortée dans les Vosges pourrait mettre en péril de futurs programmes de translocation dans les Pyrénées à partir des populations espagnoles.

Car au-delà de l’enjeu local, c’est bien la persistance du grand tétras en France qui est en jeu. Son inscription sur la liste des espèces protégées en France, qu’aucune autre espèce n’avait réussi à intégrer depuis 2009, lui assure de ne plus être la proie des chasseurs. Comble du paradoxe pour cette espèce si fragile : sa chasse était déjà interdite dans les Vosges et dans le Jura, mais elle était seulement suspendue par un moratoire dans les Pyrénées depuis 2022. Si le massif méridional concentre 80 % des grands tétras français, on y observe un déclin d’environ 2 % de la population par an.

«*J’ai du mal à me soumettre au constat d’échec*, analyse Allain Bougrain-Dubourg, président de la Ligue pour la protection des oiseaux. *C’est une espèce parapluie, en la protégeant, on protège tout le cortège du vivant.*» Mais pour y parvenir, encore faut-il une bonne coordination des acteurs sur le terrain, ce qui a certainement pêché dans le cas vosgien. Les tentatives de réintroduction du grand tétras dans les Cévennes menées entre 1978 et 2005 n’avaient pas non plus abouti et la population y est considérée au bord de l’extinction. Sans que l’on sache précisément pourquoi. «*Nous avons besoin d’un solide retour d’expérience*, avance Nyls de Pracontal, président de la commission espèces et communautés biologiques du CNPN. *Il faut que l’on parvienne à tirer les leçons de cette expérience vosgienne, et que les efforts engagés visant à baisser les pressions sur les milieux naturels se poursuivent.*» ■

DELPHINE ROUCAUTE

Près de la moitié des espèces d’oiseaux migrants sont en déclin

BirdLife International estime que 45 % des 1843 espèces d’oiseaux qui migrent sur de longues distances voient leurs effectifs diminuer

L’extinction, en 2024, du courlis à bec grêle, cet échassier au long bec noir qui parcourait deux fois par an les milliers de kilomètres séparant les steppes de la taïga sibérienne et l’Afrique du Nord, symbolise les menaces qui pèsent sur les oiseaux migrants dépendant de multiples écosystèmes. Au total, près de la moitié (45 %) des 1843 espèces d’oiseaux migrants est en déclin, selon un rapport de l’ONG BirdLife International, publié vendredi 11 septembre à l’occasion d’un sommet organisé à Nairobi, au Kenya.

Ce rapport sur l’état des oiseaux du monde, publié tous les quatre ans, est, pour la première fois, consacré aux migrants et relève des données alarmantes. Parmi les quatre voies de migration traversant des terres, la plus concernée par le déclin d’espèces migratrices est celle entre l’Asie de l’Est et l’Australasie, zone qui s’étend de l’Arctique jusqu’à l’Aus-

tralie et la Nouvelle-Zélande : 53 % des espèces qui la parcourent sont en recul.

Les groupes les plus affectés sont les oiseaux limicoles, dits aussi «*de rivage*», auxquels appartenait le courlis à bec grêle, mais aussi les oiseaux marins, tel le puffin des Baléares, principalement menacé par les filets des pêcheurs. 58 % des zones-clés pour ces espèces sont dans un état jugé mauvais ou très mauvais.

«Directement responsables»
Plus inquiétant, quelque 200 espèces, représentant 11 % des taxons d’oiseaux migrants, sont menacées d’extinction. Cela est particulièrement vrai sur les six voies de migration marines, dont certaines forment de grands huit au-dessus des océans Atlantique et Pacifique, mais aussi un large anneau circumpolaire autour de l’Antarctique. Soixante-trois de ces 151 espèces d’oiseaux marins (42 %) sont concernées.

Outre le courlis à bec grêle, au moins deux autres espèces d’oiseaux migrants se sont éteintes en cent cinquante ans : la tourte voyageuse, dite aussi «*pigeon migrateur*», aperçue pour la dernière fois en 1900 et dont les immenses effectifs ont fait l’objet d’une chasse systématique en Amérique du Nord, et l’eider du Labrador, dont le dernier signe de vie remonte à 1875.

Quatre autres espèces se présument éteintes mais nécessitent une confirmation par de nouvelles études (le pétrel de Jamaïque, l’océanite de Guadalupe, le courlis esquimau et la paruline de Bachman). Ces extinctions ont pour point commun de s’être produites dans les Amériques, à l’exception du courlis à bec grêle, premier oiseau à disparaître des continents africain et eurasiatique au cours des derniers siècles.

Si le réchauffement climatique d’origine humaine contribue à ce déclin global, en transformant les

habitats des espèces, d’autres facteurs sont aussi à l’œuvre. «*Il y a beaucoup de choses dont nous sommes directement responsables : notre mode de vie, notre façon de gérer les terres, notre manière de traiter les déchets, notre utilisation des engrais et la dégradation des sols*», insiste Paul Matiku, directeur exécutif de l’association Nature Kenya. *Et cela a peut-être actuellement un impact plus important sur les oiseaux que le changement climatique.*»

Santé de la planète

Parmi les principales menaces pesant sur ces oiseaux, Stuart Butchart, directeur scientifique de BirdLife International, cite les espèces invasives, à l’image des souris domestiques introduites il y a un siècle sur l’île subantarctique Marion (Afrique du Sud), qui ont épuisé leurs ressources habituelles et se sont mises à manger les œufs, puis les poussins, et désormais les adultes de

18 espèces d’oiseaux de l’île, dont l’albatros hurleur.

Mais aussi la pollution, l’installation d’infrastructures énergétiques, la chasse illégale ou l’agriculture non durable, notamment en Europe, où l’intensification agricole a provoqué le déclin de nombreuses espèces, comme l’alouette des champs. «*Les études sur les néonicotinoïdes montrent qu’ils provoquent des pertes de poids et retardent le départ migratoire des oiseaux*», souligne Stuart Butchart.

«*Mais nous connaissons les solutions, qu’il s’agisse de protéger les sites-clés de halte, de stopper le braconnage ou d’éviter les captures accidentelles dans les pêcheries*», explique l’écologue. L’exemple de la tourterelle des bois est peut-être le plus parlant. Alors que ses effectifs s’effondraient, un moratoire de quatre ans sur sa chasse conclut entre la France, l’Espagne et le Portugal a permis à sa population d’augmenter de plus

de 40 % depuis 2021. Vendredi, BirdLife International et son réseau de partenaires ont signé la déclaration de Nairobi, qui reconnaît les oiseaux migrants comme des indicateurs de la santé de la planète et engage ses signataires à établir un réseau écologiquement cohérent de sites protégés et restaurés.

«*Un oiseau qui quitte un jardin européen en automne peut se reposer dans une zone humide kényane trois semaines plus tard, sous le regard d’un agriculteur kényan qui a décidé que cet oiseau méritait d’être protégé*, souligne Paul Matiku. *Ce que ce partenariat apporte, ce sont des collègues situés tout au long de cette même route qui accomplissent le même travail afin que nos efforts ici ne soient pas gaspillés ailleurs.*» Pour remplir ces objectifs, l’ONG a récolté 6 milliards de dollars (5,16 milliards d’euros) de promesses de financement. ■

D. RO.

Dans l’antre du « boucher de Boutcha »

En mars 2022, les hommes d’Azatbek Omourbekov ont perpétré les massacres d’Ukrainiens dans la région de Kiev. « Le Monde » est parti sur les traces de ce colonel dans l’école d’Andriïvka, d’où il donnait ses ordres

ANDRIÏVKA (UKRAINE) - envoyée spéciale

Andriïvka, les cigognes viennent d’abandonner leurs nids, les saules pleureurs commencent à jaunir. Les enfants qui jouaient cet été dans les arrières-cours de leurs grands-parents ou sur les rives de la rivière Zdvyzh ont repris le chemin de l’école, au bord de la nationale qui fend le petit village ukrainien en direction de Kiev, 60 kilomètres plus au sud et à l’est. Au sous-sol, qui sert aussi d’abri, les cours d’informatique ont repris. Bientôt s’y tiendront aussi de nouvelles kermesses, dont la vente de gâteaux finance l’armée ukrainienne.

La rentrée scolaire d’Andriïvka, 1200 habitants avant 2022, 600 aujourd’hui, se fait à effectifs réduits. « Trois enfants seulement sont nés dans le village depuis l’invasion russe et il n’y aura cette année que trois petits nouveaux... », explique le directeur de l’école, Leonid Khomenko, rappelé à la rescousse à la fin de 2022, alors qu’il était déjà retraité. Dans le hall, un tableau pédagogique présente aux 6-15 ans des reproductions de mines antipersonnel (à pression, à fragmentation), de divers types de grenades ou d’une roquette antichar, à la manière de planches botaniques. Il a fallu se retrousser les manches à Andriïvka depuis 2022 : beaucoup d’habitants sont restés vivre à l’étranger et, aujourd’hui, il faut vivre sous un ciel traversé par des drones qui longent la Biélorussie, à 130 kilomètres au nord. Là d’où le malheur est déjà arrivé, il y a quatre ans.

Un mois durant, entre le 27 février et le 30 mars 2022, Andriïvka a été occupée. Le 26, deux jours après que Vladimir Poutine a lancé son « opération militaire spéciale » pour « démilitariser » et « dénazifier » l’Ukraine, une longue colonne de blindés russes traverse le village : ce sont les troupes massées depuis un mois dans le sud de la Biélorussie pour une série d’« exercices ». Elles viennent renforcer les parachutistes russes déployés par hélicoptères à l’aéroport de la capitale ukrainienne, et sont censées décapiter le pouvoir de Kiev en trois jours. Mais la piste d’atterrissage est détruite et le débarquement des troupes et du matériel russes empêché. Le 27 février, les habitants d’Andriïvka comprennent que, cette fois, les chars s’arrêtent chez eux. Des soldats russes prennent position, camouflent les blindés entre les maisons, stockent des dépôts d’armement et se mettent à inspecter les habitations à la recherche d’abris sûrs pour le commandement.

Lorsque *Le Monde* s’est rendu dans ce village en mai 2022, un mois après sa libération par les troupes ukrainiennes, tout était encore miné. De part et d’autre de la route principale (la rue Melia), défoncée par les chenilles de chars ennemis, c’était le chaos : maisons éventrées ou bombardées par des missiles Grad et Ouragan, crèche municipale réduite en poussière, portails, clôtures et poteaux électriques gisant dans la boue, carcasses de voitures calcinées sur les bas-côtés, jardins ravagés par les blindés... Cette campagne ukrainienne parsemée de nids-de-poule et de clôtures en tôle ondulée portait encore les rides du soviétisme trente ans après sa chute ; elle ressemblait désormais aux paysages des guerres sales de Vladimir Poutine. Les villageois, sonnés, nous parlaient de cadavres en-

terrés à la va-vite au milieu d’une arrière-cour ou d’un champ, de corps retrouvés dans une grange ou un cellier, d’exécutions sommaires. Des civils faits prisonniers nous montraient les stigmates de leurs tortures. Mais qui les écoutait, alors qu’à une demi-heure de voiture – de char –, les images des hommes et des femmes exécutés et abandonnés mains liées dans les rues de Boutcha, plus de 450 corps, faisaient le tour du monde ?

L’école d’Andriïvka portait dans sa chair la signature toute fraîche d’une occupation prolongée. « Vous ne nous avez pas laissé le choix », lisait-on sur les tableaux noirs – le catéchisme de Vladimir Poutine. Dans la salle des profs, un gros dictionnaire ukrainien avait été transpercé d’une balle rageuse. Les magnétoscopes des salles de classe avaient tous été pillés. Le sous-sol réservait le spectacle le plus sidérant. Des lits de fortune, fabriqués avec des tables d’écolier, étaient alignés en dortoir. « Akhmat sila » (« Akhmat, c’est la force ») : un slogan tchéchène en hommage à Akhmat Kadyrov, père de Ramzan Kadyrov, l’actuel dirigeant tchéchène et satrape de Grozny, restait peint en grosses lettres russes sur une porte. Abandonné, un dépliant d’une visite guidée de Tchernobyl : un souvenir du passage de la troupe par la ville de la catastrophe nucléaire quelques jours plus tôt ? Dans les lavabos des enfants, à côté de rasoirs jetables, d’épaisses touffes de barbe noire.

Pour quelle raison Andriïvka, noyé dans les champs de maïs, a-t-il été défiguré à ce point ? Pourquoi ces maisons fouillées, ces voitures confisquées, ce sniper installé sur le toit de l’école pour surveiller les mouvements des civils, ces rondes et ces fouilles pour traquer, dans chaque maison, des vétérans de l’armée ukrainienne ? Pourquoi ces hommes torturés ou exécutés d’une balle dans la nuque au seul prétexte d’un simple téléphone portable au fond de leur poche, ou juste parce qu’ils portaient un banal pantalon kaki ? Guerre de réponses à ces récits épouvantables. Quel secret se cachait dans le petit village ?

SUR LA ROUTE DE LA « BATAILLE DE KIEV »

Certes, Andriïvka se trouve sur l’axe qui mène du nord-ouest du pays (l’ancienne voie de Varsovie) à la capitale ukrainienne. La route de « la bataille de Kiev » : trente-sept jours de combats acharnés pour, côté russe, prendre la capitale et y installer un président fantôme, et, côté ukrainien, empêcher que le pays entier ne tombe en quelques heures sous la coupe de l’ennemi.

En quittant le village en direction de la capitale s’étire une série de villes dont le nom restera dans l’histoire : la jolie bourgade champêtre de Makariv (elle a légué son nom à une bataille cruciale pour sauver la capitale ukrainienne), Borodianka l’industrielle (dont les hauts immeubles troués continuent de hanter le pays). Et surtout ces banlieues boisées et gentrifiées de Kiev, avec leurs jolis restaurants – Irpine, Boutcha... Autant d’étapes sur l’axe de progression de l’envahisseur, toutes de sinistre mémoire.

« Avec 24 villageois morts durant l’occupation, dont 14 exécutés, nous avons subi en proportion plus de pertes humaines qu’à Boutcha [38 000 habitants avant la guerre] », lâche l’homme qui, en cet été 2026, nous ouvre la porte de la petite mairie d’Andriïvka. Vitaly Cherkasov a remplacé au pied levé Anatoli

L’ÉCOLE PORTAIT DANS SA CHAIR LA SIGNATURE TOUTE FRAÎCHE D’UNE OCCUPATION PROLONGÉE. « VOUS NE NOUS AVEZ PAS LAISSÉ LE CHOIX », LISAIT-ON SUR LES TABLEAUX NOIRS



Kyboukevych, ce maire au visage écrasé de fatigue et au portable vissé à l’oreille qui nous avait reçus en 2022. « Il prenait ça tellement à cœur, raconte son successeur. Depuis l’occupation, il se plaignait de picotements à la poitrine, et puis, le 24 mars 2023, il est mort, à 51 ans, d’une crise cardiaque. » L’un et l’autre sont des héros : jusqu’à la mi-mars 2022, lorsque les portables n’étaient pas encore brouillés, ils renseignaient un commandant ukrainien de Makariv sur les mouvements ennemis et guidaient, depuis les hauteurs d’Andriïvka, les villageois cherchant à évacuer le village. Puis Vitaly Cherkasov s’est mis à coordonner l’aide alimentaire.

Quatre ans et demi déjà que la guerre touche intimement ce grand gaillard de 61 ans. Son épouse, traumatisée par des simulacres d’exécution de l’occupant qui cherchait son mari dans les bois, est restée vivre en Allemagne. Le voilà seul à Andriïvka avec son chien de berger, rendu aveugle par un éclat d’obus. Il a abandonné les allers-retours à Kiev : le 7 juillet 2025, la carrosserie dont il dirigeait le service technique a été touchée par un drone Shahed. Trois semaines plus tôt, le 17 juin, un missile de croisière s’est écrasé sur l’immeuble de la capitale abritant son trois-pièces familial – 23 morts. Cette année, le 19 juillet, les vitres de l’appartement ont de nouveau été brisées par le souffle de deux missiles balistiques. « Cette fois, l’Etat ne pourra plus payer. On va passer l’hiver avec du film plastique sur les fenêtres... » Le maire sait de quoi il parle : lui-même recueille chaque jour les doléances de ses propres administrés. « Rien ne va jamais assez vite, tout le monde se plaint... »

Il a tous les chiffres du désastre en tête. Sur les 350 maisons que comptait Andriïvka, 60 ont été entièrement détruites (certaines par l’armée ukrainienne qui a pilonné les blindés russes positionnés dans le village), 250 endommagées (dans le bureau du maire, le plafond vacille). Mais que sont ces ruines face à l’hécatombe qui a frappé le village ? Vitaly Cherkasov a aligné sur un large panneau planté devant la mairie les portraits des 24 défunts, avec cette inscription : « La GUERRE a pris les vies de ces compatriotes. » Une petite moitié a succombé aux frappes – parfois de manière indirecte : sa belle-mère, déjà handicapée à la suite d’un AVC, est morte d’un traumatisme crânien trois semaines après qu’un missile Grad a perforé le mur de sa chambre. Une femme est décédée dans sa cave par manque de médicaments, une autre terrassée par une crise cardiaque après l’explosion d’un obus...

Ce qui est sidérant, c’est que plus de la moitié des victimes a été exécutée. Le maire pose sous nos yeux une photo sous plastique du village vu du ciel, où sont inscrits, comme sur les cases d’un jeu de l’oie macabre, le lieu de la mort et le nom de 14 civils assassinés. Andriy Kostetskyi. Anton Ishchenko. Ihor Savran. Volodymyr Pozharnikov. Yevhen Stepaniuk. Yuriy Kravchenko. Andriy Rudenko. Oleksiy Cherkovsky. Ihor Yermakov. Ivan Rybyskyi. Et aussi Vadym Hanyuk, Vitaliy Kybukevych,

Ruslan Yaremtchuk, tous trois tués à genoux dans leur cour d’une balle dans la nuque ou le front, rue Svoboda, la rue de la liberté, le 12 mars, en l’espace d’une demi-heure. S’ajoute à cette liste Yevhenii Piskotin, un bénévole de la Croix-Rouge sans doute fait prisonnier près d’Andriïvka, et retrouvé sans vie, la peau sur les os...

Une journée durant, dans une brise estivale qui fait trembler les feuilles des bouleaux et illumine les cerisiers écarlates, le maire d’Andriïvka accepte de parcourir avec nous les « stations » de cette route de la mort. Ici, le transformateur électrique au pied duquel gisait Ihor ; là, au bout d’un champ, la caisse à obus sous laquelle a été retrouvé Oleksiy Cherkovsky... Rue Svoboda, un homme au regard vide prend l’air sur un banc. C’est lui qui, malgré l’interdiction de l’occupant, a enterré ses trois voisins dans leurs jardins. « Mon beau-frère, Vadym [Hanyuk, électricien de 29 ans], il était ici sous l’abricotier, raconte, à quelques numéros de là, Ludmila Toropiy, en désignant un carré de terre. C’est étrange, depuis, l’herbe ne repousse plus... »

UN « BILAN D’OPÉRATIONS » ABANDONNÉ

Le maire connaît chaque famille du village et a compris, tout seul, à qui ils avaient eu affaire. Car dans sa débandede, l’unité russe positionnée à Andriïvka a semé une série d’indices derrière elle. En mai 2022, *Le Monde* avait d’ailleurs retrouvé, sur l’étager d’un cellier du 95 rue Melia, trois feuilles de cahier oubliées par un officier russe évoquant la « zatchistka » en cours : littéralement, le « nettoyage », terme militaire russe désignant la fouille systématique des maisons et la neutralisation de l’ennemi. Dans le sous-sol de l’école, l’occupant a aussi laissé derrière lui des cartes d’opérations quadrillées en « secteurs », chacun associée à des noms d’animaux (mante religieuse, alligator, lama, phoque...). Andriïvka se trouve dans celui baptisé « Losos » (« saumon »).

Il y a aussi ce document précieux et méconnu, dont Vitaly Cherkasov, le nouveau maire, accepte de montrer au *Monde* une copie réalisée avant de le remettre aux agents du SBU (le services de sécurité d’Ukraine, qui enquêtent sur place depuis 2024). Il s’agit d’un « bilan d’opérations », abandonné, lui aussi, dans la précipitation. Son en-tête (« Andriïvka – PC, 20 heures, le 4 mars 2022 ») établit explicitement le poste de commandement de la brigade occupant le village : il est visé et signé en bas par son second, « S. Dmitrenko, chef d’état-major » et par « A. Omourbekov, commandant de la 64^e brigade séparée ».

Azatbek Omourbekov ? La 64^e brigade d’infanterie de fusiliers motorisée ? Vitaly Cherkasov n’a pas besoin de longtemps pour savoir qui a occupé son village. Cette brigade (unité militaire 51460, rattachée à la 35^e armée, une force militaire russe de Sibérie et de l’est du pays), basée dans la région de Khabarovsk, en Extrême-Orient russe proche de la Chine et peuplé de Slaves, d’Asiatiques et de musulmans, est déjà tristement célèbre en



A gauche : le 9 juillet, une habitante d'Andriïvka, devant sa maison, qui était occupée par des soldats russes, en mars 2022. A droite : le sous-sol de l'école d'Andriïvka, tel que « Le Monde » le découvre le 25 mai 2022.

GUILLAUME HERBAUT
POUR « LE MONDE »

Ukraine. Dès avril 2022, à peine libérée la région de Boutcha et d'Irpine, les services secrets du pays identifient en effet les deux formations impliquées dans l'un des pires crimes de masse du XXI^e siècle en Europe : côté troupes parachutistes, le 234^e régiment d'assaut aéroporté. Côté fantassins, la 64^e brigade motorisée d'Omourbekov.

Le SBU, le GUR (renseignement militaire du pays) et le parquet général ukrainien publient début avril 2022 des noms de militaires russes soupçonnés des crimes de Boutcha. Puis des bénévoles ukrainiens du collectif InformNapalm (qui enquêtent sur les activités de l'armée russe en sources ouvertes) livrent la liste détaillée des soldats de cette fameuse 64^e brigade, avec leurs noms, grades, et parfois leurs adresses. Plusieurs pays occidentaux (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Canada et Allemagne) imposent des sanctions à l'encontre de sa hiérarchie. Dont évidemment son commandant, aussitôt surnommé le « boucher de Boutcha ».

Selon les sources russes officielles, Azatbek Omourbekov, né à Noukous, dans l'actuel Ouzbékistan, a grandi dans la région de Novossibirsk, puis intégré l'Institut des chars d'assaut de Tcheliabinsk, en Sibérie. Sur les rares photos disponibles – des clichés pris lors de parades et défilés militaires –, ce jeune quadragénaire a les cheveux très noirs, le teint doré et les yeux légèrement bridés des peuples d'Asie centrale. Il était encore écolier à l'époque, mais sa brigade a été déployée dans les faubourgs de Grozny durant le siège de la ville, début 1995. Lui est signalé en Crimée en 2014, lors de l'annexion de force de la presqu'île, ainsi que dans le Donbass. Il aurait aussi été décoré en 2016 de la « médaille de participation à l'opération militaire en Syrie ».

C'est un pur produit de l'armée de terre russe, mais habité par un messianisme « grande Russie » version Poutine. « Avec la bénédiction du Tout-Puissant, nous espérons accomplir l'œuvre de nos ancêtres » : en novembre 2021, juste avant de mener l'offensive en Ukraine, il est béni lors d'une cérémonie présidée par l'évêque orthodoxe de Khabarovsk, où son unité est basée, et tient à l'issue de l'office ces propos, rapportés par *The Times* : « Les armes ne sont pas ce qu'il y a de plus important. L'histoire nous enseigne que c'est avec notre âme que nous menons la plupart de nos combats. »

D'un bourreau, Azatbek Omourbekov possède les réflexes de discrétion, l'arme des plus retors. Comme tous les auteurs de crimes de guerre, il évitait d'apparaître en public, camouflait son visage, s'appliquait à ne pas laisser de traces des ordres qu'il passait. Après l'invasion du Donbass et l'essor en 2014 de nouveaux médias d'investigation et d'ONG comme Bellingcat, Vladimir Poutine a d'ailleurs fait signer une loi interdisant les smartphones aux militaires en service et la publication de photos ou de vidéos sur les réseaux sociaux. Mais des échanges entre brigades russes ont néan-

moins été interceptés en 2022 par les services de renseignement ukrainiens. Au détour d'un documentaire du média d'investigation ukrainien indépendant Radio Svoboda (branche ukrainienne de Radio Free Europe), mis en ligne en mars, on entend distinctement la voix de « Zveno » (« maillon », l'indicatif radio d'Omourbekov confirmé par un document confidentiel-défense), annoncer, par exemple, l'arrivée des forces spéciales russes dans les villages de Lypivka et d'Andriïvka. « Qu'on les laisse travailler. Tous ceux qui semblent suspects, qu'ils les abattent et les emmènent. »

« Dans l'armée russe, une brigade compte entre 3 000 et 5 000 hommes, détaille le maire d'Andriïvka. Environ 400 membres de la 64^e brigade étaient stationnés chez nous : ravitailleurs, artilleurs, fantassins, forces de défense aérienne, officiers de liaison... » Selon un témoignage recueilli en 2022 par le maire, un général russe, « sans doute celui de la 35^e armée », y est ainsi passé. Quant aux graffitis en hommage à Kadyrov peints sur les murs de l'école, ils sont l'œuvre des « unités Akhmat », assure le maire. « Les Tchéchènes roulaient en SUV blancs et s'abritaient ici ou là le temps des bombardements. A chaque fois, ils marquaient leur territoire comme des chiens. »

« J'AVOUE LES CRIMES COMMIS »

« Les unités tournaient sans cesse, insiste le maire, que *Le Monde* a interrogé à une dizaine de reprises cet été, sauf son commandant, planqué dans notre école. » Les massacres commis à Boutcha ont été auscultés sous toutes les coutures – documentaires, fictions, série Netflix, mais qui se doutait qu'Andriïvka était l'ancre du sinistre « boucher de Boutcha » ? Un soldat russe de la 64^e brigade le confirme : Omourbekov a passé « tout » le mois de mars 2022 « dans le sous-sol » de l'établissement scolaire. Cette information, Daniil Frolkin, un jeune caporal roux et tatoué, âgé de 21 ans en 2022 et originaire d'un coin sinistré de Sibérie occidentale où il s'est engagé sous les drapeaux en 2020, la glisse à visage découvert, au détour d'un long entretien vidéo accordé à la suite d'une rombolesque histoire de smartphone, celui de Leonid Udod.

Ce villageois a pris sa retraite il y a une vingtaine d'années et quitté la capitale pour s'installer à Andriïvka dans la maison où sa femme, Tatyana Pavlovna, est née en 1952. Des soldats russes se présentent à leur porte. « C'est comme si c'était hier, j'en ai encore la chair de poule, nous raconte Tatyana. Ils nous disaient : "On est venus combattre Zelensky et les nazis." Ils expliquaient aussi que Kiev était tombée. » Certains fouillent la maison, d'autres confisquent la Jigouli (Lada) grise, un « premier modèle » soviétique, garée dans la cour. Les téléphones sont l'obsession d'Omourbekov, et le Samsung de Leonid Udod est aussi confisqué.

Un mois plus tard, à la libération d'Andriïvka, il retrouve son propriétaire. Une voisine des Udod a retrouvé dans son jardin le porta-

COMME TOUS LES AUTEURS DE CRIMES DE GUERRE, AZATBEK OMOURBEKOV ÉVITAIT D'APPARAÎTRE EN PUBLIC, CAMOUFLAIT SON VISAGE

ble encore chargé que les pillards, ivres, ont dû laisser tomber. Mais quand Tatyana rouvre la photothèque, rien. « Plus de photos des enfants et des petits-enfants, tout avait été effacé. » « Surprise », le couple découvre, en revanche, 25 clichés inconnus ; 25 selfies de quatre Russes portant lunettes de soleil, masque FPV ou bonnets enfoncés jusqu'aux oreilles, en mode incognito. L'un d'entre eux, brassard blanc au bras (le signe de reconnaissance de l'occupant), frime avec une kalachnikov ; un autre a épinglé sur son treillis les médailles d'ancien combattant de la Grande Guerre patriotique volées à un villageois d'Andriïvka...

A l'été 2022, Ekaterina Fomina, une journaliste d'investigation russe de 34 ans en exil depuis mars 2022 et accréditée en Ukraine, lancée dans une enquête sur les crimes de guerre, se rend à Andriïvka, rencontre le couple et identifie (sur les réseaux sociaux et par le biais de sites de reconnaissance faciale, grâce aux listes publiées) les quatre jeunes militaires de cette 64^e brigade : Dmitry Danilov, un sniper de 21 ans (grand blond portant une petite cicatrice entre les sourcils) ; Ruslan Glotov, 20 ans, originaire de la région Amour et affecté comme chauffeur de son unité (sur TikTok, sa petite amie porte des ongles décorés d'un « Z », symbole russe de l'invasion de l'Ukraine), Ivan Shepelenko, 21 ans en 2022, originaire d'Anadyr dans le district de Tchoukotka (la région la plus orientale d'Eurasie). Et, avec ses médailles de 1941-1945, Daniil, le jeune caporal roux.

Contactés sur la messagerie instantanée Viber le 20 juillet 2022, lui et ses camarades ne répondent que brièvement à la journaliste freelance. Mais voilà que quelques heures plus tard, Daniil Frolkin, très remonté contre son commandement qui veut renvoyer la brigade sur le front ukrainien de Kherson, se ravise, rappelle la journaliste dissidente et lui demande d'enregistrer l'appel vidéo passé depuis la région russe de Belgorod, où se trouve alors son unité. « Moi, militaire de l'unité militaire n° 51460, caporal de la garde Daniil Andreïevitch Frolkin, articule le jeune homme roux entre deux bouffées de cigarette, j'avoue les crimes commis à Andriïvka : avoir fusillé des civils, les avoir volés, confisqué leurs téléphones... »

Il confesse avoir abattu le 12 mars 2022 l'une des trois victimes de la rue Sloboda, Ruslan Yaremchuk, maçon de 47 ans passionné de photo, au prétexte que le villageois aurait transmis les coordonnées des convois russes. « Je l'ai simplement fait sortir de la maison (...). Je lui ai dit : "Avance". Il a avancé. J'ai dit : "A genoux." » Puis il lui a tiré une balle dans la tête. Sans doute était-il en colère contre un commandement qui « n'en avait strictement rien à foutre de ses hommes », s'agace-t-il. « Je pense qu'il s'était enrôlé dans l'armée pour des exercices militaires, et qu'il n'avait pas imaginé se battre sur le front », suggère la journaliste Ekaterina Fomina, jointe par téléphone. Le jeune caporal lui avait cité la hiérarchie de la brigade qu'il souhaite ardemment voir « pu-

nie » : au premier rang, Omourbekov, ainsi que Dmitrenko, le « numéro deux » de la brigade, celui qui a cosigné le document retrouvé dans le sous-sol de l'école.

Tout converge : Andriïvka était bien l'épicentre des massacres commis en mars 2022 dans la région nord-ouest de Kiev. Dans le sous-sol de l'école, Omourbekov voyait passer les prisonniers et donnait ordre à ses adjoints et à ses hommes d'assassiner les civils de Boutcha et d'Irpine. Butant sur les défenses ukrainiennes et piétinant dans la région de Kiev sans pouvoir prendre la capitale, le commandant de la 64^e brigade déployait aussi sa cruauté, sa haine et sa paranoïa dans le petit village dont il avait fait son QG. C'est lui, encore, qui donne l'ordre de piller des villages ukrainiens et de miner les routes derrière lui lorsque sonne l'heure de la retraite, indiquent les enregistrements publiés il y a quelques mois.

Le 18 avril 2022, moins de trois semaines après ces crimes contre les civils, Vladimir Poutine accorde à la 64^e brigade motorisée le titre honorifique de « brigade de la garde » pour « héroïsme de masse, bravoure, ténacité et courage » : une distinction héritée de la garde impériale de Pierre le Grand dont Staline a ensuite fait usage après 1941 pour les plus valeureux de l'Armée rouge. Omourbekov est fait ce même jour « héros de la Russie ». A la fin de 2022, il est nommé chef du 392^e centre d'entraînement du district militaire est de Khabarovsk et, depuis 2023, y parade chaque 9-Mai (jour de la victoire soviétique) à la tête d'une colonne de chars. Selon les mêmes sources gouvernementales, il aurait été élevé en juin 2025 au grade de général-major. La propagande poutinienne a bien intégré Omourbekov au récit héroïque officiel.

Ekaterina Fomina, la journaliste qui a recueilli le témoignage du caporal Frolkin et qui vit cachée en Europe, a, elle, été condamnée en 2025 à huit ans et demi de prison par contumace pour « divulgation de fausses nouvelles ». Un tribunal militaire de Khabarovsk, dans l'Extrême-Orient russe, a aussi condamné Daniil Frolkin à une peine de cinq ans et demi de prison aménageable et avec sursis, non pour le meurtre de Yaremchuk, mais pour l'avoir avoué et déclaré en avoir reçu l'ordre.

Aucune source gouvernementale n'est par contre venue renseigner la tentative d'attentat à la bombe qui aurait visé Omourbekov, en avril 2026, à l'entrée de l'immeuble n° 55 de la ville garnison où il réside, près de Khabarovsk. Contrairement à son épouse, qui s'affichait volontiers sur VK, le Facebook russe (elle a participé au concours de la « femme de l'année 2025 » de Khabarovsk), Omourbekov aime l'ombre. La chaîne Télégram locale de Khabarovsk le montre posant le 1^{er} juin à côté de gamins pour la fête des enfants : si le cliché est authentique, ce sont les seules nouvelles récentes du « boucher » qui, caché dans le sous-sol de l'école d'Andriïvka, a ordonné à sa brigade de tuer les civils d'Irpin et de Boutcha. ■

ARIANE CHEMIN

Céline Dion renaît sur scène à Paris

La star québécoise, très émue, a livré aux 30 000 spectateurs de la Plénitude Arena un tour de chant de 25 titres

MUSIQUE

La voix allait-elle supporter l'ampleur du défi ? C'était la principale question qui taraudait les fans de Céline Dion, samedi 12 septembre, pour le premier des 26 concerts que doit donner à Nanterre la star québécoise de la variété jusqu'en mai 2027. Le moment de vérité s'est présenté au rappel. En bustier de cuir, la chanteuse de 58 ans n'a pas reculé devant la difficulté.

Face à elle, un monument mélodramatique, *All by Myself*, slow du crooner américain Eric Carmen (1949-2024) fondé sur un passage du *Concerto pour piano n°2*, de Sergueï Rachmaninov, dont elle-même a proposé une version mémorable en 1996. Céline Dion, qui ne s'interdit rien pour son retour à la scène après six années d'absence, s'était auparavant emparée d'*Ebber ? Ne andro lontana*, extrait de *La Wally*, un opéra d'Alfredo Catalani. Pour cet aria immortalisé par son idole Maria Callas, elle avait revêtu un truc à plumes roses, alors que tombaient des flocons de neige artificielle.

Lasse d'être tenue si longtemps éloignée de son public tant aimé, l'ancienne recluse a crié à pleins poumons dans *All by Myself* son désir de ne plus jamais être seule. Son « *Anymore...* » a décollé à capella, en altérant la dernière note, pour atteindre ce fa niché dans les hauteurs, soutenue par la reprise de l'orchestre. Avec humour, la diva a soufflé de soulagement d'avoir réédité le tour de force. Ne restait plus qu'à se quitter après cette première soirée en communiant une dernière fois avec la foule. Avec deux des tubes que lui a offert Jean-Jacques Goldman, *Pour que tu m'aimes encore* et *S'il suffisait d'aimer*.

Vingt-cinq titres en deux heures et quart de tour de chant, en compagnie d'une dizaine de musiciens. Le « *Rossignol de Charlemagne* », une petite ville proche de Montréal, a bel et bien retrouvé son ramage, comblant les espoirs qu'avait fait naître sa miraculeuse apparition, le 26 juillet 2024, lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris 2024. Quelque peu douchés néanmoins par *Dansons*, un single suranné dû encore à Jean-Jacques Goldman et commercialisé en avril.

Il a été interprété – au détriment d'une autre nouveauté plus prometteuse, *Bonjour, pardon, merci* –, mais ce n'est pas cette doucereuse berceuse qui a donné le ton d'un programme placé sous les auspices du rock (si, si) et du gospel. De quoi revigorer ses admirateurs, qui l'ont accompagnée dans les épreuves qu'elle a traversées depuis 2022. Quand elle a appris



Céline Dion, le 12 septembre, sur la scène de la Plénitude Arena. AURÉLIEN MORISSARD/AP PHOTO

qu'elle souffrait du syndrome de la personne raide, un mal qui menace sa voix et l'a contrainte à annuler une tournée européenne déjà reportée en raison de la pandémie due au coronavirus.

Une relative sobriété

Aujourd'hui, les choses ont bien changé. Une « *célinemania* » s'est emparée de la France en saturant le champ médiatique et en indisposant celles et ceux qui demeurent réfractaires à sa manière. De fait, l'engouement pour la Canadienne est plus irrationnel encore que des phénomènes historiques comme la lisztomanie et la beatlemania. On prétendait, au milieu des années 1960, que John Lennon et Paul McCartney avaient permis de rétablir la balance des paiements britanniques ; Céline Dion provoquerait pour sa part un boom touristique dans la capitale française depuis qu'elle a annoncé qu'elle s'y établirait en résidence pour son come-back.

C'est, hélas, dans un lieu dépourvu du kitsch grandiose qui caractérise le Colosseum de Las Ve-

gas, réplique du Colisée de Rome construite pour elle avant qu'elle ne l'occupe à deux reprises, de 2003 à 2007 et de 2011 à 2019. On ne sait d'ailleurs plus vraiment comment nommer la salle couverte – la plus grande d'Europe – qui a été construite près des tours à la nord-américaine de la Défense. Elle a changé trois fois de nom : Arena 92, U Arena, Paris La Défense Arena et, depuis son rachat par le géant américain du spectacle Live Nation Entertainment, Plénitude Arena. Le spectacle de Céline Dion est, lui, produit par le rival, AEG Presents.

C'est dans cette enceinte que Céline Dion importe en France une tradition de Las Vegas longtemps considérée comme un cimetière pour éléphants du show-business, désormais métamorphosée en nec plus ultra du tourisme culturel mondialisé – avec un déplorable bilan carbone. A une échelle supérieure puisque 30 000 spectateurs prennent place à Nanterre, à raison de trois concerts par semaine, quand la jauge du Colosseum s'établit à quelque 4 000 siè-

Le « Rossignol de Charlemagne », a bel et bien retrouvé son ramage, comblant les espoirs nés lors des JO de Paris 2024

ges. Au total, 800 000 personnes devraient assister à la résurrection de Céline Dion.

La chanteuse et son entourage ont eu l'intelligence d'adapter le concept au pays hôte avec un show d'une relative sobriété. Après avoir fait des apparitions régulières devant le Royal Monceau, le palace parisien où elle séjourne, en chantant à l'occasion avec ses fidèles, Céline Dion est donc remontée sur scène samedi – ce qui ne lui était plus arrivé depuis le 8 mars 2020 à Newark, dans le

New Jersey, aux Etats-Unis. On comprend qu'elle n'a pas pu contenir son émotion quand sa silhouette s'est glissée dans le rideau, avec son chignon chic, sa robe Dior et son collier Boucheron. Devant elle, une mer de lucioles numériques. Il y eut un signe de prière avant d'entonner le premier couplet d'*On ne change pas*, son pianiste, Scott Price, à ses côtés. La clameur lui a rapidement fait monter les larmes et manquer la reprise évoquant la « *petite fille maigre* » de Charlemagne.

« Je veux chanter la vie »

Après une révérence, elle s'est évertuée comme prise de vapeurs. « *Merci beaucoup ! Je m'étais promis de ne pas pleurer* », furent ses premiers mots à l'adresse d'un public qui s'est curieusement mis à scander le gimmick de *Seven Nation Army*, cet hymne de stade que l'on doit aux White Stripes.

Ensuite, du Goldman, encore, avec la ballade rock de *Destin*, dans la veine de *Je te donne*, pilotée par deux guitares, une électrique et une acoustique tenue par

un personnage druidique. Le décor new age signé par le designer montréalais Willo Perron a d'ailleurs des allures de Stonehenge avec ses mégalithes.

« *Ça y est, c'est vrai, on est là*, s'est alors réjouie la maîtresse de cérémonie. *C'était une promesse, je suis debout sur scène dans cette ville que j'aime tant. Ce soir, je veux chanter pour vous, pour moi, chanter la vie.* » Avant de passer à l'anglais pour remercier « *les gens venus des quatre coins du monde* » qui constitueraient le tiers du public annoncé. Et à *Because You Loved Me* (1996), chanson du film *Personnel et confidentiel*, pour l'entrée de quatre choristes et sa première envolée vocale, un mélisme ondulant.

Le semi-retraité Goldman continue de fournir le gros du répertoire – *Encore un soir, Les derniers seront les premiers*, les boogie-rock de *J'irai où tu iras, Ne bouge pas et Dans un autre monde...* – partagé avec les hits en anglais, *The Power of Love* ou l'inévitable *My Heart Will Go On*, le thème du film *Titanic* (1997). Tour à tour petite fille et mère protectrice, Céline Dion a certes perdu de sa puissance d'antan, mais cette fragilité l'humanise. Cela l'oblige à « *déchanter* » davantage, comme le lui avait autrefois demandé Jean-Jacques Goldman. Jusqu'à un faux départ sur *The Chase*, qui paraît totalement calculé.

Il y aura encore *I Feel Love*, le tube disco de Donna Summer, pour ouvrir un medley refermé par *Sweet Dreams (Are Made of This)*, d'Eurythmics, et une séquence gospel avec pas moins de 18 choristes en toge comme dans un temple baptiste de Harlem pour affirmer que « *l'amour peut déplacer des montagnes* ». Et rappeler ce que Jean-Jacques Goldman avait prophétisé pour elle en 1998 : « *Quand nous en serons à ouvrir nos livres de souvenirs / Je chanterai, je chanterai, je chanterai, je chanterai toujours.* » ■

BRUNO LESPRI

Céline Dion, Plénitude Arena, Nanterre. Jusqu'en mai 2027. Complet.

Avant le concert, larmes, excitation et impatience chez les fans

IL EST 13 HEURES, le concert de Céline Dion, à la Plénitude Arena, à Nanterre, a lieu à 19 h 30, mais Santine, 13 ans, pleure déjà : « *Voir Céline... le rêve de ma vie* », souffle-t-elle entre deux sanglots. « *Elle écoute Céline Dion depuis qu'elle est dans mon ventre*, intervient Adeline, sa mère, venue d'Ajaccio. *Alors, vous imaginez ce que cette journée représente pour elle.* » On ne voudrait surtout pas casser l'ambiance, mais, en réalité, Santine pleure de chagrin. Adeline et ses copines « *ultra-fans* » se sont fait pirater leurs places (200 euros pièce).

Le site de vente Ticketmaster est injoignable depuis la veille. Alors, Diane et ses copines sont tout de même venues, d'Auxerre et de Namur, en Belgique, pour voir si elles pouvaient parvenir à assister quand même au concert « *du siècle* ». Le comptoir réservé aux litiges n'ouvre pas avant 18 heures et Santine n'en finit plus de pleurer. « *Je m'étais déjà fait avoir en 2020, poursuit Adeline. Le Covid avait annulé tous ses concerts.* »

Pour ceux qui ont leur place, c'est LE grand soir, le grand retour de « *Céiiiiiii* » après six ans d'absence sur scène. « *Un conte de fées* », pour Jean-Marie, 47 ans, artiste peintre à Toulouse et sa femme Emilie, 45 ans, mère au foyer. Le plus grand fan, c'est Jean-Marie, qui arpente les abords de la salle de concert depuis 9 heures. Il a avalé son quinzième café de la journée « *pour être en condition* ». C'est son premier concert de Céline Dion : « *C'est énorme. Je suis fan depuis mes 15 ans. Un flash instantané. Il y avait Elvis, il y a eu Céline. Je n'ai pas pu voir Elvis Presley, alors pour Céline, j'ai un trac terrible.* »

Lukasz Kurek, postier de 41 ans, et Michal Jaroszewski, vendeur, 40 ans, sont polonais, résidents gallois, et sont « *très fiers* » de participer au redressement productif de la France en ayant acheté un t-shirt Céline Dion à 50 euros, payé leur place 300 euros chacune, réservé deux nuits d'hôtel et mangé deux pizzas à 20 euros pièce. Ils ont lu que la venue de Céline Dion en France pourrait générer

1 milliard d'euros de retombées économiques : « *Nous n'en sommes pas étonnés. C'est un événement immense. Nous sommes venus car, avec ses problèmes médicaux, il est possible que ce soit notre dernière chance de la voir.* » Justement, y a-t-il une crainte que la voix de la vedette ne soit affectée ? « *C'est la première date, elle sera en forme.* »

Passions délirantes

Charlotte, 29 ans, qui travaille dans la communication à Arras, s'est vêtue, pour l'occasion, d'un « *haut à sequins* » visible de loin : « *Jamais on n'aurait pu penser qu'elle reviendrait après tous ses malheurs. Elle s'est vraiment battue. Les larmes vont couler, ce soir.* » Elle est venue en voiture avec sa mère, tout aussi fan : « *On a révisé tous les classiques de Céline.* »

Comment qualifier ces passions délirantes pour Céline Dion ? Séverine, 53 ans, de Saint-Brieuc, idole Céline Dion depuis sa victoire à l'Eurovision en 1988 avec *Ne partez pas sans moi* : « *La*

beauté, ses chansons, son parcours de vie, sa personnalité... La proximité qu'elle entretient avec ses fans, c'est unique. »

A quelques heures de cette représentation à la Défense, le premier de ses 16 concerts programmés d'ici à mai 2027 – 800 000 billets vendus –, il y a Mohamed, 26 ans, présent, alors qu'il a une place pour le concert prévu pour... octobre : « *Je suis venu (...) pour acheter des tee-shirts.* » Mohamed n'habite pas trop loin et se décrit comme un fan « *modeste* ». C'est-à-dire ? « *J'ai des amis qui dédient leur vie à Céline. Qui vont à Las Vegas. Par respect pour eux, je ne peux pas dire que je suis un fan de tout premier rang.* »

Ce soir, Stéphanie, 50 ans, dans la fonction publique à Montluçon (Allier), a « *peur de faire un AVC* ». A ce point ? « *Oui, j'ai peur de ne pas tenir le choc, car je suis plutôt fan de musique metal... Et je n'ai jamais assisté à un concert assise dans un fauteuil... Mais bon, Céline, il faut l'avoir vue une fois dans sa vie.* » ■

LAURENT TELO

A la Mostra, une riche moisson de films français

Les productions venues de l’Hexagone se confrontent aux réalités contemporaines et aux maux de l’époque

CINÉMA

VENISE (ITALIE) - *envoyé spécial*

De longs échanges existentiels, une relation adultère, des scènes dans un bar, un théâtre et un musée. Même au Festival international du film de Venise (Italie), il n’est parfois pas difficile de reconnaître un film français. *Un peu avant minuit*, le nouveau long-métrage de Nicolas Pariser (*Alice et le maire*, 2019), présenté en compétition, correspond de manière presque caricaturale à l’image que l’on peut se faire à l’étranger du cinéma hexagonal.

Alors le jury, présidé cette année par Maggie Gyllenhaal, qui rendra sa copie samedi 12 septembre, sera-t-il sensible à ces discussions sur un Parti socialiste mourant et une gauche radicale en peine de démocratie interne ? Heureusement, le film de Nicolas Pariser, centré autour d’un ancien journaliste culturel interprété par Melvil Poupaud, qui, après la mort de son père, revisite ses années de jeunesse à l’aune de #MeToo, a d’autres atouts à faire valoir. Un certain charme, un fourmillement d’idées, la vibration d’un climat politique effervescent, comme au bord d’une grande bascule, qui peuvent faire écho bien au-delà de nos frontières.

De même qu’*Un peu avant minuit*, la petite moisson de films français projetés à Venise se confronte à des réalités contemporaines. Pour beaucoup, sous un angle social. C’est le cas, notamment, du plus réussi d’entre eux, *Un bon petit soldat*, de Stéphane Brizé, en compétition, avec, au casting, une Alba Rohrwacher rayonnante. L’actrice italienne, dont la performance mériterait un prix d’interprétation, incarne ici Carla Moretti, mère séparée et directrice des ressources humaines d’une entreprise française d’assurances.

Chargée de produire une vidéo sur les valeurs de la société, elle est amenée à gérer des soupçons de harcèlement sur les employés visant une manageuse efficace. Le film, outre sa dimension comique à l’égard de la mode des *happy of-*

**«15/18»,
de Cédric Kahn,
immerge
le spectateur
dans un hôpital
public, au sein
d’une unité
psychiatrique
pour adolescents**

fice managers, sait aussi être déchirant, notamment quand il aborde les abîmes auxquels expose le culte de la performance.

La question du choix moral traverse aussi *Bunker*, de Florian Zeller. Javier Bardem y interprète un célèbre architecte auquel est proposé, contre une forte somme d’argent, de construire un immense abri de luxe à Hawaï pour un riche entrepreneur. Projet qui provoque l’ire de son épouse, jouée par Penélope Cruz, éditrice littéraire idéaliste et romantique. Gentrification, despotisme des écrans qui captent l’attention, séparatisme des plus riches... Florian Zeller porte un regard acéré et critique sur les maux de notre époque, qu’il accompagne, avec une certaine habileté, d’un climat de paranoïa. Dommage qu’il finisse par céder à des choix narratifs aussi spectaculaires que mal aboutis.

Conte médiéval

Dernier film français en compétition, *15/18*, de Cédric Kahn, immerge le spectateur dans un hôpital public, au sein d’une unité psychiatrique pour adolescents. Porté par une formidable troupe de jeunes acteurs, le film tague un peu entre chronique sociale et volonté d’échappées romanesques. *15/18* n’en comporte pas moins son lot de scènes bouleversantes, où le cinéaste saisit avec force les fêlures d’adolescents, victimes, pour beaucoup, de violences sexuelles ou des terribles manquements de leurs parents.

Sélectionné dans la section Giornate degli autori, le nouveau



Melvil Poupaud (Léo) et Golshifteh Farahani (Tina), dans « Un peu avant minuit », de Nicolas Pariser. PYRAMIDE DISTRIBUTION

film de Robert Guédiguian, *Une femme aujourd’hui*, présente un profil similaire. Le cinéaste marseillais y retrouve sa troupe autour d’un récit qui entrecroise deux lignes narratives sur des violences sexuelles. D’un côté, le vacillement intime d’une jeune femme d’affaires (Marilou Auzilloux) obsédée par son travail. A la suite d’un viol, elle s’investit dans un foyer qui vient en aide à de jeunes mères isolées. De l’autre, sa mère (Ariane Ascaride), qui découvre qu’elle est née de l’union cachée de son père et de leur servante algérienne. Faisant le portrait d’une société gangrenée par le racisme, l’individualisme et l’appât du gain.

Trois longs-métrages français sont à classer dans les films de genre. *Un bon avocat*, de Tristan

Séguéla, hors compétition, efficace thriller dans lequel un avocat en perdition, en proie à ses addictions, prend sous son aile un jeune stagiaire. Outre une mise en scène nerveuse, le film vaut surtout pour son casting, le duo Laurent Lafitte et Anthony Bajon en tête.

Plus singulier, *La Moula*, de Jérôme Pierrat, dans la section Orizzonti, joue la carte du faux documentaire pour raconter l’infiltration d’un journaliste au sein d’un groupe de gangsters marseillais en attente d’un chargement de cocaïne. Les mésaventures de ces pieds nickelés sous surveillance ont un côté un peu léger et potache qui n’empêche pas la mise en lumière d’un état des lieux inquiétant sur une délinquance de bandes de plus en plus jeunes et violentes.

Les longs-métrages hexagonaux projetés à Venise se confrontent à des réalités contemporaines

Enfin, dernier projet audacieux au ton joliment décalé présenté en clôture de la section Giornate degli autori : *Peau d’homme*, de Léa Domenach. Cette adaptation de la bande dessinée d’Hubert et Zanzim avec Claire Pommet (dite Pomme), Stefan Crépon, Karin Viard et Catherine Deneuve prend la forme d’un conte

médiéval et musical à la fibre résolument féministe. La princesse Blanche y prend des atours masculins pour apprendre à connaître son fiancé, découvrant au passage la joie des amours inverties.

Liberté des mœurs pour tous ou retour à un écrasant rigorisme religieux, voilà le dilemme que doit trancher, sur fond d’une inquiétante sécheresse, notre petit royaume du XV^e siècle. Si, passé sa brillante mise en place, le long-métrage souffre de quelques baisses de régime, il confirme le statut un peu à part de Léa Domenach dans le paysage de la comédie française. La cinéaste se révèle ici capable de donner un coup de jeune à la fantaisie d’un Jacques Demy. ■

BORIS BASTIDE

Une édition au palmarès très politique

Le film « Woman Unknown », de la réalisatrice dano-égyptienne May el-Toukhy, a remporté le Lion d’or

VENISE (ITALIE) - *envoyé spécial*

Les jurys vénitiens savent maintenir le suspense jusqu’au bout. Après le Lion d’or surprise accordé l’an passé à *Father Mother Sister Brother*, de Jim Jarmusch, *Woman Unknown*, de May el-Toukhy, a défié, samedi 12 septembre, les pronostics en remportant la récompense suprême de la 83^e édition de la Mostra de Venise. Ce après avoir déjà reçu un prix d’interprétation féminine pour la comédienne Mathilde Arcel, au terme d’un palmarès très politique. C’est la quatrième fois en sept éditions qu’une réalisatrice gagne le Lion d’or. Une statistique d’autant plus exceptionnelle que, cette année, deux films seulement sur les 21 de la compétition étaient réalisés ou coréalisés par une femme.

Situé au Danemark peu après la fin de l’occupation nazie, *Woman Unknown* fait le portrait d’une domestique sur le point de changer de rang en épousant son maître de maison, au moment où un terrible secret lié à son passé menace de contrarier ses plans. Un film parfaitement en phase avec une 83^e édition obsédée par la question des choix moraux, entre ceux qui cèdent peu à peu à la ten-

tation du mal et ceux qui apprennent à questionner leur environnement pour résister.

En recevant son prix, la réalisatrice dano-égyptienne May el-Toukhy (*Queen of Hearts*, 2019) a expliqué avoir voulu rendre hommage aux « *femmes invisibles et sans voix* », avec une œuvre où « *le corps des femmes est un champ de bataille* ». Elle a salué les prises de parole de la présidente du jury, l’actrice américaine Maggie Gyllenhaal, pour promouvoir d’avantage de mixité dans l’industrie du cinéma et a dédié sa récompense à sa fille, adolescente : « *Sors la tête de ton téléphone, regarde autour de toi et utilise ta voix pour rejeter toute déshumanisation, prends la parole pour ceux qui ont été abandonnés et réduits au silence* », a-t-elle conclu.

Un monde violent

Le favori, *Possible Love*, de Lee Chang-dong, a dû se contenter du grand prix du jury. Au moins ce très beau film, qui traite avec nuance de la disparition de la classe ouvrière et de sa fétichisation et exploitation par la bourgeoisie, a connu un meilleur sort que le précédent chef-d’œuvre du réalisateur, *Burning*, reparté injustement bredouille du Festival de

En recevant son prix, la cinéaste a expliqué avoir voulu rendre hommage aux « femmes invisibles et sans voix »

Cannes en 2018. Le cinéaste coréen veut cependant ce trophée comme un encouragement à continuer à explorer ces questionnements, « *à l’heure où les connexions entre êtres humains sont en train d’être rompues* ». Espérons qu’il ne faille pas attendre huit années son prochain film.

L’autre grand favori, *Naza*, un documentaire qui raconte de l’intérieur l’assassinat systémique de civils à Gaza par l’armée israélienne, a remporté le prix spécial du jury. Longuement ovationné, le journaliste israélien Yuval Abraham a rappelé, au côté de sa coréalisatrice Rachel Szor, que six enfants palestiniens étaient morts cette semaine dans des attaques, arguant que la négation de ces crimes était ce qui permet-

tait leur persistance. Il a rendu hommage aux centaines de journalistes tués à Gaza, avant de mettre à l’index les gouvernements italien et allemand pour leur soutien à Israël.

De politique, il était encore question avec la remise du Lion d’argent du meilleur réalisateur pour *Dau* à Ilia Khrjanovski, qui a renoncé à sa nationalité russe. Ce film de plus de trois heures, fruit d’années de travail impliquant des centaines d’acteurs, suit sur plusieurs décennies une sorte d’Oppenheimer soviétique libertin, qui résiste un temps à travailler à l’élaboration de la bombe atomique avant de céder face aux pressions d’un Etat totalitaire. Dérangeant, oppressant, *Dau* immerge le spectateur dans un monde violent qui a perdu toute boussole morale. Le cinéaste, qui a en grande partie tourné son film à Kharkiv, en Ukraine, a dédié son prix « *aux Ukrainiens qui se battent pour la liberté, la paix et la victoire* ».

Si le cinéma italien, malgré cinq films en compétition, n’a rien gagné, la France, avec ses quatre longs-métrages, a connu un meilleur sort, repartant notamment, comme en 2025, avec le prix du meilleur scénario. Stéphane Brizé, et ses coscénaristes Coralie

Amédéo et Olivier Gorce, succède ainsi à Valérie Donzelli et son *A pied d’œuvre*. Leur film, *Un bon petit soldat*, narre les dilemmes d’une directrice des ressources humaines tiraillée entre performance et protection des salariés.

« *Mon film traite d’une histoire où la course au profit fabrique de la souffrance, et lorsque l’économie fabrique de la souffrance le fascisme surgit toujours comme un vautour et il crée l’illusion de la réparation*, a averti Stéphane Brizé. *Les mêmes causes ont toujours les mêmes effets. Ce qui s’est passé hier se rejoue aujourd’hui, mais aujourd’hui on ne peut pas dire qu’on ne savait pas.* »

Autre mention française, la jeune actrice Malou Khebizi, une des héroïnes du film *15/18* de Cédric Kahn, sur une unité psychiatrique pour adolescents, a remporté le prix Marcello-Mastroianni, qui consacre un comédien débutant. L’Américain John Malkovich complète le palmarès avec un prix d’interprétation masculine pour son génial rôle d’agent de la CIA, missionné pour renverser Salvador Allende au Chili dans *Wild Horse Nine*. Un trophée qui le positionne dans les favoris pour la course aux Oscars. ■

BO. B.

Sept jours
sur sept,
à 7h,

la
Matinale
du Monde

www.lemonde.fr/
la-matinale/



L'Anomalie fait souffler un vent turbulent sur la capitale

Ce théâtre éphémère, installé dans le 6^e arrondissement, est devenu un laboratoire d'expérimentations

Il faut savoir accompagner les grandes et petites révolutions par la création sur mesure de mots qui actent le changement. Avec un sens aigu de la stratégie communicationnelle, Bertrand de Roffignac, auteur, acteur et metteur en scène, a décidé de nommer «*théâtre autonome exstitutionnel*» son projet artistique éphémère. Il l'expérimente au cœur du 6^e arrondissement de Paris, dans l'ancienne Académie de la Grande-Chaumière où étudiaient peintres et sculpteurs. Une Grande-Chaumière qu'il a rebaptisée L'Anomalie.

«*Exstitutionnel*» : pourquoi ce néologisme ? Parce que, répond l'artiste, «*nous tentons de réinventer le théâtre public en dehors du théâtre public*». Ce qui veut dire un théâtre qui se passe de subventions sans se vendre au libéralisme. «*Je me suis inspiré des coopératives ouvrières*», dit le créateur reconverti en gestionnaire moins empirique qu'il n'y paraît.

Son théâtre, donc, multiplie les collaborations sous forme de coréalizations avec partage des recettes. Les bénéfices servent à sécuriser le plateau, rémunérer les membres de la coopérative et rembourser la dette contractée par l'artiste. Pour mener à bien son aventure, il a emprunté 100 000 euros. Négocié avec le propriétaire (le groupe Etsem, présidé par François Esperet) pour ne payer aucune charge et aucun loyer. Obtenu la mise à disposition d'agents de sécurité. Et promis de vider les lieux fin novembre, date à laquelle l'immeuble devrait être réhabilité.

«Un projet très égo-centré»

Directeur artistique d'une troupe pluridisciplinaire (le Théâtre de la Suspension), comédien fétiche d'Olivier Py, Bertrand de Roffignac, 31 ans, rêvait depuis deux ans «*d'un outil fonctionnel*» où jouer ses spectacles sans dépendre de tutelles dont l'inertie et la lour-

deur peuvent décourager. «*C'était un projet très égo-centré*» : il l'avoue d'autant plus volontiers qu'à la Grande-Chaumière les décors volumineux de son «*répertoire*» qui ne rentraient pas dans les murs l'ont contraint à créer sur site. Son *Grand peur et misère de la V^e République* ouvre le bal en septembre.

Il y a pourtant une belle hauteur sous plafond lorsqu'on pousse la porte qui ouvre sur un volume de près de 800 mètres carrés. Un long couloir dessert deux salles de représentation, les casiers des anciens académiciens sont dans la place et, au fond du vestibule, se

trouvent un bar et une cour.

Le bâtiment est resté dans son jus. Quelques coups de peinture passés à la hâte lui ont redonné des couleurs. Un gril, des pendrillons, une console de régie : le matériel technique (pour la plupart prêté) a été posé en urgence. «*En janvier, François Esperet, qui avait entendu parler de mon désir d'un lieu alternatif, m'a appelé pour me proposer d'occuper l'espace. Je pense qu'avec nous son groupe modélise un schéma d'aides aux artistes. Nous avons inauguré L'Anomalie le 24 avril. On a eu deux mois pour rendre le lieu habitable.*»

S'installer dans un arrondissement à un chiffre ? Le comédien n'y croyait pas. Il n'avait ni le temps ni l'intention d'attendre l'aval sonnant et trébuchant des pouvoirs publics. Ce trentenaire est, dans la vie, ce qu'il est sur la scène : un Zébulon qui marche, parle et agit vite, quitte, pour ce faire, à bousculer l'ordre des choses. «*Nous avons fait des demandes d'aides car je ne suis évidemment pas fermé aux collaborations avec l'institution, surtout la Mairie de Paris, que je sais attentive et plutôt bienveillante. Mais vient un mo-*

«Nous tentons de réinventer le théâtre public en dehors du théâtre public»

BERTRAND DE ROFFIGNAC
créateur de L'Anomalie

ment où il faut passer à l'action.»

C'est peu dire qu'il a enclenché le turbo : ouverture de L'Anomalie de 10 heures à minuit du mercredi au dimanche avec des représentations chaque soir. Résidences le reste de la semaine. «*Il faut de l'activité permanente, c'est ça qui nous fait vivre.*» Théâtre, cabaret, cinéma, concerts, performances, fêtes, lectures, rencontres : de mai à juin, 35 artistes et 70 levers de rideaux ont allumé la mèche : «*L'événementialisation a aidé à nous faire connaître.*» Un excellent bouche-à-oreille a fait le reste. En juillet, des cinéastes ont tourné des films sur place. En août, c'était repos pour l'équipe de direction. Mais, du 12 septembre au 27 no-

vembre, une cinquantaine de rendez-vous publics sont d'ores et déjà calés. Olivier Py, Jean Lambert-wild, Karelle Prugnaud, Hugues Jourdain, Stanislas Nordey et Emmanuelle Béart, des textes de Lydie Dattas ou de Neige Sinno, des pièces inédites, des débutants, des inconnus : le choix ne se fait pas sur dossier mais autour d'un café. Si cette quantité n'est pas forcément gage de qualité, elle permet que souffle, sur la capitale, un vent turbulent et dynamique.

«*Je veux un endroit où l'artiste se sente libre de faire quelque chose qu'il ne fait pas ailleurs*», assure Bertrand de Roffignac. Laboratoire d'expérimentations, vivier de gestes neufs, fragiles, ratés ou prometteurs, rampe de lancement, prototype d'avenir, L'Anomalie a su mettre les gaz quand, où et comme il le fallait. ■

JOËLLE GAYOT

L'Anomalie, 14, rue de la Grande-Chaumière, Paris 6^e. Soirée de réouverture, le 12 septembre. *Grand peur et misère de la V^e République*, texte et mise en scène : Bertrand de Roffignac, du 16 au 25 septembre.

Télérama
Le Monde
LA VIE

Au fil du Mékong

Cambodge et Vietnam

UNE CROISIÈRE CULTURELLE EXCLUSIVE

Du 1^{er} au 14 novembre 2026

REMISE EXCEPTIONNELLE DE 300 € PAR PERSONNE*

EN COMPAGNIE DE NOS INVITÉS :

Élisabeth Marshall, journaliste, chroniqueuse à La Vie,

Isabelle Morin-Larbey, spécialiste des pratiques et spiritualités orientales

et Brice Pedroletti, correspondant du Monde pour l'Asie du Sud-Est.

EXTENSION EN OPTION

Du 13 au 16 novembre 2026 à Hué, ancienne cité impériale classée à l'Unesco et ses alentours (Vietnam).

PRESTATION AÉRIENNE AVEC SINGAPORE AIRLINES, UNE COMPAGNIE D'EXCELLENCE RÉGULIÈRE, EN ESCALE À SINGAPOUR UNIQUEMENT.

Pour toute information ou réservation, vous pouvez contacter Rivages du Monde au 01 83 96 83 43 OU à croisiere-lvlm@rivagesdumonde.fr (réf LMMEK26).

Licence : RM 075 100 099

* Pour toute réservation avant le 15 septembre 2026, sur toute catégorie de cabine. Offre non rétroactive et non cumuleable avec d'autres promotions Rivages du Monde.

Un montage financier inédit pour financer l'extension du Musée Picasso

Un tirage exclusif de bronzes permettra de régler les travaux

Quand on n'a pas d'argent, il faut avoir des idées. Un an après l'annonce d'un grand chantier à 50 millions d'euros, Cécile Debray, présidente du Musée Picasso-Paris, a trouvé un montage financier inédit pour mener à bien des travaux visant à aménager une nouvelle aile consacrée aux expositions temporaires et à fusionner le jardin de l'hôtel Salé avec le square mitoyen Leonor-Fini. L'Etat, qui avait donné 19 millions d'euros il y a tout juste dix ans pour tripler les surfaces d'exposition, ayant exclu toute nouvelle rallonge budgétaire, il a fallu ruser.

Prenant exemple sur le Musée Rodin, qui s'autofinance en commercialisant les fontes du sculpteur, Cécile Debray a obtenu de la succession Picasso un droit de tirage exclusif de huit bronzes à partir de quatre originaux en plâtre : *Petite Fille sautant à la corde*, créée à Vallauris (Alpes-Maritimes) ; *Tête de femme*, portrait d'une de ses compagnes : Marie-Thérèse Walter ; l'irrésistible *Guenon et son petit* ; ainsi que l'iconique *Chèvre*. «*Picasso a utilisé son droit de tirage avec modération, souvent un tirage unique en bronze, parfois deux ou trois*», précise M^{me} Debray. Quatre de ces fontes posthumes

seront installées dans le futur jardin agrandi du musée. Les quatre autres ont été cédées pour 40,3 millions d'euros à la Fondation Don Quixote, aux Pays-Bas, qui en fait don au Rijksmuseum, à Amsterdam. Une aubaine pour le musée néerlandais, qui possédait déjà des sculptures de Giacometti ou Louise Bourgeois, mais aucune de Picasso. Cet accord, inespéré pour Cécile Debray, permet à ces chefs-d'œuvre de rejoindre une autre grande institution européenne ouverte au public plutôt que de nourrir le marché privé.

«Un geste exceptionnel»

Ce coup de maître doit beaucoup à des échanges nourris avec la famille Picasso, gardienne du droit moral de l'artiste, aux intérêts parfois divergents, ainsi qu'aux âpres négociations avec la Ville de Paris, propriétaire du jardin adjacent, l'Etat, gardien des œuvres et Bercy, adepte de la rigueur budgétaire mais inquiet de toute niche fiscale.

Le musée compte-t-il réitérer ce dispositif pour financer d'autres urgences, le lot des musées logés dans des bâtiments anciens ? «*C'est un geste exceptionnel, recadre Cécile Debray. Envisager des bronzes posthumes exige réflexion, contrôle et rigueur de fa-*

çon à rester fidèle à l'esprit de l'œuvre de Picasso.» Pour encadrer ce projet sensible, elle a monté un dossier robuste sur le plan juridique, tout en s'appuyant pour la réalisation, sur les Fonderies de Saint-Gal, en Suisse.

Quarante ans après son inauguration, le Musée Picasso, qui détient le fonds de l'artiste le plus important, avec plus de 5 000 œuvres et 200 000 pièces d'archives s'apprête à faire sa mue. Le volet financier étant bouclé à 80 %, la refonte architecturale peut s'accélérer.

Sur 156 candidatures, un jury présidé par Cécile Debray et Marc Guillaume, ancien préfet de Paris et actuel vice-président du Conseil d'Etat, a retenu le 7 septembre cinq duos d'architectes et de paysagistes : Francesca Torzo avec la paysagiste Sarah Price, Stanton Williams et l'agence Vogt, Lina Ghotmeh avec Florence Mercier, Niney et Marca-RCR avec Jacqueline Osty et enfin Antoine Dufour avec Wagon Landscaping.

Le lauréat sera désigné en janvier 2027, pour un coup d'envoi des travaux espéré en 2008, à musée ouvert. «*On fera la base chantier dans le jardin du musée, de façon à ne pas gêner trop de nuisances*», indique M^{me} Debray. ■

ROXANA AZIMI

Magali Bessone

« Le droit est mal armé pour penser les injustices historiques »

Dans « Ce que nous devons à Haïti », la philosophe explore la notion de réparation à partir du cas de ce pays marqué par la traite, l’esclavage et la colonisation de la France. La justice réparatrice ne peut se contenter d’indemniser, explique-t-elle dans un entretien au « Monde »

ENTRETIEN

Fin août, pendant la 15^e édition du festival La Manufacture d’idées, qui rassemble chaque année, à Huriigny (Saône-et-Loire), des intellectuels de haut vol, Magali Bessone était invitée à parler de son livre paru en août, *Ce que nous devons à Haïti* (La Découverte, 200 pages, 21 euros). La professeure de philosophie à Paris-I Panthéon-Sorbonne a livré, devant un public captivé par son dialogue avec le géographe haïtien Jean-Marie Théodat, un aperçu des réflexions qu’elle y mène sur la question des réparations. *Le Monde* a recueilli sur place les pistes qu’ouvre cette spécialiste de la justice redistributive et réparatrice et de la question raciale. Elles sont une brèche pour penser un avenir du monde plus digne et plus égalitaire.

Comment commence-t-on à s’intéresser à Haïti quand on est une philosophe ?

Depuis que j’ai commencé à étudier la philosophie, mon inquiétude constante est celle de la justice. Comment construire une société juste ? J’en suis arrivée à penser que cette question obligeait à prendre en compte notre histoire, et en particulier notre histoire coloniale : comment pouvons-nous réparer les injustices de l’histoire, les crimes contre l’humanité que sont la traite et l’esclavage, qui ont produit des effets durables et structurels ? Cela m’a amené à un premier travail, dont est issu le livre *Faire justice de l’irréparable* [Vrin, 2019] : je parlais des procès intentés par plusieurs associations ultramarines depuis 2005 contre l’Etat français au titre du préjudice lié à la traite et à l’esclavage coloniaux.

Un jour, je présentais ce livre, à Bahia, au Brésil, quand une postdoctorante dans l’assistance m’a interpellée : « Pourquoi ne parlez-vous pas de Haïti dans votre livre, si votre ambition est de penser la responsabilité française pour les injustices de l’histoire ? » Elle avait raison : j’avais « oublié » Haïti, l’ancienne colonie de Saint-Domingue. J’ai compris qu’il fallait élargir le cadre et saisir la France à l’intérieur d’un espace international où de nombreux Etats aujourd’hui indépendants sont les héritiers de l’histoire coloniale française. Et la relation entre la France et Haïti, la « perle des Antilles » qui est devenue – c’est une espèce d’épithète homérique désormais collée à Haïti – « le pays le plus pauvre de l’hémisphère occidental », m’a semblé paradigmatique de la responsabilité coloniale. Je me suis dit que partir de ce cas-là pouvait me per-

mettre de penser plus largement la justice réparatrice à l’échelle internationale.

Votre livre s’intitule « Ce que nous devons à Haïti ». Longtemps il a été question de ce qu’Haïti devait à la France. Qu’appelle-t-on la « double dette » ?

Pour mettre fin aux négociations qui se sont engagées après la défaite des troupes napoléoniennes à Vertières en 1803 [devant l’armée du général Jean-Jacques Des-salines] et qui s’étirent, Charles X impose aux Haïtiens, en 1825, de signer une ordonnance dans laquelle, en substance, la France reconnaît l’indépendance et la souveraineté haïtiennes – des « habitants de Saint-Domingue », est-il écrit – en échange d’une indemnité de 150 millions de francs. Haïti, qui n’a pas les moyens de payer et qui est étranglée dès le premier versement, s’endette auprès des banques françaises, à des taux faramineux. C’est ce qu’on appelle la « double dette » : le paiement de l’indemnité, mais aussi des emprunts, et leurs arriérés, dont les remboursements s’étalent sur un siècle, jusqu’aux années 1930.

L’onde de choc de la révolution haïtienne, qui est une révolution de philosophes, inspirée des Lumières, est mondiale. Comment a-t-elle disparu de la mémoire européenne ?

En effet, à l’époque, le monde entier a les yeux braqués sur Haïti. L’insurrection de 1791, qui débouche en quelques années sur l’abolition de l’esclavage et l’indépendance [en 1804], fait peur à tous les empires esclavagistes. En 1825, les Etats-Unis ne reconnaissent d’ailleurs pas l’indépendance haïtienne : une république noire si près de leurs côtes provoque la terreur des propriétaires d’esclaves. Il faut se présenter l’objet du scandale : des « biens meubles », tels que les pense le Code noir, sont devenus des sujets politiques, porteurs de droits, libres et égaux – femmes comprises. Le renversement est tel qu’un historien haïtien, Michel-Rolph Trouillot, dit qu’il est littéralement impensable par les élites de l’époque avec les ressources intellectuelles qui sont les leurs. Si bien que le discours qu’elles produisent sur l’événement entre dans des catégories disponibles, comme la conviction qu’il y aurait eu un pacte vaudou.

Ce qui est intéressant, c’est qu’Hegel, qui est un grand lecteur de journaux, écrit sa dialectique dite « du maître et de l’esclave » pile à ce moment-là [dans *Phénoménologie de l’esprit*, paru en 1806-1807]. La philosophe états-unienne Susan Buck-Morss a fait l’hypothèse qu’il s’est inspiré des événements haïtiens. Mais cette extraordinaire révolution, si elle était présente dans les esprits européens, est d’emblée biaisée et minimisée. La Révolution française et la révolution états-unienne deviennent les deux seuls modèles pour penser l’avènement de la liberté, de l’égalité et de l’émancipation modernes. La révolution haïtienne est recouverte immédiatement – alors même qu’elle a été plus égalitariste, plus émancipatrice, plus antiraciste.

Quand la première demande de réparation apparaît-elle ? Quelle est la réaction du gouvernement français de l’époque ?

En 2003, le président haïtien, Jean-Bertrand Aristide, fait calculer, par des avocats états-uniens, un équivalent du montant de la dette – ils arrivent à la somme de 21,7 milliards d’euros – et demande publiquement à la France de rembourser. En réponse, le gouvernement français demande à Régis Debray de faire un rapport sur les « relations franco-haïtiennes ».

La conclusion de ce travail, rendu public en 2004 – sérieux, par ailleurs –, est que



YANN LEGENDRE

la France a une dette morale à l’égard d’Haïti, notamment en regard de cette injuste « double dette ». Mais l’hypothèse de la restitution est écartée. Vingt ans passent et nous arrivons, en 2025, au bicentenaire de l’ordonnance de 1825. Entre-temps, des associations ont travaillé, juridiquement, politiquement, pour que la question des réparations soit difficile à considérer comme nulle et non avenue. L’idée a gagné en légitimité dans la conversation publique.

Par ailleurs, les présidents haïtiens successifs disent, en septembre 2024 aux Nations unies, puis en janvier 2025 à la France, qu’ils veulent réparation, qu’il est temps désormais de mettre fin à cette injustice terrible qui les affecte encore. On sent que la demande se précise et se fait plus insistante. En réponse, Emmanuel Macron annonce, en avril 2025, la mise en place d’une commission franco-haïtienne, bilatérale, d’historiens pour « examiner notre passé commun ». Et l’Assemblée nationale vote à l’unanimité en juin 2025 une résolution invitant l’Etat français à considérer « la reconnaissance, le remboursement et la réparation » de l’indemnité de 1825. Quelque chose a changé : à présent, la reconnaissance du passé est devenue inévitable. La question qui demeure est celle de la forme matérielle que pourra peut-être prendre la réparation. Il y a de nombreuses façons de faire : demandes de visas accordés, indemnisations financières...

Pourquoi la justice internationale est-elle insatisfaisante dans cette question des réparations ?

Le droit national comme le droit international peuvent réparer des injustices passées – comme des spoliations –, mais ils sont mal armés pour penser des injustices historiques dont les effets sont structurels et encore actifs dans le présent. Or, ce que veut la société civile aujourd’hui, ce n’est ni une simple compensation ou indemnisation ni une restauration du passé à l’identique – il ne s’agit pas de rétablir le monde d’avant (et, d’ailleurs, d’avant quoi ? la « double dette » ? l’esclavage ? la colonisation ?).

Réparer, c’est tenir compte des conditions qui ont amené à l’injustice pour les transformer de telle sorte que cette injustice ne puisse pas se reproduire. C’est pourquoi, pour moi – et c’est ce que j’essaie de montrer dans mon livre –, la justice réparatrice est une justice sociale et transformatrice, en ce sens qu’elle redresse des inégalités systémiques.

On trouve dans le droit international une résolution des Nations unies de

2005 qui porte sur les réparations. Elle énonce cinq modalités, dont deux m’intéressent : la « satisfaction » – le droit au savoir – et la « garantie de non-répétition ». Ce sont deux éléments qui vont bien au-delà de la capacité à remettre la victime dans l’état qui aurait été le sien si l’injustice n’avait pas été commise. Il s’agit plutôt de faire en sorte que notre monde actuel travaille à un nouveau fonctionnement des institutions et des relations internationales qui nous préserve du retour d’un monde inégalitaire, impérialiste et colonial.

La période vous semble-t-elle idoine pour faire avancer cette revendication ?

J’ai bien conscience que le monde actuel ne va pas dans le sens de la résolution de 2005. Mais les moments de trouble sont aussi paradoxalement des moments où l’on peut inventer, tester du nouveau. Face aux pôles conservateurs et autoritaires que sont les Etats-Unis, la Russie, la Chine, les anciens pays colonisateurs et les anciens pays colonisés pourraient travailler ensemble, en pairs, à produire un renouveau du droit international sur une base plus égalitaire. Face au marasme ambiant, plutôt que d’acter la mort du droit international, la France et l’Europe pourraient participer à transformer un système de relations internationales qui a trop reproduit les inégalités passées et œuvrer à résoudre les injustices structurelles.

Vous pensez à partir du cas haïtien. Que veut dire penser « par cas » en philosophie ?

Je pense que la tâche principale du philosophe, c’est de « nettoyer les concepts », comme le dit Ludwig Wittgenstein [1889-1951]. Cela veut dire qu’on part des concepts tels qu’ils sont en usage dans l’espace public pour les clarifier, dissoudre les polémiques et poser correctement les problèmes.

Ce que j’ai voulu faire en pensant à partir du cas haïtien, c’est identifier le problème, pas seulement pour le décrire de manière critique, mais aussi pour tenter de le résoudre, c’est-à-dire pour avancer intellectuellement et politiquement vers du plus juste. Cela reste peut-être inséparable d’une part d’utopie. Mais je pense que le philosophe politique doit s’autoriser à penser de l’inédit, à proposer des outils nouveaux, en espérant que d’autres vont s’en emparer. En parlant que les ressources intellectuelles ainsi cumulées produiront leurs effets. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIE CLARINI

Mohammed Iriqat Les divisions internes peuvent réduire la capacité de l'Europe à défendre la solution à deux Etats

Si elle tient à conserver la crédibilité de sa politique étrangère, l'Europe a intérêt à protéger non seulement le principe d'un Etat palestinien, mais également les conditions territoriales de sa réalisation, relève le juriste

Depuis plusieurs décennies, l'Europe affirme son attachement à la solution à deux Etats et à la création d'un Etat palestinien viable aux côtés d'Israël. L'Union européenne et ses Etats membres ont investi des ressources politiques, diplomatiques et financières considérables dans la construction des institutions palestiniennes et la préservation de cette perspective.

Mais une contradiction devient difficile à ignorer: que se passe-t-il lorsque les divisions au sein même de l'Europe affaiblissent sa capacité à défendre les conditions nécessaires à la solution politique qu'elle affirme soutenir? Soutenir la solution à deux Etats ne peut se limiter à une déclaration de principes. Cela suppose aussi de protéger les conditions politiques et géographiques qui rendent sa réalisation possible.

En Cisjordanie occupée, la violence des colons, l'expansion des colonies, les restrictions d'accès aux terres et les pressions exercées sur les communautés palestiniennes constituent des enjeux sécuritaires ou humanitaires, mais pas seulement.

Lorsqu'une famille quitte une communauté sous la pression de violences répétées, lorsqu'un agriculteur ne peut

plus accéder à ses terres ou lorsque les colonies transforment progressivement la géographie du territoire, c'est aussi l'espace d'une future solution politique qui se réduit.

Paradoxe européen

Le projet E1 d'expansion des colonies israéliennes en est l'un des exemples les plus sensibles. Sa mise en œuvre pourrait accentuer la fragmentation territoriale de la Cisjordanie et compromettre davantage la continuité nécessaire à la création d'un Etat palestinien viable. La réaction européenne à E1 révèle cette difficulté. En août, la Slovénie n'a pas soutenu un projet de déclaration au nom des 27 Etats membres. Faute de consensus, la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Kaja Kallas, s'est finalement exprimée en son propre nom plutôt qu'au nom de l'ensemble des Vingt-Sept.

Ljubljana a estimé qu'une nouvelle déclaration européenne n'apporterait pas de «*valeur ajoutée*», compte tenu des positions déjà exprimées. Mais, lorsqu'un projet est susceptible de compromettre la continuité territoriale d'un futur Etat palestinien, l'incapacité des Vingt-Sept à parler d'une seule voix est-

elle réellement sans conséquence? La capacité des Etats membres à adopter une position commune envoie un signal politique; leur incapacité à le faire envoie également un.

Le cas slovène révèle ainsi une fragilité plus générale: les divisions internes peuvent réduire la capacité de l'Europe à défendre concrètement l'objectif politique qu'elle proclame. Les divergences entre Etats membres sont légitimes, mais il existe une différence entre une divergence diplomatique ordinaire et

une division qui réduit la capacité collective de l'Europe à défendre les conditions nécessaires à sa propre politique.

C'est ici qu'apparaît le paradoxe européen. D'un côté, l'Europe continue de financer les institutions palestiniennes, de défendre le droit international et de réaffirmer son engagement en faveur de la solution à deux Etats. De l'autre, ses divisions peuvent limiter sa capacité à réagir collectivement lorsque les conditions territoriales nécessaires à cette même solution sont progressivement remises en cause. L'Europe risque ainsi de financer les institutions d'un futur Etat palestinien tout en devenant de moins en moins capable de contribuer à préserver le cadre territorial et politique dans lequel cet Etat pourrait, un jour, exister.

Cette contradiction touche à la crédibilité de la politique étrangère européenne. Une puissance diplomatique ne se mesure pas seulement à l'importance de son aide financière ou au nombre de ses déclarations, mais aussi à sa capacité à préserver la cohérence entre les principes qu'elle proclame et les instruments qu'elle mobilise pour les défendre.

Il ne s'agit pas de demander à l'Europe de choisir entre Israël et les Palestiniens, mais entre la préservation d'une solu-

tion politique et l'acceptation progressive d'une réalité qui pourrait la rendre impossible. Pendant longtemps, le débat européen a porté sur la manière de parvenir à la solution à deux Etats. Aujourd'hui, une question plus urgente se pose: restera-t-il suffisamment de conditions territoriales et politiques pour qu'une telle solution puisse encore être négociée?

Cette paralysie n'est pas une fatalité. Le 8 septembre, le Royaume-Uni a annoncé qu'il introduirait une interdiction des importations de biens provenant des colonies israéliennes et de nouvelles mesures visant les acteurs qui soutiennent ou facilitent leur expansion. Dans le même temps, 12 pays, dont la France et plusieurs Etats européens, ont annoncé leur intention d'adopter des restrictions nationales ou de soutenir des mesures européennes concernant le commerce avec les colonies. Cette évolution marque un passage des déclarations diplomatiques à l'utilisation d'instruments économiques pour préserver la solution à deux Etats. Elle montre aussi que, lorsque le consensus à 27 devient difficile, l'initiative de plusieurs Etats peut ouvrir la voie à une action européenne plus large.

Après des décennies d'engagement, l'Europe a donc intérêt à protéger le principe d'un Etat palestinien, mais également les conditions de sa réalisation. Les décisions du 8 septembre montrent qu'elle dispose encore d'instruments pour agir. La question est désormais de savoir si ces initiatives resteront fragmentées ou si elles pourront contribuer à une action européenne plus cohérente pour préserver les conditions qui rendent encore possible la solution à deux Etats. ■

MOHAMMED IRIQAT

Mohammed Iriqat est professeur associé de droit à l'université Al-Qods (Jérusalem)

Stephen Azzi Les Canadiens ont forgé leur identité en adoptant certains traits venus des Etats-Unis et en en écartant d'autres

Alors que le président des Etats-Unis multiplie les gestes d'intimidation envers Ottawa sur fond de guerre commerciale, le chercheur souligne combien le Canada s'est efforcé, tout au long de son histoire, de maintenir un «équilibre entre proximité et opposition» avec son voisin

L'administration Trump a semblé surprise. Dans un communiqué du 25 août, la Maison Blanche a annoncé que le Canada faisait partie – avec la Chine – des seuls pays à avoir choisi de riposter à la dernière salve de droits de douane. Pour Donald Trump, le Canada serait le partenaire commercial des Etats-Unis «*de loin le plus difficile et le moins raisonnable*». La résistance canadienne aux pressions américaines ne date pourtant pas d'hier. Pendant la majeure partie de son histoire, tout en restant un allié et un partenaire économique très proche, le Canada s'est efforcé de maintenir un singulier équilibre entre proximité et opposition aux Etats-Unis.

Si l'antiaméricanisme s'envole dans le monde, le Canada continue de nourrir un sentiment voisin, mais bien distinct, pilier de son identité: le «contre-américanisme». Quand l'antiaméricanisme est une forme d'hostilité caractérisée par des généralisations négatives sur les Etats-Unis, le contre-américanisme est

plus nuancé: il voit leurs bons et leurs mauvais côtés. Au lieu de s'opposer en bloc, les Canadiens ont forgé leur identité en adoptant des traits venus des Etats-Unis et en en écartant d'autres.

Identité propre

Le contre-américanisme est profondément inscrit dans l'ADN du Canada depuis les années 1770. La révolution américaine n'a pas été soutenue par tous les territoires britanniques d'Amérique du Nord. Au Québec, que la France avait cédé à la Grande-Bretagne en 1763, la révolution n'a guère rencontré de succès. Car après avoir tenté, en vain, d'assimiler les catholiques francophones, les Britanniques leur avaient finalement permis de pratiquer leur religion et avaient rétabli le droit civil français, ce que dénonçait la Déclaration d'indépendance américaine. En Nouvelle-Ecosse, il ne soutenait que mollement les révolutionnaires – soutien que les autorités n'eurent aucune peine à étouffer. Les peuples autochtones étaient divisés,

mais la plupart se rallièrent aux Britanniques: ceux-ci tentaient de limiter l'avancée des colons américains sur leurs terres.

La révolution a définitivement divisé l'Amérique du Nord, avec d'un côté les territoires qui deviendraient les Etats-Unis d'Amérique, de l'autre ceux qui formeraient le Canada. Après la guerre d'indépendance (1775-1783), 40 000 Américains fuirent la jeune république pour aller s'installer au Québec et en Nouvelle-Ecosse, territoire où ils furent bientôt plus nombreux que la minorité anglophone présente.

Ces «loyalistes», comme ils se désignaient eux-mêmes, sont restés très américains dans leur mode de vie et leur vision du monde, mais ils rejetaient la violence et le chaos de la révolution. Ils étaient convaincus que les différends entre les colonies

et Londres auraient pu se régler pacifiquement.

Les loyalistes ont largement défini leur identité en s'opposant aux Etats-Unis. Ils se considéraient comme moins individualistes que leurs cousins américains, mais aussi davantage attachés à la liberté et à l'ordre. A leurs yeux, ce n'était pas l'autorité britannique qui menaçait le plus leur liberté, mais la dictature de la foule qui régnait aux Etats-Unis. Depuis deux cent cinquante ans, les Canadiens essaient de tenir ce délicat exercice d'équilibriste: ils sont restés étroitement liés à leur voisin, tout en maintenant leur identité propre. Ils ont beaucoup emprunté aux Etats-Unis, tout en bâtissant des institutions politiques et sociales toutes canadiennes.

Restant fidèles à la démocratie parlementaire britannique, les Canadiens ont rejeté le système politique américain qui provoque régulièrement des blocages à Washington. S'ils ont adopté le fédéralisme états-unien, ils l'ont cependant adapté aux réalités de leur pays. Ils ont développé une conception égalitaire de la société qui ne laisse aucune place à l'aristocratie, tout en reprenant une bonne partie du modèle économique qui a fait des Etats-Unis la première puissance mondiale.

Si les deux pays partagent une même conception pluraliste de la société, le Canada est allé un cran plus loin en élaborant des politi-

ques publiques qui défendent le bilinguisme et le multiculturalisme. Le fait est qu'environ un quart de la population canadienne vit au Québec, une province à majorité francophone, qui possède une culture distincte et un système juridique spécifique.

Trahison des valeurs

Au fil du XX^e siècle, les deux voisins ont resserré leurs liens. En matière de sécurité, le Canada s'est placé sous la protection du parapluie américain et s'est associé aux Etats-Unis pour assurer la défense du continent nord-américain. Sur le plan commercial, le Canada et les Etats-Unis ont signé en 1988 un accord bilatéral de libre-échange, auquel a succédé en 1994 l'Accord de libre-échange nord-américain [puis en 2020, l'Accord Canada - Etats-Unis - Mexique].

Vu d'ailleurs, rien ou presque ne semble différencier les Canadiens des Américains. Les Canadiens sont cependant tout à fait conscients des différences qui les séparent. Ils sont notamment consternés par les échecs des politiques publiques américaines sur des questions comme la violence armée ou la santé.

Consternés, les Canadiens le sont également chaque fois que les Etats-Unis trahissent leurs valeurs communes. Les Canadiens voient avec stupeur Donald Trump piétiner les principes de souveraineté nationale, de démocratie, d'Etat de droit, ainsi que

les alliances et institutions qui réunissent depuis si longtemps les démocraties occidentales.

Cela étant, personne ne comprend mieux les Américains que les Canadiens. Et aucun pays n'a autant intérêt que le Canada à entretenir de bonnes relations avec les Etats-Unis. Aussi, le Canada s'est-il toujours gardé de rejeter en bloc les Etats-Unis: il s'attache à faire la part des choses entre ce qu'il peut imiter et ce à quoi il doit s'opposer.

Aujourd'hui, le contre-américanisme dépasse les frontières du Canada. Alors que Trump contraindrait les alliés des Etats-Unis à reconsidérer leur relation avec Washington, ceux-ci sont confrontés à un dilemme que les Canadiens ne connaissent que trop bien: comment rester proches des Etats-Unis tout en préservant leur liberté? La réponse ne se trouve pas du côté de l'hostilité. Il s'agit bien plus d'affirmer son libre arbitre en décidant quand rester dans leur camp et quand résister à leurs pressions – même si Washington en arrive à montrer les dents. ■

Traduit de l'anglais par Valentine Morizot

Stephen Azzi est professeur de sciences politiques à l'université Carleton, à Ottawa

Clara Egger et Raul Magni-Berton

Tous les candidats à la présidentielle se positionnent sur le référendum, mais lequel ?

La chercheuse, candidate déclarée à l'Elysée,
et le politiste analysent à quelles conditions
une procédure consultative peut
véritablement être un instrument de
contrôle du pouvoir au service des citoyens

En décembre 2025, le baromètre trimestriel « Priorités françaises » a renoué avec une méthode longtemps délaissée en France: demander aux enquêtés, sans liste ni suggestion, ce qui les préoccupe le plus. Le résultat a surpris. La vie politique elle-même – l’instabilité, la défiance, la régulation des institutions – apparaît comme la préoccupation principale, citée spontanément par 30 % des répondants, devant l’inflation et le pouvoir d’achat. Les vagues suivantes confirment que cette préoccupation reste installée, même lorsque d’autres sujets remontent au premier plan.

Ce résultat mérite d’être bien lu. Nous savions déjà que les Français étaient sévères avec leur système politique, et de plus en plus. Le baromètre de la confiance politique du Cevipof [Centre de recherches politiques de Sciences Po] de février le montre: 22 % seulement déclarent avoir confiance dans la politique, 20 % dans l’Assemblée nationale – plus

bas historique de la série – et 76 % estiment que la démocratie ne fonctionne pas très bien ou pas bien du tout, également un niveau inédit depuis la création du baromètre. Ce que nous ignorions, c’est l’importance que les Français assignent eux-mêmes à ce problème. La réponse est: il s’agit d’un enjeu prioritaire.

Reste à savoir ce qu’ils veulent. Le rejet ne porte pas sur le principe démocratique: 82 % continuent de juger qu’un système politique démocratique est une bonne chose pour gouverner le pays. Et près de huit Français sur dix (79 %) se déclarent favorables à un recours plus fréquent au référendum pour trancher des lois ou des politiques publiques importantes.

Que tous les candidats se positionnent sur le référendum n’est donc pas une surprise. Mais lequel? L’initiative populaire à la suisse, qui permet à une minorité de citoyens de soumettre au vote une révision de la Constitution? Le référendum obligatoire à l’irlandaise, qui

AUCUN DES
CANDIDATS LES PLUS
VISIBLES NE PROPOSE
QUE LES CITOYENS
AIENT LE CONTRÔLE
SUR LES DÉCISIONS
CONSTITUTIONNELLES

donne aux citoyens le droit de ratifier toute révision constitutionnelle? Le référendum abrogatif à l’italienne, qui permet de contester une loi ordinaire? Ou simplement l’élargissement du référendum présidentiel à la française? Trois grandes familles de dispositifs permettent de s’y retrouver.

Le référendum d’initiative présidentielle: il permet aux citoyens de voter, mais il accroît le pouvoir du président plus que le leur. Un président non soutenu par le Parlement ou le Conseil constitutionnel peut s’appuyer sur les citoyens; un président non soutenu par les citoyens peut s’appuyer sur le Parlement ou le Conseil constitutionnel. C’est donc le président qui choisit son allié, et c’est pourquoi cette formule est classiquement considérée comme une forme de plébiscite.

Le droit de proposer

La participation citoyenne subordonnée: les citoyens obtiennent une place dans l’architecture institutionnelle, mais une place seconde – initiatives citoyennes à objet restreint, validation d’une constituante ou d’une révision. Le cas du référendum obligatoire pour toute révision constitutionnelle se distingue nettement du reste de cette famille: il existe des raisons sérieuses de penser qu’il pourrait améliorer la vie politique française. Les autres variantes convainquent moins – les assemblées citoyennes ont connu des issues décevantes en Islande et au Chili et les initiatives citoyennes à faible portée, répandues en Europe de l’Est, ne produisent pas d’effets nets.

La primauté de la décision citoyenne: c’est le modèle suisse, que l’on retrouve aussi, par exemple, en Uruguay, en Californie, en Bavière. Les citoyens ont le dernier mot sur les décisions constitutionnelles, et un petit pourcentage d’entre eux peut être à l’initiative d’une révision et la soumettre à l’électorat. Les représentants font la loi ordinaire, sous la contrainte d’une annulation populaire possible.

Deux candidats ont déjà un projet constitué sur ce sujet. Marine Le Pen défend une forme de référendum obligatoire, mais souhaite garder les citoyens dans un rôle subordonné. Jean-Luc Mélenchon défend de son côté la convocation d’une assemblée constituante, assortie de droits d’initiative qui restent secondaires une fois le moment fondateur passé. La nouveauté, dans son programme de 2027, est l’ajout du référendum obligatoire. Ici aussi, toutefois, les citoyens resteront dans un rôle subordonné.

Bruno Retailleau a proposé début septembre une extension des sujets que le président peut soumettre à référendum, y compris des jugements du Conseil constitutionnel. C’est l’illustration la plus forte

du référendum d’initiative présidentiel. Dominique de Villepin se dit favorable à une initiative citoyenne limitée. Eric Zemmour défend quant à lui le référendum obligatoire, sans droit d’initiative.

Gabriel Attal propose une journée annuelle de consultation référendaire, avec des questions préparées par un groupe de représentants, et un recours plus fréquent au référendum d’initiative présidentielle. Edouard Philippe, sans innover sur les mécanismes, promet lui aussi davantage de référendums qui restent, donc, à l’initiative du président.

Raphaël Glucksmann propose un droit d’initiative citoyenne sur des enjeux de portée limitée et la généralisation des conventions citoyennes, mais sans référendum au bout de la chaîne. Marine Tondelier promet un référendum pour mettre en place une assemblée constituante. Fabien Roussel réclame un référendum sur la réforme des retraites. François Ruffin défend un référendum d’initiative citoyenne dont il précise peu les contours. En réalité, la primauté de la décision citoyenne est la seule approche dont les effets sur la confiance politique soient documentés avec quelque solidité, à partir des comparaisons faites avec la Suisse et les Etats-Unis.

Or, ce qui frappe, au terme de ce tour d’horizon, est précisément que cette troisième famille est absente du débat français. Aucun des candidats les plus visibles ne propose que les citoyens aient le contrôle sur les décisions constitutionnelles, impliquant à la fois le droit de proposer et le droit de refuser.

Il y a là un décalage qui mérite d’être nommé. Les Français placent le fonctionnement de leur système politique au premier rang de leurs préoccupations, et près de huit sur dix veulent voter plus souvent. Pourtant, la réponse politique qui domine cette campagne consiste moins à transférer du pouvoir aux citoyens qu’à donner au président plus d’opportunités de se défaire des contre-pouvoirs.

Le véritable clivage de 2027 ne sera donc peut-être pas entre partisans et adversaires du référendum. Mais entre le référendum comme instrument du pouvoir et le référendum comme instrument de contrôle du pouvoir. ■

Clara Egger est professeure de relations internationales à l’université de Rotterdam (Pays-Bas) et candidate à la présidentielle;
Raul Magni-Berton est professeur de science politique à l’Université catholique de Lille, titulaire de la chaire Démocratie directe comparée

PISA 2025 : les politiques éducatives au défi du temps long

ANALYSE

Et maintenant, que faire? Même si le phénomène touche l’ensemble des pays de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le décrochage des élèves français dans l’édition 2025 du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), rendue publique le 8 septembre, interpelle sur les politiques éducatives à mener.

Bien sûr, PISA ne peut constituer à lui seul la boussole du système éducatif. Bien sûr, les limites de ces tests internationaux standardisés sont patentées. Bien sûr, la place des écrans dans la vie des adolescents, les effets durables de la crise engendrée par le Covid-19 ou le fléchissement du soutien parental doivent interroger toute la société.

Mais la chute des scores des élèves français en mathématiques et en compréhension de l’écrit, la persistance des inégalités sociales et l’accentuation des disparités entre filles et garçons mettent à nu les failles du système éducatif. Il est difficile d’imputer ces mauvais résultats à un ministre ou à une réforme. Les élèves de 15 ans évalués dans PISA 2025 sont entrés à l’école élémentaire à la fin du quinquennat de François Hollande, en 2017, et ont poursuivi leur scolarité pendant les deux mandats d’Emmanuel Macron, sans participer au dédoublement des classes de CP et CE1 en éducation prioritaire ou aux éphémères « groupes de besoins ».

Cette difficulté à établir un lien direct entre une réforme et les résultats des élèves n’em-

pêche pas les gouvernements de tout bord, depuis vingt ans, d’utiliser PISA pour légitimer leur politique éducative, quitte à dévoyer les résultats de l’enquête. Bilan: aujourd’hui, la France se caractérise par un manque criant de cohérence des réformes successives de son système scolaire.

Peine à apporter des réponses étayées

Le hiatus n’a, de ce fait, jamais été aussi grand entre le temps politique et le temps long éducatif. Le « choc des savoirs » annoncé le jour des résultats 2023 de PISA par le ministre de l’éducation de l’époque, Gabriel Attal, s’avère à cet égard éclairant. Décidée en quelques semaines, à rebours des préconisations issues des sciences de l’éducation, cette série de mesures a placé le système et ses acteurs sous tension, au point d’être détricotée par ses successeurs. Comme si leur accumulation ne suffisait pas, aucune de ces réformes n’a fait l’objet d’une évaluation approfondie qui permettrait d’en jauger la pertinence. Dans le même temps, des pans entiers du système éducatif, à l’instar de l’éducation prioritaire, se voient délaissés, car moins rentables politiquement.

Certains points-clés de l’enquête PISA mériteraient en outre d’être analysés plus finement. Pourquoi les résultats des garçons ont-ils chuté en lecture? Quels sont les usages bénéfiques du numérique et quelles en sont les utilisations délétères? Le ministère de l’éducation peine à apporter des réponses étayées à ces questionnements. Relever le système éducatif suppose plus que jamais

des évolutions structurelles et de long terme. A ce titre, les travaux du Haut-Commissariat à la stratégie et au plan, rendus publics le 31 août, et ceux du Conseil d’analyse économique, pour « élever le niveau des élèves », convergent: les leviers sont multiples et ne peuvent être actionnés que sur la durée.

Le Haut-Commissariat dresse un panorama des faiblesses de notre système éducatif, des classes trop chargées aux rythmes scolaires inadaptés, en passant par des budgets par élève encore déséquilibrés et un métier enseignant mal rémunéré. « Il n’est pas possible de construire un grand modèle économétrique à partir de ces différents éléments pour isoler le rôle de chacun dans la perte de vitesse de notre système éducatif. Ils forment un tout », reconnaît Pierre-Yves Cusset, le rapporteur de ces travaux, dans un entretien au Monde.

Le Conseil d’analyse économique avance l’idée d’une loi décennale pour fixer les objectifs prioritaires et leur financement. La baisse démographique offre une occasion historique. D’ici à 2035, elle va générer 5 milliards d’euros d’économies par an, selon cet organe indépendant placé auprès du premier ministre, qui propose d’en investir quatre dans la transformation du système.

Dans tous les cas, le métier d’enseignant demeure au cœur des solutions. La perte d’attractivité de la profession et les tensions qu’elle génère au sein des établissements jouent indéniablement un rôle sur les résultats des élèves. Les difficultés des professeurs, souvent mal préparés à la gestion de

leur classe, doivent aussi être écoutées. Malmenée, la formation initiale des enseignants a subi quatre réformes depuis 2010. Quant à la formation continue, réduite à peau de chagrin ces dernières années, elle devrait davantage permettre aux enseignants, seuls face à leur classe, d’échanger sur leurs pratiques et les meilleures méthodes pédagogiques.

Autant d’éléments qui méritent d’être débattus avec les acteurs de l’éducation et l’ensemble de la société. La Fédération des conseils de parents d’élèves (FCPE) a d’ailleurs longtemps demandé une convention citoyenne sur l’éducation pour « imaginer des solutions nouvelles ». Idée pertinente, si le gouvernement joue le jeu – il n’a rien tiré de celle sur les temps de l’enfant, malgré l’engagement sincère de ses participants.

La campagne pour l’élection présidentielle de 2027 offre un espace idéal pour ce débat, à condition que les candidats s’en saisissent. La rentrée a été l’occasion pour chacun d’ériger l’école au rang de priorité, sans que les propositions énoncées aillent très loin. Du bloc central à l’extrême droite, le discours décliniste prédomine, quand la gauche peine à retrouver de l’allant et de la profondeur sur le sujet.

Le débat du temps long s’avère d’autant plus crucial qu’une nouvelle révolution des apprentissages, dont l’édition 2025 de PISA mesure encore à peine les effets, a commencé: celle de l’intelligence artificielle. Toute solution simpliste se verra, à coup sûr, balayée par ChatGPT et consorts. ■

SYLVIE LECHERBONNIER (SERVICE SOCIÉTÉ)

LA PERTE
D’ATTRACTIVITÉ
DU MÉTIER
D’ENSEIGNANT
JOUÉ UN RÔLE
SUR LES RÉSULTATS
DES ÉLÈVES



ÉCONOMIE | CHRONIQUE
PAR STÉPHANE LAUER

Effacer la dette ne dissipe pas le déficit

Jean-Luc Mélenchon a réussi à installer un thème de campagne présidentielle en proposant une solution simple à un problème que les gouvernements successifs n'ont pas réussi à résoudre. La dette publique n'était pas jusqu'à présent un sujet électoral. Le chef de file de La France insoumise a trouvé une manière de le rendre presque lisible en proposant de supprimer la part de la dette française détenue par la Banque centrale européenne (BCE). D'un problème complexe, il fait une promesse d'une redoutable simplicité.

L'idée n'est pas nouvelle. Elle figure depuis des années dans le programme des « insoumis », sous une forme légèrement différente : transformer la dette détenue par la BCE en dette perpétuelle à taux nul. Pendant la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, des économistes ont d'ailleurs débattu de la neutralisation des titres acquis par les banques centrales. La proposition n'est donc ni une aberration économique ni une évidence. Encore faut-il comprendre ce que signifie cette « dette à nous-mêmes ».

La France emprunte auprès d'investisseurs. Une partie de ces titres, soit 18 % de la dette totale, selon M. Mélenchon, est ensuite rachetée par la Banque de France dans le cadre de la politique monétaire de la BCE. Le candidat « insoumis » considère que cette dette est, en quelque sorte, une dette « à nous-mêmes », et propose de l'effacer, non pas unilatéralement, mais dans le cadre d'un accord européen. Lors du débat organisé par le Medef, fin août, il a même parié sur la possibilité de rallier plusieurs pays à cette idée.

Mais la formule « dette à nous-mêmes » est trompeuse. La Banque de France appartient à un système monétaire commun, dont les décisions se prennent avec les autres banques centrales de la zone euro. Effacer les titres qu'elle détient ne serait pas une simple opération entre la France et sa banque centrale. Le président de la Bundesbank, Joachim Nagel, l'a rappelé début septembre dans un entretien au *Monde* : une telle annulation constituerait, selon lui, un financement monétaire des Etats interdit par l'article 123 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et ouvrirait « une boîte de Pandore » menant à terme à l'hyperinflation.

Jubilé salvateur

Interrogée lors de la conférence de presse de la BCE à Berlin, le 10 septembre, Christine Lagarde, sa présidente, a jugé la proposition « financièrement dangereuse », « juridiquement impossible au regard du droit de l'Union européenne » et « une perte de temps considérable, quelle que soit la popularité que cela pourrait avoir dans n'importe quel Etat membre de la zone euro ».

Le pari de M. Mélenchon est aussi à double tranchant. Rien ne dit que les autres pays accepteraient de modifier les règles communes. L'Allemagne, les Pays-Bas ou l'Autriche pourraient considérer qu'une France s'affranchissant du cadre communautaire ne peut plus prétendre au même degré de solidarité. Le risque serait alors celui d'un « Frexit » par les faits, sans même qu'il ait été décidé par les urnes. Ce risque n'a d'ailleurs rien

D'UN PROBLÈME COMPLEXE, MÉLENCHON FAIT UNE PROMESSE D'UNE REDOUTABLE SIMPLICITÉ

d'abstrait : le rendement des emprunts d'Etat français, qui a atteint 4,45 % le 11 septembre, son plus haut niveau depuis 2008, rappelle à quel point les marchés surveillent la trajectoire des finances publiques françaises.

Supposons que ces obstacles puissent être levés : une question demeure, où est le gain ? Olivier Blanchard, ancien chef économiste du Fonds monétaire international, a défendu une idée simple : si la BCE annule les titres qu'elle détient, l'Etat économise les intérêts qu'il lui verse, mais elle perd les dividendes qu'elle lui aurait reversés. Le bénéfice net serait donc inférieur au montant effacé. L'argument mérite toutefois une nuance : depuis la remontée des taux, la Banque de France, comme d'autres banques centrales de l'Eurosystème, a subi de lourdes pertes et n'a plus été en mesure de reverser de dividendes à l'Etat récemment. Le coût d'opportunité invoqué par M. Blanchard est donc moins évident.

C'est pourquoi l'argument décisif n'est pas là. Supposons même que l'opération produise un avantage budgétaire réel : la France continuerait d'avoir un déficit, financé par de nouveaux emprunts dès que les recettes ne suffiraient plus. La proposition de M. Mélenchon s'attaque à une dette passée. Elle ne garantit pas, à elle seule, que les déficits futurs ne la reconstitueront pas. Il serait toutefois malhonnête de prétendre qu'il ignore la question : son programme prévoit une réforme fiscale destinée à faire davantage contribuer les hauts revenus et les patrimoines. Reste à savoir si ces hausses sont réalistes et si l'ensemble de ces mesures suffirait à financer les dépenses promises tout en stabilisant les comptes publics.

L'analogie avec la Grèce mérite d'ailleurs d'être regardée de plus près. Le banquier Matthieu Pigasse (membre du conseil de surveillance du *Monde*), qui soutient la proposition de M. Mélenchon, rappelle que 80 % de la dette grecque a été annulée ou réaménagée. Mais cette opération s'est accompagnée d'une austérité brutale. L'annulation n'a pas fait disparaître la facture, elle en a changé la répartition. Une créance peut être reportée, transformée ou effacée, mais les décisions qui l'ont générée se paient toujours d'une façon ou d'une autre. La France n'a donc pas seulement un problème de stock de dette : elle affiche un déficit persistant. M. Mélenchon propose une réponse pour effacer l'ardoise d'hier et une autre pour augmenter les recettes de demain. La seconde suffira-t-elle à empêcher la première de se reconstituer ? La présidentielle devrait être l'occasion de poser cette question à tous les candidats : que veulent-ils financer, avec quelles recettes, quelles dépenses veulent-ils réduire, quels efforts demandent-ils aux contribuables, aux retraités, aux entreprises ou aux bénéficiaires de prestations ? Bref, qui paie et pour quoi faire ?

C'est précisément cette partie de l'équation que la politique préfère souvent éviter. Effacer la dette offre l'illusion d'un jubilé salvateur. Gouverner, ce n'est pas raser gratis, c'est accepter de présenter la facture. ■

PRÉSIDENTIELLE : UN PROFOND DÉSIR DE CHANGEMENT

ÉDITORIAL M

La troisième vague de l'enquête électorale réalisée pour *Le Monde* par Ipsos BVA-CESI Ecole d'ingénieurs, en partenariat avec le centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne, publiée dimanche 13 septembre, constitue un avertissement pour les candidats à l'élection présidentielle de 2027. Le pays est traversé par un désir de changement profond, une envie de tourner la page, après deux mandats d'Emmanuel Macron.

Les personnes interrogées – un panel de plus de 13 000 personnes, qui permet l'analyse la plus fine possible – expriment une « inquiétude » très forte, tout comme de l'« incertitude » et de la « colère ». C'est aussi

une France pessimiste qui se dessine. Les trois quarts des sondés pensent ainsi que la situation française va se détériorer dans les mois à venir, près de 30 points de plus qu'il y a cinq ans. Une tendance profonde qui s'explique en grande partie par une économie française menacée de récession, où le pouvoir d'achat recule, comme l'a montré la note de conjoncture de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), publiée jeudi 10 septembre.

Face à cela, la demande de rupture est forte : un peu moins de la moitié des personnes interrogées estime qu'il n'y a pas assez de « comportements radicaux pour trouver de nouvelles voies pour faire avancer les choses », et une majorité veut réformer la société en profondeur. Cela explique, en partie, que les deux candidats qui entendent incarner le « dédagisme politique », Marine Le Pen (Rassemblement national) et Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise), cumulent, dans toutes les hypothèses étudiées, entre 48,5 % et 52 % des intentions de vote.

Mais cette demande de radicalité ne préjuge en rien du résultat du scrutin présidentiel. L'étude électorale montre, en effet, une France ambivalente, qui attend de la prochaine présidentielle un changement fort, mais sans tout sacrifier. Une envie, en somme, de « renverser la table, mais sans casser la vaisselle », comme le résume de manière imagée Brice Teinturier, directeur

général délégué d'Ipsos. La quadrature du cercle pour le prochain chef de l'Etat.

A sept mois de l'élection, les sondés font une analyse lucide de la situation que traverse le pays. Leurs préoccupations sont d'abord économiques et financières, sociales. C'est dans ces domaines que les choses doivent, selon eux, changer au plus vite. Les enjeux sont identifiés : réduire le déficit budgétaire de l'Etat, mais aussi la dette publique, les dépenses de l'Etat. Les personnes interrogées sont conscientes des efforts à fournir, y compris dans l'électorat de gauche, mais veulent également qu'ils soient mieux répartis. Ainsi, l'augmentation de l'impôt sur les bénéfices des entreprises est-elle une mesure soutenue. Les candidats sont prévenus : sur ces trois sujets, qui sont déjà au cœur de la campagne, la barre est haute : les réponses qu'ils apporteront ne doivent être ni floues, ni irréalistes, ni imprécises.

Enfin, l'envie de changement radical a une conséquence : ce début de campagne présidentielle suscite l'intérêt des trois quarts des personnes interrogées, un record. Une large majorité se dit ainsi certaine d'aller voter, bien plus qu'à la même époque en 2021, revenant au niveau de 2016 – le premier tour de la présidentielle de 2017 avait atteint 78,7 % de participation. Ce qui peut donc laisser espérer une mobilisation forte de l'électorat les soirs du 18 avril et du 2 mai 2027. ■

du 5 au 8 octobre
4 jours, 4 lieux
pour rencontrer
plus de 40 artistes

Télérama
DIALOGUES

Soirée de lancement
mardi 29 septembre
le défilé renault®

réservations
et infos



Théâtre du Rond-Point
Palais de la Porte Dorée
Bibliothèque nationale
de France Richelieu
Maison des Métallos



UNE CRÉANCE PEUT ÊTRE EFFACÉE, MAIS LES DÉCISIONS QUI L'ONT GÉNÉRÉE SE PAIENT TOUJOURS